



HAL
open science

Dossier : "La Guerre civile espagnole et ses lendemains. Réalités et représentations"

Michel Boeglin, Jean Tena, Heloisa Paulo

► To cite this version:

Michel Boeglin, Jean Tena, Heloisa Paulo. Dossier : "La Guerre civile espagnole et ses lendemains. Réalités et représentations". Cahiers d'Études des Cultures Ibériques et Latino-américaines , pp.5-93, 2015. hal-02107848v1

HAL Id: hal-02107848

<https://hal.science/hal-02107848v1>

Submitted on 23 Apr 2019 (v1), last revised 15 Jul 2019 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Cahiers d'Études des Cultures Ibériques et Latino-américaines

Université Toulouse Jean-Jaurès – Université Paul-Valéry, Montpellier

ISSN 2428-7245

CECIL Numéro 1 - Année 2015

Dossier thématique: la Guerre civile espagnole et ses lendemains.

Réalités et représentations (Michel Boeglin coord.)	5
Michel Boeglin : Editorial.....	5
Jean Téna : L'Exil républicain et les camps de concentration français à travers le prisme de l'irréel et de l'humour : Antoniorrobes et Max Aub.....	7
Alvaro Castro Sánchez : Exilio y posibilidad. Las influencias mutuas entre Américo Castro y Xavier Zubiri.....	19
Vincent Parello : Aproximación al exilio de los refugiados españoles de la Guerra Civil en el departamento del Hérault*	41
Heloisa Paulo : Une image de l'exil : la lutte contre Franco dans les journaux brésiliens.....	57
Armanda Manguito Bouzy : Mémoires d'exil : Maria Archer, une femme anti-salazariste au Brésil	73
Section Varia	95
Josep M. Figueres : La presse en langue française dans la Barcelone révolutionnaire de l'Espagne en guerre (1936-1938)	97
Aline Rouhaud: La reconstruction du lieu d'origine. L'exemple de la Pequeña Habana à Miami, Floride.....	121
Thèses de doctorat	137
Recensions d'ouvrages et compte-rendus	147

Les *Cahiers d'Études des Cultures Ibériques et Latino-américaines (CECIL)* sont une publication lusiste et hispaniste d'histoire et de civilisation, de littérature, d'art et de sciences sociales qui favorise le comparatisme et les regards croisés sur les phénomènes culturels et les faits de civilisation en Amérique latine et dans la péninsule ibérique. Axés sur l'étude des formes, des représentations et des imaginaires, les *Cahiers d'Études des Cultures Ibériques et Latino-américaines* sont une revue en ligne avec une périodicité annuelle, adossée à l'IRIEC (EA 740).

Directeur : Michel Boeglin

Rédacteur en chef: Patrick Lesbre

Adresse d'expédition

Pour nous envoyer votre contribution, merci de nous contacter à
cahiersdetudes@gmail.com

Pour les normes de présentation, rendez-vous sur le site de la revue:

<http://cecil.upv.univ-montp3.fr> > A propos de la revue
ou nous contacter à l'adresse mail indiquée ci-dessus.

Cahiers d'Études des Cultures Ibériques et Latino-américaines

Université Toulouse – Jean-Jaurès – Université Paul-Valéry, Montpellier

CECIL Numéro 1 - Année 2015

Dossier thématique: la Guerre civile espagnole et ses lendemains. Réalités et représentations (Michel Boeglin coord.)	5
Michel Boeglin : Editorial.....	5
Jean Téna : L'Exil républicain et les camps de concentration français à travers le prisme de l'irréel et de l'humour : Antoniorrobes et Max Aub	7
Alvaro Castro Sánchez : Exilio y posibilidad. Las influencias mutuas entre Américo Castro y Xavier Zubiri.....	19
Vincent Parello : Aproximación al exilio de los refugiados españoles de la Guerra Civil en el departamento del Hérault*	41
Heloisa Paulo : Une image de l'exil : la lutte contre Franco dans les journaux brésiliens ..	57
Armanda Manguito Bouzy : Mémoires d'exil : Maria Archer, une femme anti-salazariste au Brésil.....	73
Section Varia	95
Josep M. Figueres : La presse en langue française dans la Barcelone révolutionnaire de l'Espagne en guerre (1936-1938).....	97
Aline Rouhaud: La reconstruction du lieu d'origine. L'exemple de la Pequeña Habana à Miami, Floride.....	121
Thèses de doctorat	137
Mathilde Baron, Étude et édition des "Regum Aragonum res geste" de Gonzalo García de Santa María (début du XVIe siècle).....	139
Manuel Lomas Cortés, Gobierno, ejército y finanzas en el reinado de Felipe III. El proceso de expulsión de los moriscos (1609-1614). Universidad de Valencia.	142
Recensions d'ouvrages et compte-rendus	147
Manuel Peña (ed.), <i>La vida cotidiana en el mundo hispánico (siglos XVI-XVIII)</i>	149
Michel Boeglin, <i>Entre la Cruz y el Corán. Los moriscos en Sevilla (1570-1613)</i>	153
José Luis de Rojas, <i>Cambiar para que yo no cambie. La nobleza indígena en la Nueva España</i>	157
Ouvrages reçus à ce jour	161

Dossier thématique: la Guerre civile espagnole et ses lendemains. Réalités et représentations

Edito

Ce numéro *La Guerre civile espagnole et ses lendemains. Réalités et représentations* analyse différents aspects historiques et contextuels du conflit dont l'Espagne fut le théâtre entre 1936 et 1939 ainsi que les représentations qui en ont été faites. Le rôle et le positionnement des intellectuels face au conflit, l'histoire de l'exil républicain espagnol dans le sud de la France, les liens étroits entre républicains portugais et espagnols tout comme le traitement littéraire ou journalistique de la catastrophe figurent parmi les principaux axes de ce numéro. Intimement liée au processus de récupération et de reconstruction de la mémoire de l'exil républicain, tant en Espagne que dans les pays lusophones ou en France, la thématique de ce numéro de lancement des *Cahiers d'Études des Cultures Ibériques et Latino-américaines* s'inscrit dans une problématique revivifiée par l'histoire culturelle et les études culturelles.

Michel Boeglin

L'Exil républicain et les camps de concentration français à travers le prisme de l'irréel et de l'humour : Antoniorrobes et Max Aub

Jean Tena, Université
Paul-Valéry, Montpellier

*In memoriam Monique Joly et Ignacio Soldevila,
complices irremplaçables*

Résumé

Acteur et témoin de la guerre, de l'exode, des camps et de l'exil, mais aussi écrivain capable de passer du réalisme à la fantaisie la plus débridée, Max Aub, dans le domaine de l'évocation de l'exil consécutif à la Guerre civile espagnole (1936-1939) va faire la part belle à l'uchronie, genre vers lequel il reviendra à la fin de sa vie. Il fut également un des premiers à proposer une approche narrative décalée de l'exil et des camps.

Mot-clés: Max Aub, Antonio Robles, Antoniorrobes, Retirada, Guerre civile, camps de concentration, littérature, XXe siècle.

Resumen

Actor y testigo de la guerra civil, el éxodo, los campos y el exilio, pero también escritor capaz de alternar el realismo con la fantasía más desenfadada, Max Aub, en lo tocante a la evocación del exilio consecutivo a la guerra civil española (1936-1939) va a conceder gran importancia a la ucronía, un género que volverá a cultivar al final de su vida. Fue también uno de los primeros en proponer un enfoque narrativo desfasado del exilio y los campos.

Palabras clave : Max Aub, Antoniorrobes, Retirada, Guerra civil, Campos de concentración, Literatura, Siglo XX.

Summary

Actor and witness civil war, the exodus, and exile camps, but also a writer capable of alternating realism with the wildest fantasy, Max Aub, with respect to the evocation of exile consecutive Spanish civil war (1936 -1939) will attributes considerable importance to the *ucronía*, a genre that will grow at the end of his life. It was also one of the first to propose a narrative approach exile outdated and fields.

Keys : Max Aub, Antoniorrobes, Retirada, civil war, concentration camps, literature, Twentieth Century

« Sans le réel, il n'y a rien dans la vie qui vaille [...] Mais le réel est un magnifique support d'irréel [...] C'est par l'irréel que je l'aborde et le pénètre à fond par infiltration et assimilation progressives ».

Pierre Reverdy, *Bloc-notes et agenda* (1945-1946).

« ¡Qué hiperbólico eres! Luego dirán que eres 'realista' ».

Jorge Guillén, Lettre à Max Aub (17 décembre 1967).

« *Quienes [...] se lanzaron al océano de bruma de lo imaginario [...] En sus obras hay una verdad que probablemente es superior a las plurales verdades de tantos otros* ».

Juan-Eduardo Cirlot, « Los sentimientos imaginarios » (1968).

« *La imaginación escribe, pero es la realidad quien lee* ».

Adonis, *Celebración del claroscuro* (1988).

« *Qui t'ha dit que la ironia no pot salvar el món* ».

Antonina Canyelles, *Piercing* (2005).

Une vision apocalyptique

Confronté à l'exode républicain de février 1939, un Suédois, membre d'un comité d'aide aux réfugiés, déclare : « Même Dante n'aurait pu imaginer des choses plus terribles que celles dont j'ai été le témoin¹ ». Le ton est donné. Ce sera, généralement, celui de toutes les victimes, de tous les témoins de cette débâcle, de ces camps, de cet exil.

Vincent Parello, dans un ouvrage récent et bien documenté², rappelle les propos du ministre de l'Intérieur, Albert Sarraut, à la Chambre des députés, le 14 mars 1939 :

Il y a des mères et des enfants, il y a des vieillards et des infirmes, il y a des civils et des militaires [...] ; il y a des « madres » qui agonisent ; il y a des blessés dont les moignons laissent suinter le sang et les sanies des gangrènes à travers les plâtres des pansements hâtifs [...] Des yeux hagards, des traits livides, le masque uniforme des faces creusées par la famine, la fièvre et la souffrance, le visage terrible et poignant de la grande misère des hommes³.

Propos que confirme l'objectivité médicale d'un délégué sanitaire dans un rapport destiné au préfet de l'Hérault : « [...] une trentaine de galeux et pouilleux [...], j'ai revu tous les éclopés et opérés (62 pansements d'importance diverse) [...]. M. le Dr Bouchet a revu quelques fébriles ». Quant à Pepita Carpena, toute jeune cénétiste en janvier 1939, elle se souvient, presque un demi-siècle après la *Retirada*, de son séjour à Clermont-l'Hérault :

Nous étions déguenillées, n'ayant plus de linge de rechange, et je me suis sentie humiliée au plus profond de moi-même, des larmes de colère roulaient sur mes joues [...].

¹ Dreyfus-Armand – Témime 1995, 69.

² Parello 2010.

³ Parello 2010, 48-49. Cf. aussi, Parello 2011, 59-78.

Les conditions d'hébergement étaient encore pires que ce que nous avons connu jusqu'alors. Le hangar était totalement vide et il y avait de nombreuses ouvertures sur le toit. Sur les poutres, des rats cavalaient en tout sens. Le vent s'engouffrait de partout et il n'y avait même pas de paille [...]. Ce froid du rude hiver de 1939-1940 nous gelait les os, un froid que pas un réfugié n'a oublié⁴.

Ils n'ont rien oublié, non plus, ces réfugiés sauvés des camps par la solidarité mexicaine et que Dolores Pla Brugat a tirés de l'anonymat⁵ : « *hacía un frío espantoso allí en el Pirineo* » (Pascual Casanova Rius, p. 82) ; « *un campo de concentración [...], una cosa espantosa* » (José María Muriá, p. 125) ; « *Nos dejaron todos en la playa y eso fue un desorden de los demonios* » (Rómulo García Salcedo, p. 141) ; « *Todo alambrado, con barraquitas, expuestos al frío y pasando hambre* » (Dolores Duró Betriu, p. 155) ; « *Francia nos dio un mal recibimiento, nos trató muy mal y no hizo nada para hacernos subsistir como humanos* » (Francisco Torné, p. 168) ; « [...] *un redil para el ganado* » (José Bargés, p. 198).

Ce ton dramatique, nous le retrouvons également chez ceux qu'on pourrait qualifier d'auteurs « canoniques » des camps et de l'exil (Andújar, Aub, Bartra⁶...). Leurs textes étant, désormais, classiques, nous préférons proposer, à travers l'espace et le temps, d'autres exemples d'un procédé spécifique que nous avons essayé, non de définir mais d'illustrer.

Un exilé célèbre qui n'a pas connu les vicissitudes évoquées ci-dessus donne une vision poignante de cette « *larga espera* », de ce « *destierro* » auquel l'ont condamné « *los vencedores/Caínes sempiternos* ». Réfugié en Angleterre, Luis Cernuda y écrit un poème emblématique, « *Un español habla de su tierra* » où la vision panoramique des paysages et des monuments espagnols de sa vie d'autrefois, « *tan dulces al recuerdo* », contraste avec la douleur d'un présent funeste :

*Amargos son los días
De la vida, viviendo
Sólo una larga espera
A fuerza de recuerdos.*

⁴ Parello 2010, 17

⁵ Pla Brugat 2003.

⁶ Sur ces deux derniers auteurs, cf. Tena 2010. Un DVD joint à l'ouvrage permet de retrouver des images réelles de cet épisode tournées en février 1939 par un cinéaste amateur catalan, Louis Llech. Dans le domaine des témoignages photographiques sur l'exode et les camps on peut consulter, entre autres : Carrasco 1980, A.D.P.O. 2011. Le premier de ces ouvrages contient aussi quelques dessins, le second des dessins, des huiles, des eaux-fortes, des aquarelles. On retiendra aussi les très suggestifs dessins de Bartoli, 2009. Sans oublier les « albums d'art et de littérature à Argelès-sur-Mer, en 1939, par un groupe de républicains espagnols réfugiés » tirés de l'oubli par Jean-Claude Villegas : Villegas 2007.

*Un día, tú ya libre
De la mentira de ellos
Me buscarás. Entonces
¿Qué ha de decir un muerto ?⁷*

Un poète français dont Cernuda, lecteur d'espagnol à l'Ecole Normale de Toulouse en 1928, appréciait les œuvres, va, lui aussi, vingt ans après les faits, consacrer un texte à cet épisode historique. Il s'agit de Louis Aragon, très proche, idéologiquement, des vaincus de la Guerre civile. Son poème « La halte de Collioure », hommage à Antonio Machado extrait du recueil *Les Poètes* (1960), retrouve le ton de certaines de ses productions de l'époque de la Résistance :

Trente-neuf la terre tremble
Ô torrent d'hommes en marche
Ce déluge n'a point d'arche
[...] C'est l'heure prémonitoire
Sur l'autel du sacrifice
Où l'Espagne offre ses fils
Au feu sombre de l'histoire
Sur les chemins de l'exode
Où vous demandiez asile
Voici la terre d'exil
Ses camps ses fusils ses codes
[...] Ici la Mort en voyage
Arrête son attelage⁸.

Mais ce ton n'est pas le privilège des seuls acteurs, témoins ou contemporains du fait historique. On le retrouve aussi chez des écrivains espagnols nés dans les années quarante, cinquante ou soixante qui n'ont pu en avoir qu'une vision indirecte, temporellement décalée. C'est le cas d'Antonio Muñoz Molina qui évoque :

el republicano español que cruza la frontera de Francia en enero o febrero de 1939 y es tratado como un perro o como un apestado y enviado a un campo de concentración, a la orilla hosca del mar, encerrado en una geometría siniestra de barracones y alambradas, la geometría y la geografía natural de Europa en esos años, desde las playas infames de Argelès-sur-Mer donde se hacían como ganado los republicanos españoles hasta los últimos confines de Siberia⁹.

Ces mêmes « camps sur la plage » reviennent chez Javier Cercas :

[...] el campo de concentración de Argelès, en realidad una playa desnuda e inmensa rodeada por una doble alambrada de espino, sin barracones, sin el menor abrigo en el frío salvaje de febrero, con una higiene de cenagal, donde, en condiciones de vida infrahumanas, con mujeres y viejos y niños durmiendo en la arena moteada de nieve y escarcha y hombres vagando cargados con el peso alucinado de la desesperación

⁷ *Las nubes* (1937-1940) : Cernuda 1999, 310-311.

⁸ Aragon 2007, 409-411.

⁹ Muñoz Molina 2001, 455.

y el rencor de la derrota, ochenta mil fugitivos españoles aguardaban el final del infierno.

- Los llamaban campos de concentración- solía decir Miralles-. Pero no eran más que morideros¹⁰.

Admirateur de Max Aub et de son oeuvre littéraire et cinématographique, Antoni Cisteró, dans un roman/reportage dense et suggestif, revient sur le tournage accidenté de *L'Espoir* d'André Malraux. En avril 1939, à Paris, le personnage « Max Aub » raconte l'exode à Ollier, l'un des collaborateurs du film :

Fue patético. No te puedes imaginar el espectáculo de cientos de miles de personas andando, arrastrando carromatos, cochecitos de bebé, intentando avanzar con vehículos de todo tipo, apretándose, empujándose, tropezando unos con otros. Bultos enormes que se iban abandonando progresivamente, las cunetas sembradas de maletas, ropas, paquetes, cestos, bicicletas rotas. Y de vez en cuando, los criminales fascistas que aún bombardeaban y ametrallaban aquellas columnas de derrotados. Por placer, por hundirlos aún más. Muchos murieron¹¹.

On clora ce florilège de la douleur et de la honte par quelques vers d'Andrés Sánchez Robayna extraits d'un poème au titre significatif, « María Zambrano, 1939 » - cette philosophe espagnole s'exila en Amérique latine avant de s'installer à Rome avec sa sœur, rescapée des camps nazis- :

*Andarás varios días, bajo el frío,
la frontera allá lejos, o ya tal vez muy próxima [...] Severas, casi negras, las encinas heladas
verán pasar la hilera de hombres secos,
de mujeres calladas y de ancianos
y de niños, y perros que jadean¹².*

Antoniorrobles : le choix de l'irréel

Témoins ou victimes de l'exil et des camps, d'autres auteurs, sans négliger la voie royale dantesque ou apocalyptique, se sont permis des escapades au long des sentiers de l'irréel et de l'humour. Le procédé n'est pas nouveau et il a fait carrière. Au cinéma, par exemple, des tragédies nationales ou mondiales ont été abordées par le biais de la comédie ou du vaudeville. Le national-socialisme hitlérien est cloué au pilori par l'humour (parfois noir) de Chaplin (*Le Dictateur*, 1940) ou de Lubitsch (*To be or not*

¹⁰ Cercas 2002, 156.

¹¹ Cisteró 2008, 181. En parallèle, p. 327, on assiste à l'exode français de juin 1940 : « *empujones, gritos, puñetazos, egoísmo, bultos, un mar de bultos y cabezas como bultos, oleadas de miedo, humo, calor, sudor, algún brazo emergiendo, sombreros cayendo, tumulto, confusión, fusión de miles sálvese quien pueda, aún sin saber de qué exactamente. Ni asomo de futuro* ».

¹² Sánchez Robayna 2010, 203.

to be, 1942) ; les camps de concentration nazis deviennent un espace ludique enfantin dans *La vie est belle* de Benigni (1997) ; *La vaquilla* (1985), de García Berlanga, aborde la Guerre civile espagnole sur le ton de la farce...

Antoniorrobes (Antonio Robles Soler, 1897-1983), exilé au Mexique, a sans doute été un des premiers à proposer une approche narrative décalée de l'exil et des camps. Son roman, *El refugiado centauro Flores* (1944)¹³, s'ouvre sur la naissance, dans la province de Valladolid, en 1930, de « *un potro con cabeza de niño* », un « *centauro infantil* » (p. 11). Après une série d'aventures fantastiques dans divers pays étrangers qui évoquent « *un cuento infantil* » (p. 51), le centaure revient en Espagne pour y écouter un dialogue entre Don Quichotte et Sancho, invisibles « *entre los árboles de la derecha* » (p. 14), calmer une vierge miraculeuse incapable de ressusciter une mouche (p. 159) ou assister à l'exécution par des paysans armés jusqu'aux dents des « *frailes de la Solana* », atteints de rage aiguë (« *rabies rápidos* ») et « *mordiendo a los ganados y a los caminantes* » (p. 162). Cet épisode est, sans doute, prémonitoire : la Guerre civile ne se fait pas attendre –« *¡Zas! ¡La guerra civil española!* »), p. 177.

« *Potro-muchacho* » (p. 181), le centaure est d'abord appelé à jouer un grand rôle dans la théâtralisation phalangiste de la guerre puisque les gens de Burgos « *pensaron que « el generalísimo » entrase en Madrid montado en el único centauro que había en la Tierra* » (p. 179). En fait, simple bête de charge, il est blessé à Guadalajara, recueilli et soigné par les soldats républicains.

Le sort en est jeté. D'abord l'exode « *entre miles de gentes que dejaban atrás el peligro de sus fusilamientos políticos* » (p. 184), puis un camp algérien (Djelfa ?) dont la description rappelle les textes canoniques examinés plus haut :

*[...] un campo de concentración de barracas inhóspitas, amenazados por alambradas retorcidas como la envidia y fusiles de urgentísimo manejo.
Arena de fuego para las plantas de los pies ; fuego de sol para el cerebro ; aire ardiente para la respiración (p. 185).*

La fantaisie revient au galop quand, dans ce cadre désolé –« *¡Arena infinita ! ¡Infinidad abrumadora !* »- on voit passer la Sainte Famille au grand complet (p. 186). Mais ce n'était qu'un rêve (« *[...] entonces le cayó un dátil en la cabeza... y eso le despertó* », p. 187). Comme l'est la rencontre brûlante avec les odalisques d'un harem dans un chapitre « *Poco apto para señoritas* » (p. 191-192).

¹³ Edition de référence : México, Finisterre, 1966.

Fantaisie toujours quand, attiré par les beaux yeux d'une amie exilée, le centaure décide de gagner le Mexique à la nage. Une sirène délurée, voire en chaleur (« *Te trae perturbada la época del cielo* », p. 193), ne l'empêchera pas d'atteindre Veracruz puis México (p. 194). Mais l'amour impossible entre une femme et un centaure (« *para la pareja se había cerrado totalmente toda posibilidad* », p. 202) ne pourra déboucher que sur un double suicide (« *dos balazos* », p. 204).

Max Aub : l'humour et la satire

Comme on peut le déduire des lignes ci-dessus, chez Antoniorrobles la réalité – en particulier celle de la Guerre civile, de l'exode, des camps et de l'exil – n'interfère que tangentiellement (30 pages sur les 206 du roman) avec un monde irréel parfois débridé (centaure, fantômes, animaux doués de la parole, rêves, sirène...). Chez Max Aub (1903-1972), au contraire, l'interaction est beaucoup plus étroite, plus complexe, plus riche.

Cela n'est guère étonnant pour un auteur qui s'est souvent aventuré sur les terres de l'apocryphe, des hétéronymes, des jeux de miroirs, de l'uchronie (selon *Le Robert*, « reconstruction historique d'événements fictifs, d'après un point de départ historique et un ensemble de lois »)... Dès 1934, dans un texte qui sera remanié en 1965 et en 1971, il invente un écrivain (*Vida y obra de Luis Álvarez Petreña*). Mais son coup d'éclat, en 1958, c'est l'immense canular de *Jusep Torres Campalans* : la biographie d'un peintre fictif, appareil critique et reproductions d'œuvres compris, tellement bien ficelée que certains spécialistes, et non des moindres, tomberont dans le panneau¹⁴. L'œuvre poétique, quant à elle, propose une *Antología traducida* de poètes imaginaires (1963-1972) et *Imposible Sinaï*, recueil de poèmes apocryphes écrits par des combattants arabes et israéliens durant la fameuse « Guerre des six jours » (juin 1967)¹⁵. Un an avant sa mort, en 1971, Max Aub publie une parfaite uchronie : son discours de réception à l'Académie, en 1956, en présence « *del Sr Presidente de la República* »¹⁶. La Guerre civile n'a pas eu lieu, et, ironie du sort, c'est

¹⁴ Suivis d'un épilogue d'Antonio Muñoz Molina, les deux textes ont été réédités sous le titre commun de *Dos vidas imaginarias*, Barcelona, RBA, 2011.

¹⁵ Ces deux recueils figurent dans *Obra poética completa*, Valencia, Biblioteca valenciana, 2001, p. 165-253 et p. 287-321.

¹⁶ « El teatro español sacado a luz de las tinieblas de nuestro tiempo », in Aub 2008, 333-364.

le 18 juillet 1936 que le futur académicien avait été désigné « para estudiar el establecimiento de un teatro nacional » (p. 355). Ortega y Gasset est « *Presidente del Consejo* » (p. 357) et, dans la liste des académiciens donnée en appendice (p. 361-364), on retrouve presque tous les écrivains exilés mais aussi García Lorca (depuis 1942) et Miguel Hernández (depuis 1952) !

On voit donc que *Manuscrito cuervo. Historia de Jacobo* n'est pas un cas isolé. Publié en 1950 mais remanié en 1955, ce texte appartient à la grande famille des « manuscrits retrouvés », mais d'un genre un peu particulier : il est, en effet, écrit par un corbeau (Jacobo), édité par un certain J. R. Bululu et traduit « *del idioma cuervo* » par un improbable Aben Máximo Albarrón (double allusion évidente à Max Aub – Máximo Alba – et au célèbre Cide Hamete Benengeli, le narrateur apocryphe de la deuxième partie du *Quichotte*)¹⁷. A vol d'oiseau, le camp du Vernet dont il est question apparaît comme un microcosme d'une humanité à laquelle Jacobo ne comprend pas grand-chose. Témoin invisible, omniprésent, perspicace, il capte des éléments de réalité : les problèmes de santé, les haines entre factions d'un même bord politique (« [...] *los odian, igual que los comunistas a los trozkistas, o los socialistas de Prieto a los de Negrín, y viceversa* », p. 206), les « bulos », le fameux « *Alé-Alé* » des gendarmes français, les réactions inadaptées d'une administration incompétente ou sadique, les rassemblements à tout bout de champ, les dénonciations plus ou moins intéressées causes de nombreux enfermements... En définitive, un monde clos dont il est impossible de s'évader (« *De aquí no se escapa nadie, ni en sueños* », p. 237).

Pour Jacobo, le genre humain est tout à fait médiocre (« *casta primitiva* », « *vida [...] tan primaria* », « *conglomerado extraño y primitivo* », p. 184 ; « *sub-especie* », p. 195 ; « *el primitivismo de sus pensamientos* », p. 202). La seule façon, pour lui, de rationaliser le spectacle lamentable qu'il découvre tous les jours, de lui donner un sens, c'est d'inverser comiquement une réalité que le lecteur averti connaît trop bien. Pour lui, les prisonniers sont « *los escogidos* » (p. 187) et les gardiens, quel que soit leur grade, « *seres inferiores y uniformados, que están al servicio de los internos* » (p. 189), « *una casta inferior que manda a sus superiores, los internados* » (p. 190). En fait, pour Jacobo, « *el encierro mejora la condición humana. Para lograrlos*

¹⁷ Edition de référence : Aub 1995, 175-240.

excelentes suélenlos encarcelar cierto tiempo » (p. 202). D'où cette note au terme « campo de concentración » : « *Concentración, es decir, lo más aquilatado, la médula, lo más enjundioso* » (p. 205, note 9).

Mais cette inversion, presque « carnalesque » au sens bakhtinien du terme, n'est pas la seule. Pour Jaume Pont, par exemple, cette « *epopeya burlesca* », cette « *visión parabólica* », propose une option plus radicale : « *el juicio del mundo corvino representa la racionalidad frente a la irracionalidad de los humanos* »¹⁸. Cette irrationalité, le texte en donne de multiples exemples :

Los Fascistas ponen a los Antifascistas en campos de concentración. Los Antifascistas ponen a los antifascistas en campos de concentración (p. 220) ; Boleslav Sparnisky y Stefan Goldberg, polacos ; el primero está internado por no haberse alistado en el ejército polaco ; el segundo está internado por haberse alistado en el ejército polaco (p. 228)...

Face à la vision tragique, voire apocalyptique, évoquée dans la première partie de cet article, l'humour n'est-il pas le meilleur moyen de révéler la réalité profonde d'un monde à la dérive ? C'est, en tout cas, l'opinion de León Felipe, exilé au Mexique, qui écrivait en 1939 :

*Este libro no es más que llanto -¿qué otra cosa puede producir hoy un español ? [...]-. Pero para que no me tildéis de jeremiaco y digáis que mi dolor es demasiado cínico, lo he vestido casi siempre de humor. Mejor sería decir que he metido mis lágrimas en una vejiga de bufón, con la que doy golpes inesperados y parece que voy espantando las moscas*¹⁹.

Acteur et témoin de la guerre, de l'exode, des camps et de l'exil, mais aussi écrivain capable de passer du réalisme à la fantaisie la plus débridée, Max Aub, dans le domaine qui nous occupe, va faire la part belle à l'uchronie, genre vers lequel il reviendra, comme on l'a vu, à la fin de sa vie. Ici, il s'agit d'un magnicide, de l'assassinat pur et simple du dictateur, narré, en 1960, dans *La verdadera historia de la muerte de Francisco Franco*²⁰. Le sujet n'est peut-être pas aussi délirant qu'on pourrait le penser étant donné que, à l'aube de la démocratie retrouvée, Eliseo Bayo a publié un ouvrage sur les attentats, toujours vains, contre Franco²¹. Plus tard, d'autres ont évoqué,

¹⁸ Pont 1990, 81-89. José María Naharro-Calderón est pratiquement du même avis : « *Se trata de una intertextualidad invertida en la tradición degradadora de los fabulistas que atribuyen comportamientos humanos a los animales : el cuervo desvela aquí los códigos rapaces y carroñeros de los seres humanos* » : Naharro-Calderón 2003, 120. Ce critique ébauche, par ailleurs, un parallèle intéressant entre *Manuscrito cuervo* et Alfred Jarry.

¹⁹ Felipe 2004, 272.

²⁰ Aub 1995, 407-428.

²¹ Bayo 1976.

fictionnellement, cette mort violente, rêvée ou fantasmée :

Soñaba muchas noches que mataba a Franco [...] Soñaba despierta en que hacía un túnel que iba hasta el Pardo y allí le ponía una bomba ; en que me metía por las alcantarillas y llegaba hasta su habitación » (référence possible à l'attentat réel qui coûta la vie à l'amiral Carrero Blanco le 20 décembre 1973)²² ; « Demente, completamente ido [...], inventándose noticias [...] Desembarco en Santander de tropas inglesas, el asesinato de Franco por parte de su cuñado²³.

Mais, en 1960, un tel titre ne pouvait qu'attirer l'attention de la censure. Dans les ouvrages critiques édités en Espagne, quel que soit leur niveau scientifique, quelle que soit la notoriété de leur auteur, le « Francisco Franco » du titre fut remplacé, au mieux par « F. F. », au pire par des points de suspension. Selon Ignacio Soldevila :

los servicios de información de Franco, fundándose exclusivamente en el título del relato, consideraron que se trataba de una incitación al asesinato de Franco, cuando precisamente se trata de una fantasía pseudo-histórica que no demostraba sino la inutilidad de dicha acción para resolver los problemas de España y del protagonista²⁴.

En fait, si les problèmes de l'Espagne sont, sans doute, difficiles à régler, ceux du protagoniste sont, en apparence, beaucoup plus simples. Nacho, garçon de café à Mexico, habitué à une vie routinière et paisible, voit, soudain, son petit monde s'écrouler : « *Todo cambió a mediados de 1939 ; llegaron los refugiados españoles* ». Le calme antérieur est remplacé par la tempête (« *palmadas violentas* », « *oigas estentóreos* », « *reniegos* » -p. 413- et, surtout, ces « *interminables discusiones* », ponctuées de phrases-clé : « *Cuando caiga Franco* », « *El día que volvamos* » -p. 418). En fait, Nacho « *sufrió el éxodo ajeno como un ejército de ocupación* » (p. 413).

Vingt ans après cette « invasion », en 1959, il trouve la solution pour régler définitivement le problème : assassiner Franco. Muni d'un passeport américain, il se rend en Espagne et, très facilement, comme au cinéma pourrait-on dire, élimine le dictateur (p. 426). Ce qui déclenche une série de crises politiques couronnées par « *el advenimiento de la Tercera República* » (p. 427). Mais quand Nacho revient à son poste, il constate que les réfugiés républicains, « *los de siempre* », sont toujours là, « *discutiendo lo mismo* », accompagnés de « *cien refugiados de los otros, recién llegados* », des franquistes aussi bruyants et radoteurs que leurs anciens adversaires (p. 427-428).

²² Martínez Menchén 1980, 11.

²³ Cisteró 2008, 302.

²⁴ Lluch Prats 2007, 196, note 332.

Paul Aubert ayant consacré un excellent article à cette uchronie dont il évoque toutes les facettes (policrière, existentielle, philosophique, politique)²⁵, on se contentera de souligner, avec lui, ce qui sous-tend les quelques pages qui précèdent, à savoir « l'humour qui rappelle le caractère ludique d'une partie de l'œuvre littéraire de Max Aub » (p. 297). Comme d'autres, avant et après lui, Max Aub savait que l'on peut décrire, fustiger ou exorciser l'horreur, même absolue, par des moyens détournés qui n'en sont pas moins d'une efficacité incontestable.

P. S. : Dans le Madrid des années vingt, Salvador Pérez de Molino, intellectuel « arrivé », conseille à Victoriano Terraza, jeune intellectuel « arrivant » : « *Consígase una plaza de lector en cualquier universidad extranjera, aunque sea en Montpellier*²⁶ ». L'auteur de l'article, « fan » de Max Aub (et, il l'espère, ses collègues de ladite université) ne s'est jamais formalisé de ce « *aunque sea* » qu'il a mis sur le compte de l'humour indéfectible de l'auteur.

Bibliographie

- ADPO (Archives Départementales des Pyrénées Orientales), 2011, *Enllà de la pàtria/Au-delà de la patrie. Exil et internement en Roussillon (1939-1948)*, Canet, Editions Trabucaire.
- Aragon, Louis, 2007, *Œuvres poétiques complètes*, II, Paris, Gallimard (La Pléiade).
- Aub, Max, 1982, *La calle de Valverde* (1961), Barcelona, Seix Barral.
- Aub, Max, 1995, *Enero sin nombre*, Barcelona, Alba Editorial.
- Aub, Max, 2001, *Obra poética completa*, Valencia, Biblioteca valenciana.
- Aub, Max, 2008, *Escritos sobre el exilio*, Sevilla, Renacimiento.
- Aub, Max, *Dos vidas imaginarias. Vida y obra de Luis Álvarez Petreña. Josep Torres Campalans*. Epilogue d'Antonio Muñoz Molina, Barcelona, RBA, 2011.
- Aubert, Paul, 2003, « *La verdadera historia de la muerte de Francisco Franco (1960) : il est encore temps de ne pas sortir du labyrinthe* » in Chaput et Sicot 2003, 297-308.
- Bartoli, Josep, *La Retirada. Exode et exil des républicains espagnols*, Arles, Actes Sud.
- Bayo, Eliseo, *Los atentados contra Franco*, Barcelona, Plaza y Janés, 1976.
- Cadé, Michel (dir.), 2010, *La Retirada en images mouvantes*, Canet, Editions Trabucaire.
- Carrasco, Juan, 2009, *La Odisea de los Republicanos Españoles en Francia/Album-Souvenir de l'Exil Républicain Espagnol en France (1939-1945)*, Barcelona, Ediciones Nova Lletra, 1980.
- Cercas, Javier, 2002, *Soldados de Salamina* (2001), Barcelona, Tusquets, 21^e éd.
- Cernuda, Luis, 1999, *Poesía completa*, Madrid, Siruela, 3^e éd.
- Chaput, Marie-Claude – Sicot, Bernard, (éds.), *Max Aub : enracinements et déracinements*, Université de Paris X-Nanterre, 2003.
- Cisteró, Antoni, 2008, *Campo de esperanza*, Barcelona, Editorial Mediterrània.

²⁵ Aubert 2003.

²⁶ Aub 1982, 160.

- Dreyfus-Armand, Geneviève et Témime, Emile, 1995, *Les camps sur la plage, un exil espagnol*, Paris, Autrement.
- Felipe, León, 2004, *Español del Éxodo y del Llanto. Poesías completas*, Madrid, Visor.
- Lluch Prats, Javier, 2007, *Max Aub/Ignacio Soldevila. Epistolario 1954-1972*, Valencia, Biblioteca valenciana.
- Martínez Menchén, Antonio, 1980, *Pro patria mori*, Madrid, Legasa.
- Muñoz Molina, Antonio, 2001, *Sefarad*, Madrid, Alfaguara.
- Naharro-Calderón José María, 2003, « Max Aub y los universos concentracionarios » in Chaput et Sicot, 2003, 99-125
- Parello, Vincent, 2010, *Des réfugiés espagnols de la Guerre civile dans le département de l'Hérault (1937-1939)*, Presses universitaires de Perpignan.
- Parello, Vincent, 2011, « Itinéraires et trajectoires individuels de réfugiés de la Guerre civile dans l'Hérault », *Les Langues Néo-latines*, 358, 59-78.
- Pla Brugat, Dolores, 2003, *El aroma del recuerdo. Narraciones de españoles republicanos refugiados en México*, México, Plaza y Valdés/Instituto Nacional de Antropología e Historia.
- Pont, Jaume, 1990, « Erudición y sátira en el « Manuscrito cuervo » de Max Aub », *La letra y sus máscaras*, Lleida, Sección de lengua y literatura española. Departamento de Filología. Estudi general.
- Robles Soler, Antonio, 1966, *El refugiado centauro Flores*, México, Finisterre.
- Sánchez Robayna, Andrés, 2010, *La sombra y la apariencia*, Barcelona, Tusquets.
- Tena, Jean, 2010, « Une nouvelle, un roman, un recueil de poèmes : trois témoignages littéraires sur la *Retirada* et les camps de concentration français » in Cadé 2010, 151-159.
- Villegas, Jean-Claude, 2007, *Ecrits d'exil. Barraca et Desde el Rosellón*, Sète, Les Nouvelles Presses du Languedoc.

Exilio y posibilidad. Las influencias mutuas entre Américo Castro y Xavier Zubiri

Álvaro Castro Sánchez -
Universidad de Cádiz¹

Resumen

En este trabajo se estudia la relación que mantuvieron dos intelectuales apartados de la vida universitaria en España tras la Guerra Civil: Américo Castro, historiador exiliado en EE. UU., y Xavier Zubiri, filósofo auto-excluido de la Universidad franquista en 1942. En concreto, se apuntan las influencias que por parte de Zubiri ayudaron a Castro en su cuestionamiento de las versiones esencialistas de la Historia de España y su relación se pone de ejemplo de cooperación e intercambio intelectual entre la Historia y la Filosofía.

Mots clés: Siglo 20, España, franquismo, exilil, Américo Castro, Xavier Zubiri, historia, filosofía

Résumé

Ce travail analyse les relations entretenues entre deux intellectuels écartés de la vie universitaire en Espagne au lendemain de la Guerre civile : Américo Castro, historien exilé aux Etats-Unis et Xavier Zubiri, philosophe auto-exclu de l'université franquiste en 1942. Plus concrètement, sont mises en valeur les influences de X. Zubiri sur Américo Castro qui l'ont aidé dans son questionnement des versions essentialistes de l'histoire de l'Espagne; leurs rapports est présenté comme un exemple de coopération et d'échange intellectuel entre l'histoire et la philosophie.

Palabras clave: XX^e siècle, Espagne, franquisme, exil, Américo Castro, Xavier Zubiri, histoire, philosophie

Abstract

This paper studies the relationship between two intellectuals ostracized by Spanish University after the Civil War: the historian exiled in the United States, Américo Castro and the philosopher self-excluded from University under Franco's regime since 1942, Xavier Zubiri. Namely, Zubiri's big influence on Castro's questioning of the essentialist versions of Spain's History. This relationship is a perfect example of cooperation and intellectual dialogue between History and Philosophy.

Key words: 20th century, Spain, Franco regime, exile, Américo Castro, Xavier Zubiri, history, philosophy

Introducción

Suele haber consenso acerca del “páramo” cultural que representan los años posteriores a la Guerra Civil española². La cuestión de los *exilios* interiores y exteriores tradicionalmente ha estado enmarcada en la dramática perspectiva de la mutilación o disolución de carreras, espacios y círculos investigadores y académicos, así como de sus redes de comunicación, como consecuencia de la victoria del bando rebelde y la imposición de un (anti)intelectualismo oficial. La victoria del Movimiento Nacional y la

¹ Grupo de investigación HUM-536-El problema de la alteridad en el mundo actual, Universidad de Cádiz.

² María Ruiz Ortiz, Antonio González y Manuel Peña hicieron sugerencias en distintos momentos de elaboración de este texto. Gracias a José Luis Moreno Pestaña por corregir el borrador definitivo y realizar indicaciones importantes en diferentes puntos del mismo.

política totalitaria de la Nueva España traería consigo una pérdida irrecuperable de capital cultural y el freno a proyectos muy fecundos que florecieron en el periodo republicano. Vidas y carreras truncadas por parte de las autoridades de un Régimen que impuso la represión, el miedo y el silencio sobre cualquier manifestación no acorde ni compatible con la ideología establecida. No obstante, hay que preguntarse, reconociendo lo dicho y teniendo en cuenta los dramas personales de sus protagonistas, que del mismo modo que el *páramo* cultural de la posguerra alimentó un *vergel* -si es que en realidad no lo era ya-, hasta qué punto la experiencia del exilio para algunos no pudo llegar a ser, desde el punto de vista intelectual, muy productiva. Del mismo modo que muchos aprovecharon su capital político-guerrero para obtener puestos destacados en el nuevo mundo académico e institucional³, otros, apartados de sus respectivas cátedras, depurados y situados en circunstancias distintas, tendrán en el exilio una experiencia fundamental para su carrera intelectual. La Guerra Civil española cerró dramáticamente unas posibilidades, pero para algunos, con el tiempo, abrió otras. A su modo, esos fueron los casos del historiador liberal Américo Castro y del filósofo conservador Xavier Zubiri, suegro y yerno respectivamente.

El lugar de Américo Castro (1885-1972) en la historiografía española

La identidad de España es una cuestión antigua y no es exclusiva del monarquismo conservador o la derecha. Son conocidas las preguntas que acerca de la misma se hicieron Ramón y Cajal, Unamuno, Machado u Ortega, y fue una amarga interrogación de la “generación del 98”. A la pregunta “¿Qué es España?”⁴ normalmente acompañaba otra acerca de su *destino*. Y las respuestas *sustancialistas* fueron las dominantes, es decir, aquellas que suponían una identidad primigenia de *España* que tenía un origen inmemorial y que había sobrevivido a invasiones, conquistas, a la extranjerización o al peligro “rojo”, o las que simplemente pensaron *España* como un ente abstracto y a los españoles como a un colectivo estático. Un *ser* desligado de todo *estar* y evadido de la historia, denunciará Castro.

³ Moreno 2013, 45-83.

⁴ Ortega y Gasset 2001, 168.

El primer esencialismo respecto a España fue *biologicista* y hundió sus raíces en la obsesión por la limpieza de sangre de la Edad Moderna. Entonces se va gestando un arquetipo de lo español que queda identificado con la pureza racial y religiosa del cristiano viejo frente al converso⁵. Durante el Barroco, obras como las de Huarte de San Juan o Baltasar Gracián, los literatos del Siglo de Oro o los libros de viajes del XVII presentarán una caracterización de los españoles cuyos tópicos sublimará el romanticismo folklorista del XIX y los libros escritos por visitantes extranjeros. Como se sabe, es en el siglo XVIII con la llegada de las “luces” cuando se encuentra una intención explícita de construir una identidad nacional ligada al Estado⁶. 1812, la Guerra de Independencia y la posterior Restauración se convertirán en referentes de los futuros patriotismos españoles.

El esencialismo de tipo biologicista se disparó como se sabe en el orbe occidental a finales del siglo XIX con el florecimiento de una biopolítica estatal de tipo intervencionista y la proliferación de los discursos eugenésicos. No obstante, y es también en el siglo XIX, cuando se da paso en España a un esencialismo de tipo metafísico que tuvo como principal representante a Menéndez Pelayo, aunque también otros autores como Ángel Ganivet o el carlista Vázquez de Mella, de gran influencia entre la ultraderecha del primer tercio del siglo XX.

Desde entonces, las distintas generaciones del campo historiográfico español han estado ligadas a las distintas generaciones intelectuales hasta mitad del siglo XX. A la del 98 pertenecerían Altamira, Gómez Moreno o Menéndez Pidal, a la del 14 Castro o Carande, Sánchez-Albornoz se asoció a la del 31 y Lapesa, Domínguez Ortiz, Maravall, Vicens Vives, Jover y Caro Baroja, a la de 1936. Fue la generación del 98 la que enfrentó la cuestión de la identidad nacional desde la historia: la responsabilidad de los desastres nacionales había que buscarlos en la propia historia española y no en su naturaleza racial u origen metafísico, aunque dicha historia se interpretaba con conceptos psicológicos. En el campo historiográfico, los principales referentes de ese punto de vista son R. Altamira y su *Psicología del pueblo español* (1898), algunas lecturas de la derecha monárquica y primorriverista, y la obra de Menéndez Pidal, que

⁵ García 2011, 87.

⁶ Álvarez–Junco 2006.

bastante tiempo después, en 1947, publicaba *Los españoles en su historia* con su célebre teorización de las *dos Españas*.

Antes de la Guerra Civil, se consigue una importante red de investigación y comunicación intelectual dentro de las ciencias humanas y sociales gracias al institucionista Centro de Estudios Históricos (C.E.H.) de la Junta de Ampliación de Estudios (J.A.E)⁷, que concentró a la generación del 14 y será capitaneada en sus mejores años -los de la Segunda República-, por Menéndez Pidal. El C.E.H. desarrolló un intenso trabajo de producción e importación de las corrientes europeas más novedosas, así como de los debates epistemológicos que se concentraban en Francia y Alemania. Menéndez Pidal, de formación positivista, incorporará la perspectiva histórica al análisis lingüístico y literario, apostando por la diacronía, por un estudio histórico de las modalidades de la expresión, convirtiendo a la filología en una herramienta de interpretación histórica. Dentro del C.E.H., será Américo Castro quien impulse la transición desde el positivismo al culturalismo e idealismo alemán al poner el acento sobre la semántica y en la inserción de la obra en la situación o marco de coordenadas de su tiempo. Abrían así la puerta a la futura Historia de las ideas. Este vigoroso y polifacético centro no fue nunca ajeno a la pregunta por el ser histórico de España, más bien fue uno de sus ejes vertebradores. Espacio inter-generacional, con trayectorias vitales e intelectuales diversas, será barrido junto a la J.A.E. y sustituido por el C.S.I.C. a partir de 1939. Menéndez Pidal fue apartado del puesto de primer rango que ocupaba en la vida académica, y sufrió una inspección por masonería que por suerte resultó negativa. La post-guerra lo situará en circunstancias materiales distintas y en un lugar no dominante dentro de las instituciones académicas. Su obra, de influencia fundamental en Castro -y cuyo valor historiográfico fue reconocido por Ortega o Maravall-, no escapaba, sin embargo, a una visión sustancialista de España ni a la eternidad del *homo hispanus*.

Por su parte, la citada ultraderecha, heredera del pensamiento reaccionario del siglo XIX pero también muy influida por la obra de Spengler y el irracionalismo vitalista, entendía que el catolicismo era la esencia de la nación y promovió una visión de la historia contemporánea de España como efecto de un conflicto que se establece

⁷ López-Ocón 2007, 59-76.

en el siglo XVIII entre la España tradicional y el pensamiento extranjerizante. Por ejemplo, para José Pemartín, intelectual orgánico de la dictadura de Primo de Rivera y posterior filósofo integrista católico, la historia de España la podemos entender como un proceso de nacionalización y desnacionalización. *España* tiene épocas en las que como sustancia se mantiene viva y unida, y épocas en las que tiende a la disgregación debido a la acción de agentes impuros. Los ciclos históricos están determinados porque los gobernantes hispanos mantengan mayor o menor fidelidad a las esencias nacionales que son la religión, la monarquía y la patria, en clara referencia al carlismo⁸. Esa postura será la habitual en todo el grupo nacional-católico que durante la República conformaba la redacción de *Acción Española*. En ella, su director Ramiro de Maeztu definirá con precisión el concepto de Hispanidad⁹ que se impondrá en el terreno de la lucha simbólica y que será plasmado en los planes educativos dispuestos ya durante la Guerra Civil. Ese concepto servirá de base para la construcción del metarrelato histórico que dará cobertura a los artefactos ideológicos desplegados por el Movimiento Nacional para justificar el Alzamiento, la represión y la posterior dictadura; así como para el proceso masivo de *etnificación* que llevó a cabo el franquismo.

Pemartín, redactor de la Ley de Reforma de la Enseñanza Media de septiembre de 1938 durante el primer gobierno de Franco, fue uno de los agentes tanto de la depuración directa del profesorado universitario sospechoso de afinidad republicana durante y tras la Guerra Civil, como de la institucionalización y orientación pedagógica de las herencias de Menéndez Pelayo y Maeztu. Así, los manuales de Historia de España utilizados en los colegios de la posguerra fueron redactados bajo aquella visión de la historia española. En los años 1940 la historia nacional estará mayormente representada por A. Ballesteros, monárquico conservador que había sido cesado de su cátedra en la Universidad de Madrid durante la II República. En 1941 publicaba *Historia de España y su influencia en la historia universal*, cuya visión de la hispanidad encajaba a la perfección con los discursos oficiales y la retórica del Régimen. Poco más que destacar, por lo que la tradición historiográfica de entonces se desarrolló en el exilio y la única excepción de historiador innovador en el interior será J. Vicens Vives,

⁸ Pemartín 1929, 25-44.

⁹ Maeztu 2005.

que obtuvo su cátedra universitaria en 1947. Con ciertas afinidades con la dictadura a través de sus alianzas opus-deístas, Vicens Vives representó un punto de vista creativo y rupturista al importar la historiografía socio-económica francesa (*Annales*), volcándose hacia *una historia más histórica* y modesta¹⁰.

La cultura oficial en los primeros años de dictadura franquista se encontraba escindida en dos frentes interrelacionados: el falangismo y el integrismo católico. El primero tuvo como órganos de expresión el diario *Arriba*, la revista *Escorial* y la *Revista de Estudios Políticos*, y el segundo grupo se configuró en torno al C.S.I.C. y la revista *Arbor*. Ambas líneas coincidían con su rechazo de la Ilustración, el socialismo y el liberalismo, así como en su catolicismo, pero mientras que los primeros estaban alimentados por las derivas intelectuales del noventayochismo y el magisterio de Ortega, los más integristas hacían tabla rasa con cualquier atisbo de herencia liberal y pregonaban un Estado supeditado moral e intelectualmente a la Iglesia y un papel fundamental de España en Europa como espada de los valores católicos. Así, hasta 1945, la hegemonía intelectual dentro de la Nueva España se la disputaron falangistas filonazis como Dionisio Ridruejo, Pedro Laín Entralgo o Javier Conde, tendentes a reconocer la validez de algunas aportaciones de científicos o filósofos liberales del periodo anterior, pronto desencantados y reinventándose ideológica e intelectualmente durante las distintas fases de la dictadura -muchos falangistas con el tiempo transmutan en críticos del Régimen, incluso se convierten al comunismo-, frente a un amplio conjunto de clérigos e ideólogos provenientes del catolicismo social e institucional que acabará imponiéndose en los espacios culturales ocupando puestos dominantes en sus instituciones. Una muestra de dichas divergencias son las posiciones mantenidas por Laín Entralgo y Rafael Calvo Serer en torno a la cuestión de los intelectuales y el pasado inmediato de España. Laín publicó en 1949 un libro titulado *España como problema* en el que se preguntaba sobre la pertinencia de considerar *español* lo elaborado intelectualmente en el exilio. Por su parte, para Calvo Serer en su *España sin problema* tales interrogantes habían quedado zanjados con la Guerra Civil. Se impuso este discurso. Así que en los años 1950 la hegemonía

¹⁰ García 2011, 96.

intelectual se disputará entre el nacional-catolicismo que integrará a parte de los antiguos fascistas, y un integrismo católico y tecnócrata representado por el Opus Dei.

En el exilio, y entregados a ahondar en las señas de identidad hispánica, como se sabe, los dos republicanos que protagonizaron la historiografía de la posguerra fueron Sánchez Albornoz y Américo Castro. Este fue el primero en romper claramente con las visiones esencialistas de la historia de España con la obra *España en su Historia*, publicada en 1948 en Buenos Aires. Para Castro, y a diferencia de toda la tradición referida, no se podía adjudicar la condición de *español* a quien viviese en la península con anterioridad a la invasión musulmana, de tal modo que Viriato, los romanos, Séneca o los reyes godos, nunca fueron españoles. Tampoco la Dama de Elche ni las *Etimologías* de san Isidoro de Sevilla fueron hechas por españoles, pues nunca sus autores tuvieron conciencia de serlo: el término “español”, de hecho, no aparece hasta el siglo XII en documentos provenzales.

La reacción no se hizo esperar y vino inmediatamente de la mano de Sánchez Albornoz, quien en 1956 también en Buenos Aires publicaba *España, un enigma histórico*, y que consideró con mucha razón, reduccionista el enfoque histórico y metodológico de Castro. La novedad puntual que incorporaba Castro era ante todo hacer del problema converso un nuevo objeto de estudio y convertirlo a su vez en la clave principal para explicar la historia moderna de España. Para Castro, a comienzos de la época moderna, los cristianos viejos renunciaron a las actividades artísticas e intelectuales, por lo que fueron los conversos, entre otros motivos, los que ocuparon el campo de la literatura, la filosofía o el arte, así que son los verdaderos artífices de la cultura española. A esta tesis pronto contestarán también Caro Baroja desde el campo de la antropología y Domínguez Ortiz desde la historia, que la consideraron excesiva. En cualquier caso, Castro puso de relieve los componentes semíticos y orientales de la cultura española, diferentes por tanto a los basamentos grecolatinos de la europea. Así, se distanciaba también de Ortega y del CEH en general, donde la historia de España tenía que comprenderse dentro de Occidente. Dividió la historia española en nuevos periodos que parten de una Edad Inicial localizada entre los siglos VIII y X. Entonces se forja una sociedad cristiana que no se puede entender sin su relación con los musulmanes y los judíos, que a la vez que se fueron haciendo contra ellos a través de la diferencia, por otra parte, asimilaban elementos del otro, de

manera que el judaísmo o el mundo árabe forman parte integral de la personalidad de los españoles. Es durante la Reconquista cuando la personalidad española empieza a forjarse, pero no había ninguna *España* eterna que se liberaba de la invasión musulmana. No cabía entender a España como sustancia a la que le sobrevienen accidentes: solamente hay *España* cuando una parte del colectivo popular tiene conciencia de “español”.

Elementos del pensamiento de Américo Castro

Américo Castro gozó en su exilio de una posición y un reconocimiento intelectual internacional difícilmente imaginables si hubiese permanecido en España, donde por su trayectoria liberal, su vinculación a Ortega y Unamuno, y sus cargos políticos durante la República se había convertido en uno de los intelectuales exiliados más odiados. En los años cuarenta pasó por las universidades de Madison (Wisconsin) y Austin (Texas) hasta acabar en Princeton. Con 68 años, desde 1954 recibió propuestas de Seattle, New York University y sobre todo, Houston, para trabajar como emérito, con sueldos que alcanzaban los 1.000 dólares al mes, aparte de que era continuamente invitado a conferenciar sobre literatura española en universidades latino-americanas y europeas. Desarrolló así un intenso trabajo, en medio de problemas de salud y viajes continuos, como escritor, articulista y conferenciante. Desde 1956 veraneó muchos años en Mallorca y pasaba siempre algunos días en Madrid con el matrimonio Zubiri, aunque no volvió a España hasta muy avanzada edad (1970), para morir en 1972. Parece ser que siempre mantuvo aquella visión romántica de la patria que compartían muchos exiliados, pero rechazaba abiertamente su régimen político e ideológico: « El país en general está muy mejorado en cuanto a edificaciones -le contaba a un ex-compañero de Princeton en 1958-, jardines, etc., pero la falta de libertad de pensamiento, y la opresión clerical, son siempre los mismos. Prefiero los U.S.A. en ese respecto, como viejo liberal que soy »¹¹. ¿Cómo se había recibido *España en su Historia* aquí?. Escasamente se leyó. En un artículo lleno de eufemismo y de trato condescendiente, el catedrático falangista Antonio Tovar, vinculado antes de la guerra al C.E.H., reconocía el valor de Castro a la hora de haber

¹¹ Marino 1989, 121-196.

puesto de relieve la inconsciencia histórica de los españoles, pero al paso defendía la fidelidad en cuanto a la creación de una conciencia histórica nacional de las figuras de José Antonio, Ledesma o Giménez Caballero, autores que situaba en continuidad con Menéndez Pelayo, pero también con Menéndez Pidal y ¡Unamuno!¹². La inconsciencia histórica de la que Castro acusaba a los españoles fue superada por la Guerra Civil ya que la situación de 1948 es totalmente fiel al pasado (a las esencias tradicionales). Plegarse al liberalismo era una contradicción por parte de Castro, además de renunciar al estudio de la raza hispana en favor del pueblo que ha sido el más racista de todos, el judío. Pocos años después Castro protagonizaría una polémica en la prensa al criticar la tesis doctoral de J. C. García-Borrón (1955), en la que este había tratado de defender el “hispanismo” de Séneca y al senequismo como parte integrante de una tradición de *pensamiento hispánico*.

¿Cómo entender el giro copernicano que Américo Castro daba tanto a su trayectoria intelectual como al conjunto de las interpretaciones de la historia de España? Se suele dividir el pensamiento de Castro en dos fases marcadas por la guerra¹³. La segunda se caracterizaría por el desplazamiento hacia Oriente como clave interpretativa, desde la filología a la historia como objeto de investigación, y el cuestionamiento de la “eventografía”, de la historia como mera sucesión de hechos. Tal giro se había fraguado durante sus años de exilio. A Castro la guerra le había cogido como embajador en Francia, desde donde huyó a Argentina y desde allí a Estados Unidos a finales de 1937, con su familia desperdigada y en una situación económica penosa. En su exilio, nunca romperá lazos con un nutrido grupo de amigos con los que mantendrá correspondencia, como Pedro Laín Entralgo, Rafael Lapesa, Jorge Guillén o el propio Xavier Zubiri. Lo cierto es que Castro reconoció que fue el exilio lo que le había dado la perspectiva adecuada para darse cuenta del problema, el cual había quedado desapercibido por las inercias de la formación y educación recibidas desde su juventud (su propio *habitus*, diría Bourdieu), tanto en España como en Alemania. Es más, el enfrentamiento cainita llevado a cabo en la guerra tenía en su raíz el desconocimiento propio de los españoles respecto a su propia historia: ese no querer ver lo que han sido y lo que eran en realidad, cegados ante una historia nacional

¹² Tovar 1948, 212-228.

¹³ Araya 1983.

autocomplaciente a la vez que falsa y paralizante del intelecto, incapaces por tanto de plantearse un proyecto colectivo. Ahí reside la idea castrista e inspirada en el Siglo de Oro del *vivir desviviéndose* de los españoles, expresión de una conciencia quebradiza que para Castro Ortega y Gasset había desvelado claramente en *España invertebrada*¹⁴.

Años después de publicar *España en su Historia*, Castro seguirá señalando el miedo de los españoles a conocer su propia historia:

Desde hace mucho los españoles vienen tratando de escapar a su propia sombra, a la historia cronologizable, que cortaba con la hiriente cuchilla de sus siglos. En aquella bruma prosperaba -con Menéndez Pelayo y sus seguidores- la fantasía de los españoles prehistóricos (en realidad 'intrahistóricos'), en el fondo un modo de escaparse de la realidad española, condenada a ser desconocida para así purgar el delito de haber existido¹⁵.

Uno de los errores de autocomprensión de los españoles había residido en esa manía de intentar entenderse mirándose en el espejo de Europa, cuando el espejo correcto era otro. Polémicas como la llevada a cabo en el siglo XIX acerca de la ciencia española entre los institucionistas y Menéndez Pelayo carecían de sentido porque partían de presupuestos equivocados : de una visión de España como el alumno malo que se salta las clases europeas ; ambas perspectivas ignoraron la singularidad del pueblo español, el cual, tenía una gran deuda con elementos semíticos (judíos y musulmanes), y precisamente en ellos radicaba las principales aportaciones de España al resto de Europa. Así remaba a contracorriente también respecto a la historia defendida por buena parte del exilio y por algunos hispanistas, como la obra de Marcel Bataillon sobre la repercusión de Erasmo en el Renacimiento español.

Por otra parte, con el señalado giro Castro también se situaba en una nueva perspectiva metodológica. Como se sabe, es rasgo fundamental de su metodología validar la tradición literaria como fuente importante para el historiador frente a los enfoques positivistas que defienden la exclusividad de la labor de archivo. Pero la nueva orientación era más profunda. Plantearse que el sujeto de la Historia no es España como ente abstracto sino los españoles como colectivo le obligaba a definir con precisión un nuevo instrumental conceptual. El nuevo objeto de estudio es ahora

¹⁴ Castro 1983, 19-46.

¹⁵ Castro 1965, 21-22.

la vida colectiva, el *nosotros*, definido de un modo dinámico y en gestación, proyección continua a través de las posibilidades que va descubriendo.

En un escrito que Castro leyó tempranamente, Zubiri había señalado precisamente que las tradiciones historiográficas derivadas del siglo XIX no habían sabido ver « en el *pasar* mismo, una radical dimensión del *ser* del hombre »¹⁶, y habían escindido en la comprensión de la historia el *ser* y el *pasar* sin comprender que en el caso humano lo segundo es parte esencial de lo primero. No era posible un estudio sincrónico de los acontecimientos históricos. Escrito bajo la sombra de Heidegger, Zubiri aportaba una lectura del trabajo historiográfico y de la actitud general hacia la historia que sin duda dejó calado en su suegro, que la leyó en su exilio norteamericano. Tovar dijo que Castro había heraclitizado los conceptos históricos, y no le faltaba razón. Castro desplazó el objeto de estudio a un sujeto colectivo que había mostrado conciencia de sí mismo a finales del medievo, y que considera siempre de un modo dinámico y abierto, pues es un *nosotros* en lucha con sus circunstancias. La tesis, como en Menéndez Pidal y el CEH, era castellanista: « El 'nosotros' español comenzó como un nosotros castellano, que fue ampliando su radio vital hasta magnificarse como un 'nosotros' español”, que se forjaba mediante la exclusión de otros grupos que también vivían en la península con posterioridad a la Reconquista »¹⁷. Ese colectivo presenta un anhelo de realización personal en cuya raíz esta la obsesión por mostrar la honra de cristiano viejo.

Para emprender su estudio no bastaba con un mero análisis literario o de la cultura. Esta era expresión de algo más profundo, una forma de vida típicamente hispánica que Castro entendió como “morada de vida”. Este concepto es el espacio humano que abarca ese nosotros colectivo y que se compone de las formas, planes y tendencias que al irse *estructurando* moldean al mismo tiempo la vida colectiva de la que son expresión ¹⁸, posibilitando así la historia subsiguiente de un pueblo determinado. Tiene un carácter de horizonte y es una estructura dinámica. El aspecto

¹⁶ Zubiri 1974, 318.

¹⁷ Castro 1965, 65 (Publicado originalmente en *Revista de Occidente*, 1964). En el año 1968 Zubiri habla del *nosotros* como unidad que se forma mediante la convivencia entre personas. La convivencia es la base de la sociedad, la cual no es mero agregado de individuos, sino una estructura que se reproduce mediante *habitudes* que son fruto, entre otras cosas, del «*estar afectados por los otros en tanto que otros*», Zubiri 1989, 254-256.

¹⁸ Castro 1965, 214.

vivencial de la morada vital es la *vividura*, esto es, el modo en el que los hombres *viven* dentro de los cauces establecidos colectivamente y toman conciencia -o no- de su morada. Así, la *morada vital* de los españoles se empieza a construir tras el siglo VIII, y « de los planes de vida forjados entonces dependió toda la Historia subsiguiente »¹⁹. Estos dos conceptos se convierten en elementos recurrentes de Castro para acudir al pasado. Hay que señalar, para no acusarlo de establecer nuevas abstracciones y un nuevo esencialismo -acusación más común-, que tanto la *morada vital* como la *vividura* « refieren a un ámbito de valoraciones, no son conceptos estáticos »²⁰. Después señalaremos cómo ambos solamente se pueden entender bien bajo el prisma de la influencia de Zubiri, dejando a un lado, por razones de espacio, las raíces orteguianas del asunto.

Frente a la historiografía alemana en la que Castro se había formado, no concibe entonces a la cultura o las ideas como el sujeto de la historia: la realidad de los hombres se haya en una capa de sentido más profunda sin la cual ni cultura ni ideas se pueden realmente comprender. La reflexión zubiriana cuestionará que dicha *capa* sea accesible desde el instrumental de las ciencias humanas o en términos positivistas. Tratando de superar las visiones sincrónicas de los sucesos históricos, pero también las posiciones de Ortega, Castro convertía su propuesta en uno de los hitos más interesantes de la reciente historiografía española, hito bajo el cual se situarán otros historiadores y filólogos que recibieron su herencia, como Sicroff o Márquez Villanueva, mayormente en el ámbito del hispanismo norteamericano, aunque el legado de Castro es hoy inexcusable para cualquier historiador. A partir de los sesenta, el despegue del campo historiográfico español abandonará por irrelevante el problema de la identidad de España, que se desplazará a los nacionalismos periféricos.

Xavier Zubiri, ¿exilio interior?

El ex-sacerdote y filósofo donostiarra Xavier Zubiri pasó la mayor parte de la Guerra Civil en París. Allí, sabiendo de los crímenes que en la zona republicana se estaban cometiendo contra el clero y movido por su familia, declaró tímidamente su

¹⁹ Castro 1983, 13.

²⁰ Castro, 1965, 215- 216.

adhesión, como también haría Ortega, al bando rebelde. Al regresar a Madrid al final de la guerra sin embargo se va a ver privado de su cátedra por diferentes motivos: viejas tensiones con el obispado derivadas de su regreso al estado laical, y de su matrimonio con Carmen Castro, hija del famoso intelectual liberal²¹. El ministro Ibáñez Martín accede a concederle una cátedra en Barcelona, pero en 1942 Zubiri se autoexcluirá para siempre del mundo universitario, debido sobre todo a su carácter poco sumiso a las formalidades e imposiciones simbólicas del Régimen, así como a la íntima necesidad de un espacio propio y apartado en el que desarrollar su proyecto creador, aparte de estar cerca de un amor secreto residente en Madrid. La experiencia del exilio interior, carente del más mínimo reconocimiento institucional y académico a pesar de ser el filósofo español, junto a Ortega, más brillante del momento (alguien que había estudiado no solamente con Ortega, Rey Pastor o García Morente, sino que había tratado en sus respectivos países a Bergson, Wundt, Einstein, Schröendiger, Heisenberg, Curie o Heidegger) y la estrechez económica de aquellos primeros años - solventada con los giros postales de su suegro- le permitió sin embargo gran autonomía creativa, un creciente nivel de capital simbólico -en términos de reconocimiento y prestigio intelectual- y un espacio de divulgación filosófica difícilmente accesible en los estrechos márgenes del mutilado, corrupto y represivo campo académico franquista de las dos primeras décadas de dictadura. Como se sabe, tras su abandono de la cátedra de Barcelona en 1942 y su regreso a Madrid, Zubiri gozó de la fidelidad del sector más laico y pro-germánico de Falange, representado entonces por su amigo y antiguo alumno Pedro Laín Entralgo, junto a Serrano Suñer o Javier Conde, los cuales habían fundado la revista *Escorial*. En esta Zubiri publicó una serie de artículos que junto a sus reuniones iniciáticas le llevaron a convertirse en el guía intelectual de dicho grupo, que como antes se dijo, no renunciaba a ciertas herencias de antes de la Guerra. Esa “primera generación de Falange” con inquietudes intelectuales, que había heredado el magisterio de Ortega, decidida a preservar el legado de José Antonio y apartada pronto de los planes de Franco -privada por tanto de puestos claros de poder a la hora de manejar resortes institucionales y académicos importantes-, quiso encontrar puntos de enlace entre su proyecto ideológico y el

²¹ Corominas, Vicens 2006, 311-344.

pensamiento de Zubiri²². Son ellos además los que conseguirán, gracias a la gestiones con Juan Lladó del Banco Urquijo, que Zubiri comience en 1945 sus cursos privados en los locales de la Unión y el Fénix, lugar que se convierte en un espacio de referencia del mundo intelectual madrileño. Los cursos de Zubiri llegan a ser un acontecimiento mundano que gira en torno a una voz sagrada y que se prolonga durante décadas; fue un acto propio de la vida cultural madrileña que cualquier familia acomodada con pretensiones de popularidad debía tener en cuenta. Curiosamente, el críptico contenido de los cursos y la popularmente frenética manera de exponerlos por parte del filósofo vasco estaban muy lejos de ser entendidos por la mayoría de los asistentes, donde se contaban filósofos, estudiantes de todas las ramas, ministros, personajes de la cultura popular madrileña y hasta toreros. Hay mucha anécdota al respecto.

Al contrario de lo que encontraban en Ortega, los falangistas del círculo de Laín tuvieron en Zubiri a un cristiano profundo. Las citas a Zubiri en los textos de estos intelectuales joseantonianos son habituales. Javier Conde reconocerá el mérito de Zubiri al superar el historicismo mediante la introducción del concepto de *posibilidad*. Otro que se unirá en el aprecio fue el joven sociólogo Gómez Arboleya. Como ha estudiado J. L. Moreno Pestaña, las lecciones de Zubiri tuvieron gran repercusión en el ámbito de las ciencias sociales, que se reconfigura como campo académico durante aquellos años. En concreto, sus cursos mostraban, desde 1945, dos ideas clave que en realidad continuaban una línea abierta por Ortega y Gasset muchos años antes: que la ciencia entendida como lo hace el positivismo no accede al conocimiento total de la verdad de la realidad física ni humana, y que esta solamente es accesible mediante un pensamiento de lo cualitativo, propio de la filosofía. Con ello y mediante su influencia en figuras como Aranguren o Ibáñez, Zubiri incluso allanaba el terreno para la importación de las orientaciones sociológicas francesas que se realizará en los años 1950 y 60, así como la epistemología que le acompañaba²³. Hay pendiente un estudio pormenorizado que evalúe de qué modo Zubiri influyó también en el campo de la historia (a sus cursos acudieron gente como Maravall o Tamames). Por ejemplo, es claro que lo hizo en Laín en su polémica con Marías sobre el método de las

²² Corominas, Vicens 2006, 513.

²³ Moreno 2008, 31-52.

generaciones²⁴, pero también hay que preguntarse hasta qué punto lo hizo en un exiliado repudiado por el Régimen, como era Américo Castro²⁵.

Saber filosófico y saber histórico en Naturaleza, Historia, Dios

Es sabido que uno de los rasgos más importantes de la trayectoria filosófica de Zubiri²⁶ desde los tiempos de sus doctorados a comienzos de los años 1920 fue la basta formación que adquirió en ciencias formales y naturales. Mientras que Ortega trataba de acercar filosofía y ciencias sociales, otro de sus maestros, Heidegger, renunciaba a las ciencias en favor de la poesía y el atrincheramiento filosófico. El distanciamiento de Zubiri respecto a un Ortega acusado por la mayoría de filósofo mundano durante los años 1940, no lo acercaba por ello a Heidegger. Zubiri trataría de superar tanto las concepciones tradicionales de la historia que arrancan en el siglo XIX, pero también a Heidegger, evitando el cuestionable historicismo de Ortega. Para Zubiri la realidad es una estructura dinámica y abierta²⁷, y lo histórico es una estructura fundamental del ser humano. Es por ello que hay que entender previamente que la reflexión de Zubiri no sólo se sitúa en un “horizonte” pos-griego y pos-cristiano²⁸, sino también pos-moderno.

En su primer y tardío libro, el filósofo vasco realiza una serie de geniales reflexiones sobre la cuestión de la historia. Para Zubiri, la historia no es una simple ciencia que se ocupe del pasado, pues la historicidad es una dimensión del hombre²⁹. Eso significa que del mismo modo que las ciencias empíricas no agotan, por su propia constitución y objeto, el conocimiento de la realidad, la historia no puede entenderse únicamente desde la ciencia histórica. Ahí encuentra su papel la filosofía, que no excluye a la ciencia. Si filosofía y ciencia se necesitan para explicar la Realidad; Filosofía e Historia también para explicar el pasado.

El principal problema de la Historia es que trata sobre algo que no existe. El siglo XIX según Zubiri ha hecho que domine una consideración del pasado en el que

²⁴ Moreno 2013, 85-126.

²⁵ El único trabajo que hemos encontrado donde se aborda esta cuestión es Pulido 2009, 23-38. Un mérito de este texto es haber abordado la correspondencia entre Zubiri y Castro.

²⁶ Gracia 1986, 23-117.

²⁷ Zubiri 1989, 11-67.

²⁸ Gracia 1986, 15.

²⁹ Zubiri 1974, 109.

este no se pierde, sino que se conserva. Es cierto que « nada de lo que una vez fue se pierde por completo », pero hay que diferenciar entre distintas maneras de entender la conservación del pasado en el presente. En el siglo XIX dicha cuestión estuvo marcada por la teoría de la evolución y por la idea de dialéctica. En la primera, el espíritu es algo que va evolucionando, creciendo con el paso del tiempo; mientras que en la dialéctica el pasado actúa como generador del presente. Así que en ambos casos el pasado se entiende como piedra que sostiene el presente. Estas concepciones solamente pueden ser posibles si se piensa además que de algún modo el presente está siempre virtualmente contenido en el pasado y el futuro en el presente.

Para Zubiri, la historia se compone de las cosas y actos que el hombre hace, pero también se compone y teje de lo que el hombre no hace. Es entonces cuando aparece el concepto de “posibilidad”: hay tiempos en los que el hombre no puede hacer algo sin más (volar, beber Fanta, “sentirse flex”...), pero en otros tiempos ese *no poder hacer algo* se ha transformado en la posibilidad de sí poder hacerlo. No es la simple realidad de los actos humanos, sino que la historia conlleva la cuestión de la interna posibilidad de los mismos:

Este ha sido todo el mérito del siglo XIX: la historia no se limita a sustituir una realidad por otra, porque la realidad, sea ella cual fuere, es siempre “emergente”: emerge de un previo poder. En el hacer histórico no solamente se da el acto en que se hace, sino el poder con que se hace: “*El presente no es simplemente lo que el hombre hace, sino lo que puede hacer*”³⁰.

En conclusión, es cierto que somos nuestro pasado, pero no bajo la forma de una pervivencia arcaica que conduce a la nostalgia de los tiempos heroicos y a las concepciones esencialistas de la historia. Es justamente al contrario, « Somos el pasado, porque ya no somos realmente la realidad que el pasado fue en su hora. Somos el pasado, porque somos el conjunto de posibilidades de ser que nos otorgó al pasar de la realidad a la no realidad »³¹. Así, la historia humana no es una mera sucesión de hechos o acontecimientos relacionados causalmente.

En el texto comentado, Zubiri muestra con claridad la distancia de los modelos biológicos como base explicativa de los procesos históricos. Esta cuestión le llevaba a

³⁰ Zubiri 1974, 20. En 1968 dirá que el hombre es una *fluencia*: “Y una fluencia en la que no puede ser nunca *el mismo* sino justamente no siendo nunca *lo mismo*”, Zubiri 1989, 249.

³¹ Zubiri 1974, 331.

tomar posición, de manera implícita y no declarada, respecto al problema de las generaciones abierto por Ortega y discutido en los años 1940 por Laín y Marías. Esto será de nuevo abordado por Zubiri mucho más adelante y con mayor exactitud en su curso “La dimensión histórica del ser humano”, aunque guarda coherencia con sus posiciones anteriores. En el fondo, era una ruptura con Dilthey y sus herederos, y Castro fue uno.

La Historia es un movimiento procesual que de entrada se debe a un proceso de transmisión genética, sin el cual no habría historia: « la historia no arranca de no sé qué estructuras transcendentales del espíritu. La historia existe-por, arranca-de y aboca-en una estructura biogenética »³². Pero a dicho proceso de transmisión genética le falta el momento de *realidad*, en el uso habitual que Zubiri le daba a este concepto central de su filosofía. Como *animal de realidades*, el hombre no está instalado en la vida simplemente por dicho proceso bio-genético. Es cierto que este le ha dotado de una inteligencia en virtud de la cual se enfrentará con la realidad, pero tendrá que hacerse cargo de la misma a través de las opciones que se le presenten. Todo *optar* conlleva una afirmación respecto al todo de lo real, y no consiste en otra cosa la vida humana -en ir optando, en definitiva, en un tomar decisiones que ni las ciencias naturales, ni las sociales, pueden explicar por sí mismas-. Así que mientras que por un lado el hombre recibe una serie de caracteres psico-orgánicos, por otro, su vida queda abierta a distintas *formas de estar en la realidad*, algo que normalmente también le van a *marcar* sus progenitores. La historia no es otra cosa que las distintas *formas de estar* en la realidad, formas que son optativas, idea que remite directamente al concepto de *morada vital* acuñado años antes por Castro. Aún antes de la presentación de ese concepto, en el prólogo a *España en su Historia*, ya había dicho que el objeto historiable no era España como unidad sustancial, sino la *forma hispánica de existir*, esto es, el vivir y existir de los que se sintieron españoles bajo las opciones que se les presentaron desde la Edad Media³³. La “entrega” de modos de estar en la realidad por parte de los progenitores es lo que se llama *tradición*,³⁴ y en eso consiste precisamente el proceso histórico para Zubiri (*tradición de formas de*

³² Zubiri 2006, 114-116.

³³ Castro 1983, 46.

³⁴ Zubiri 2006, 117.

estar en la realidad). Así, son las posibilidades, y no los meros sucesos históricos, las instancias con las que hacemos la vida los seres humanos, « como *recursos* de los cuales disponemos justamente para hacer nuestra personalidad »³⁵.

Conclusiones abiertas. La historia como apropiación de posibilidades

En una carta de 1964, Zubiri agradece a Américo Castro el hecho de que incorpore algunas ideas suyas y las aplique a su concepción de la historia y sus pretensiones metodológicas. En concreto, le habla del concepto de “posibilidad”. Además, remarcaba la cuestión de la influencia entre los distintos pueblos:

lo que los demás nos dan (y 'nos' es tanto el individuo como una sociedad) es un conjunto de posibilidades, cada una de las cuales puede ser asumida en el sujeto, en el 'nos', justamente en cuanto meras posibilidades. Incluso cuando hay transmisión, 'contagio' diríamos, lo transmitido lo es como una posibilidad que yo tengo que hacer mía. Ahora bien, hacer mía una posibilidad consiste en darle sentido desde mí mismo, desde mis propias posibilidades y desde el sentido que éstas tienen para mí. De suerte que entonces ya no se trata de mera transmisión de 'cosas' ni de mero contagio, sino de una verdadera creación de posibilidades desde mí mismo. Aun lo tomado de los demás puede ser, y lo es en la generalidad de las cosas, algo revivido desde mí mismo con un sentido diferente al que tenía en los demás³⁶.

En Zubiri la cuestión de la posibilidad va unida a la de la libertad, condición ontológica del ser del hombre. Situado ante las cosas, estas no nos son ofrecidas como mera patencia en su entidad física, sino como instancias que plantean problemas, como posibilidades que permiten obrar; no como nuda realidad, sino como “cosas-sentido” (este ordenador que tecleo es una cosa real, pero también una *posibilidad* que me permite escribir y dar sentido a este momento). Como se ha visto, la realidad de los actos humanos no emerge sin más de las potencias de su naturaleza, sino de las

³⁵ Zubiri 1989, 248-249.

³⁶ Carta de Xavier Zubiri a Américo Castro (Madrid, 6/4/1964). Caja 28, carpeta 3. Fundación Xavier Zubiri. Citada en Pulido 2009, 36.

posibilidades de las que dispone históricamente. Estas posibilidades constituyen el presente³⁷. Ese concepto zubiriano de “posibilidad”, heredado pero retraducido de la filosofía existencial orteguiana y heideggeriana por parte del filósofo vasco, es la base del concepto de *vividura* como discurrir en el horizonte de posibilidades e imposibilidades de un pueblo determinado cuando este toma conciencia de su situación y se hace cargo, o no, de la misma. La “posibilidad” se entiende como un tipo de *poder* distinto al de potencia o facultad. La persona tiene que optar ante las distintas posibilidades. Cuando se opta por una posibilidad, la apropiación de la misma se incorpora a las potencias y facultades, naturalizándose en ellas y traduciéndose en nuevas capacidades. Por ello, la historia es « formalmente proceso de posibilización tradente de modos de estar en la realidad »³⁸, o lo que es lo mismo, « capacitación para formas de estar en la realidad ». En tanto que las personas con sus capacidades acceden a posibilidades, las cuales se apropian cambiando así las capacidades, abriéndose un nuevo abanico de posibilidades, la historia presenta su proceso bajo un carácter cíclico (ciclo capacidad-posibilidad-capacitación) que no necesariamente debe porqué rendirse a-criticamente a la idea de progreso, pues hay tiempos en los que la incapacitación puede llegar a ser casi absoluta. Esta es una de las brechas que conectaron a Zubiri con la Teología de la Liberación.

Dado a leer poca historia y poca literatura, está claro que un desarrollo de este estudio debería de abordar hasta qué punto no fue Castro quien influyó y condicionó la filosofía de Zubiri. También queda pendiente la cuestión de cómo además se situaban respecto a Ortega.

Zubiri fue un perfeccionista nato, lo cual explica sus dificultades continuas para presentar sus trabajos a imprenta, y Castro tampoco dejó nunca de perfilar y enfrenar sus propias posiciones. Por una parte, fue consciente de que corría el riesgo de postular un nuevo esencialismo y determinismo histórico. Sus textos parecían presentar una nueva concepción de los españoles como un pueblo limitado por un horizonte que le imposibilitó optar por los caminos del pensamiento y la ciencia. Y esto les llevó a la opción por una vida de acción y forjada sobre la fe y la superstición, hecho que los distinguió de los europeos. Así, la *vividura* de los españoles se podía

³⁷ Zubiri 1974, 327.

³⁸ Zubiri 2006, 155.

convertir en una nueva “naturaleza” o esencia de lo español, visión fija que elimina otras posibilidades y opciones de interpretación. No en vano, esa es la dirección de la crítica posterior de los historiadores, a pesar de que el propio Castro trató de evitar que de su obra se hiciese esa lectura, y lo hizo tempranamente. Ya en 1949 había indicado que el *vivir* humano es siempre creación imprevisible e incalculable. De nuevo de acuerdo con Zubiri, el motor de la historia no era otro que la libertad humana³⁹. Tras la publicación y divulgación de *Sobre la esencia* (1962), Castro se interesa aún más por la filosofía de su yerno, a quien le pregunta por la idea de *sustantividad*⁴⁰, en clara muestra de su preocupación por caer en visiones estáticas de la historia, tal y como Zubiri había sido acusado en aquella obra respecto a su metafísica -y que soluciona prestamente en las conferencias que tuvieron por título *Estructura dinámica de la realidad* (1968)-.

Concluyendo. La existencia de redes intelectuales, obras de referencia y proyectos creadores que durante los años cuarenta situaban a algunos españoles, claramente, al mismo nivel de cualquier país occidental -la polémica de Laín y Marías, obras como *Naturaleza, Historia, Dios* de Zubiri o *La idea de principio en Leibniz* de Ortega son muestra incontestable de ello- obliga a abandonar ciertas *habitudes* y prejuicios historiográficos que hacen un solar sin interés de la producción filosófica española de posguerra; y lo mismo cabría decir del conjunto de las ciencias sociales. Que el Régimen de Franco hiciese una política totalitaria en lo cultural a través del control social y dejando la educación en manos de una caterva de clérigos reaccionarios no implicó que el campo cultural e intelectual no actuase a su modo. No se puede sincronizar control estatal y eclesiástico de las instituciones académicas con campo intelectual del interior/exterior, así como tampoco hacer de la condición de exiliado algo que determine para siempre la vida de sus protagonistas, haciéndolos vivir ajenos a los debates interiores del país de origen e hipotecados intelectualmente a su pasado. Las trayectorias vitales son demasiado diversas como para hacer del “exilio” una condición igual a todos los que lo sufren.

Por último, hoy la derrota de Castro y Zubiri es obvia. Filósofos e historiadores se leen poco y mal mutuamente. Para la mayoría de los historiadores la alternativa

³⁹ Pulido 2009, 38.

⁴⁰ Corominas, Vicens 2006, 630.

construida por Castro desembocaba en una interpretación a-histórica y determinista de los españoles, entendidos ahora bajo una nueva estructura fija. Sin embargo, todo buen historiador sabe que hay que distinguir siempre entre representación y realidad. Y la realidad en este caso se halla en la significación de unos conceptos que siempre estuvieron en elaboración y que remiten a una concepción de la historia bajo formas dinámicas y abiertas: quizá habría que leer a los historiadores protagonistas de las polémicas y menos a sus intérpretes. Así, se ha leído a Castro como algunos quieren leer los hechos pasados bajo el fetichismo del documento: de manera sincrónica, lo cual por sí mismo, es epistemológicamente absurdo en historia. Los filósofos, por su parte, se permiten escribir auténticos mamotretos de teoría hermenéutica, epistemología y “teorías de la verdad” sin haber olido nunca el polvo de un legajo documental, ignorando la historia crítica y bajo un desconocimiento casi total de las destrezas procedimentales de las ciencias sociales y naturales. Por otra parte, el actual trabajo sobre Zubiri en muchos casos se limita a la paráfrasis, al comentario de texto sin un contexto que no pase de un simple anecdótico y a la adoración acrítica de un autor convertido en vaca sagrada, algo que el gran filósofo vasco nunca hizo respecto a sus maestros ni respecto a la historia de la filosofía, ni de la ciencia.

Estemos de acuerdo o no con sus posiciones teóricas y metodológicas, estudiar el exilio de Castro y Zubiri es una invitación a la hibridación entre el trabajo de historiador, el filológico y el de filósofo. Si para el orteguismo el exiliado presentaba un *pensamiento náufrago*, Zubiri y Castro tras superar los problemas de la guerra se hallaron lejos del aislamiento, la pobreza intelectual y la soledad que otros seguirían reproduciendo. Hay islas y modos de exiliarse en ellas de los que muchos no son conscientes.

Bibliografía :

- Álvarez–Junco, José, 2006, «La nación post-imperial. España y su laberinto identitario», *Circunstancia* 9.
- Araya, Guillermo, 1983, *El pensamiento de Américo Castro: estructura intercastiza de la historia de España*, Madrid, Alianza.
- Castro, Américo, 1965, *Los españoles: cómo llegaron a serlo*, Madrid, Taurus.
- Castro, Américo, 1983, *España en su Historia. Cristianos, moros y judíos*, Barcelona, Crítica,
- Corominas, Jordi & Vicens, Joan Albert, 2006, X. Zubiri: *La soledad sonora*, Madrid, Taurus.

- García Cárcel, Ricardo, 2011, *La herencia del pasado*, Madrid, Galaxia Gutenberg.
- Gracia, Diego, 1986, *Voluntad de verdad. Para leer a Zubiri*, Barcelona, Triacastela.
- Pulido Serrano, Juan Ignacio, 2009, «La España pensada por Américo Castro. Los conversos en la historia y en la historiografía», Manuel Peña Díaz (ed.), *Las Españas que (no) pudieron ser. Herejías, exilios y otras conciencias (s. XVI-XX)*, Huelva, Universidad de Huelva, p. 23-38.
- Maeztu, Ramiro, 2005, *Defensa de la Hispanidad*, Madrid, Homo Legens.
- Marino, Nancy F., 1989, «Américo Castro en Houston, 1955-1959», *Azafea: revista de filosofía*, 2 , p. 121-196.
- Moreno Pestaña, José Luis, 2008, *Filosofía y sociología en Jesús Ibáñez. Genealogía de un pensador crítico*, Madrid, Siglo XXI.
- Moreno Pestaña, José Luis, 2013, *La norma de la filosofía. La configuración del patrón filosófico español tras la Guerra Civil*, Madrid, Biblioteca Nueva.
- López-Ocón, Leoncio, 2007, «El cultivo de las Ciencias Humanas en el Centro de Estudios Históricos de la JAE», *Revista Complutense de Educación*, vol. 18, 1, p. 59-76.
- Ortega y Gasset, José, 2001, *Meditaciones del Quijote*, Madrid, Tecnos.
- Tovar, Antonio, 1948, «Un libro de Américo Castro sobre nuestra historia nacional», *Revista de Estudios Políticos*, 39-42, p. 212-228.
- Pemartín, José, 1929, *Los valores históricos en la dictadura española*, Madrid, Junta Patriótica.
- Zubiri, Xavier, 1974, *Naturaleza, Historia, Dios*, Madrid, Alianza.
- Zubiri, Xavier, 1989, *Estructura dinámica de la realidad*, Madrid, Alianza.
- Zubiri, Xavier, 2006, *Tres dimensiones del ser humano: individual, social, histórica*, Madrid, Alianza.

Aproximación al exilio de los refugiados españoles de la Guerra Civil en el departamento del Hérault*

Vincent Parello - Université de Bordeaux

Resumen

Este artículo analiza el exilio de los refugiados españoles de la Guerra civil en el departamento del Hérault así como la política de acogida llevada a cabo por el prefecto Antoine Monis a finales de la Tercera República. Consta de cuatro movimientos : 1) Presentación de las fuentes ; 2) Crónica de un exilio anunciado ; 3) El exilio de los refugiados en cifras ; 4) La repartición de los refugiados en el departamento del Hérault.

Palabras claves : Guerra civil española, refugiados españoles, Retirada, Hérault, exilio, Francia.

Résumé

Cet article analyse l'exil des réfugiés espagnols de la Guerre civile dans le département de l'Hérault ainsi que la politique d'accueil menée par le préfet Antoine Monis à la fin de la Troisième République. Il se compose de quatre mouvements : 1) Présentation des sources ; 2) Chronique d'un exil annoncé ; 3) L'exil des réfugiés en chiffres ; 4) La répartition des réfugiés dans le département de l'Hérault.

Mots clés : Guerre civile espagnole, réfugiés espagnols, Retirada, Hérault, exil, France.

Summary

This article is a study of the exile of the Spanish Civil War refugees in the Hérault department and the hospitality policy achieved by Prefect Antoine Monis at the end of the Third Republic. It is composed of four movements : 1) Presentation of sources ; 2) Chronicle of a preseen exode ; 3) Statistics of refugees ; 4) The distribution of the refugees in the Hérault department.

Key words : Spanish Civil War, Spanish refugees, Retirada, Hérault, France, exile.

Los fondos de los Archivos Departamentales de Francia no han dado lugar a muchos estudios sistemáticos y pormenorizados en lo tocante al exilio de los refugiados españoles de la Guerra Civil¹. El historiador Bartolomé Bennassar² llamó la atención de los estudiosos sobre dicho fenómeno a la par que los alentaba a llevar a cabo investigaciones de tipo microhistórico y monográfico que permitieran matizar o incluso destruir algunos tópicos que a veces han llegado a alcanzar valor de verdad en la historiografía.

Descontando las actas del coloquio organizado por Jean Sagnes³ en 1990, algunos trabajos de tesina inéditos leídos en la universidad de Montpellier III⁴ y la política de sensibilización para con los republicanos españoles fomentada estos últimos años por el Consejo Regional del Languedoc-Roussillon, ninguna monografía se ha publicado hasta

* Este artículo es la versión castellana de un trabajo publicado en francés.

¹ Existen sin embargo excepciones notables para los departamentos de Midi-Pyrénées, Pyrénées-Orientales y la región Centro. Basta con citar algunos clásicos sobre el tema: Dreyfus-Armand 1999; Pike 1975; Sodigné-Loustaud 1995; Stein 1979.

² Bennassar 2004, 20.

³ Sagnes 1990.

⁴ Grossas 1969; Julia 1983; Motte 1986.

ahora sobre el Hérault que, desde siempre, ha mantenido relaciones privilegiadas con España, hasta convertirse después de la Primera Guerra Mundial en el más español de los departamentos franceses. Para colmar en parte este vacío historiográfico, hemos intentado reconstruir el exilio de los refugiados españoles ciñéndonos a la realidad de los fondos conservados en los Archivos Departamentales del Hérault que habían permanecido durante mucho tiempo inasequibles a los investigadores⁵.

Las fuentes de los Archivos Departamentales del Hérault (ADH)

En primer lugar, nos detendremos en el contenido de los archivos de Montpellier. Dicha documentación, de índole esencialmente administrativa, abarca desde informaciones sobre los distintos campos de internamiento, cartas intercambiadas entre el prefecto y los diferentes ministros, partes telegráficos, telegramas, cuadros estadísticos, listas nominativas de refugiados, tarjetas de residencia, cartillas de trabajadores, hasta estados de ingresos y de gastos, notificaciones de denuncias de la policía o de la gendarmería, recortes de prensa, circulares ministeriales, etc. Está repartida principalmente en cuatro series :

1) Serie 4M. Policía de extranjeros (*Police des étrangers*).

Esta serie es de sumo interés para el estudio de la vida política y social del departamento del Hérault. Encierra el fondo prefectoral así como otros fondos depositados por la Comisaría especial de Montpellier y los Servicios de policía judicial. El fondo prefectoral se divide asimismo en tres secciones : el fondo de los Servicios de policía, los expedientes referentes a la Policía administrativa y los expedientes dedicados a la Seguridad general (*Sûreté générale*). La organización del Servicio de extranjeros de la prefectura de Montpellier se remonta al año 1928. Sus funcionarios ejercen una actividad de control sobre la población extranjera, elaboran estadísticas por nacionalidades, despachan visados, pasaportes y cualquier tipo de documentación administrativa. En 1939, la quinta sección de la prefectura de Montpellier (Policía general y extranjeros) era dirigida por el señor Fournera, jefe de sección, y el señor Portalès, jefe de despacho. Más que nada, la serie 4M permite reconstruir los movimientos de entrada y de salida de los refugiados,

⁵ Parello, 2010.

la organización de los campos, el alojamiento en casas particulares, las repatriaciones a España y las emigraciones al extranjero (América Latina y Unión Soviética mayormente).

2) Serie 10M. Trabajo.

Como lo indica su nombre, la serie 10M trata de todo lo que rodea al mundo laboral, o sea, la organización y la reglamentación general, el trabajo de los niños y de las mujeres en las fábricas, los horarios laborales, los salarios, la mano de obra nacional y extranjera, el paro, los accidentes de trabajo, los conflictos laborales, las convenciones colectivas de trabajo, las bolsas de trabajo, así como las cámaras sindicales y sindicatos profesionales. En el expediente 10M104, por ejemplo, encontramos noticias acerca del empleo de los milicianos del campo de Argelès-sur-Mer (agosto-septiembre de 1939) y de los refugiados españoles de los campos del Hérault. Hallamos también un proyecto para la utilización de los ex-milicianos empleados en la agricultura y privados de empleo a raíz de la vuelta de los franceses movilizados (julio de 1940).

3) Serie W. Prefectura del Hérault y gabinete del prefecto.

Este fondo, actualmente pendiente de clasificación, encierra el conjunto de los documentos posteriores a 1940 depositados por los servicios administrativos encargados de la misión « Reglamentación y garantía de los derechos y libertades de los ciudadanos ». Esta misión se ocupa, entre otras cosas, de la organización de las operaciones electorales, de la ciudadanía, de la policía administrativa, de los derechos de los extranjeros, etc. En 1939, el gabinete del prefecto del Hérault era dirigido por el señor Amade, jefe adjunto, y el señor Rodier, jefe de despacho. En dicho fondo, están casi todos los papeles relativos al campo de Agde, el único campo de concentración del Hérault donde se apiñaron más de 25 000 milicianos en mayo de 1939.

4) Serie 15W. Fondo de Secretaría de Trabajo.

El fondo del Servicio de la mano de obra extranjera consta de varias secciones regionales y departamentales. Dependía de la Secretaría de Trabajo y de la Comisaría para la lucha contra el paro, transformada después en el Servicio de encuadramiento de la mano de obra, ubicado en el número 8 de la avenida Frédéric Mistral en Montpellier. Dicha documentación permite comprender la situación política de los trabajadores españoles y analizar su papel económico dentro de las Compañías de trabajadores extranjeros (CTE) o de los Grupos de trabajadores extranjeros (GTE) creados bajo el régimen de Vichy.

Al margen de estas fuentes administrativas, el historiador puede recurrir a la prensa local y extranjera. Entre las principales publicaciones del Hérault mencionaremos :

- *L’Aube Socialiste*, órgano de la Federación socialista SFIO del Hérault ;
- *L’Avenir Agathois*, órgano republicano que velaba por los intereses de los municipios de los cantones de Agde y de Florensac ;
- *Boletín de información franco-español*, publicado en castellano en Montpellier ;
- *La Croix de l’Hérault et l’Union Catholique*, semanal católico ;
- *L’Eclair*, diario ilustrado del Mediodía, órgano conservador, monárquico y ultraderechista ;
- *Le Languedoc Socialiste*, semanal de tendencia SFIO ;
- *Le Petit Méridional*, diario republicano ;
- *Reconquesta*, boletín en catalán editado en Montpellier ;
- *Le travailleur du Languedoc*, periódico comunista ;
- *Treball*, boletín en catalán editado en Montpellier.

Cruzando esta documentación administrativa y periodística, el historiador puede llegar a reconstituir las distintas facetas del exilio español de la Guerra Civil en el departamento del Hérault.

Crónica de un exilio anunciado

Aunque el gobierno francés no podía cifrar con exactitud la amplitud del exilio, la Retirada había sido anunciada desde el principio de la Guerra Civil como un acontecimiento ineluctable⁶.

A partir de 1937, las autoridades del Hérault ya habían previsto la eventualidad de una llegada masiva de refugiados españoles a su departamento. Es lo que expresaba claramente el general Goudot, que encabezaba la 16° Región militar, al principio del mes de junio de 1937 : « Si la victoria de uno de los partidos en lucha en España venía a confirmarse, de ello podría resultar en la frontera de los Pirineos o en los puertos cercanos, una afluencia importante de población que incluyera elementos armados y equipados »⁷.

⁶ Dreyfus-Armand, 1999, 42. El teniente-coronel Morel –consejero militar de la embajada de Francia en Madrid– había anunciado que el exilio se cifraría en varios centenares de miles de personas.

⁷ Archivos Departamentales del Hérault (ADH), 2W602. Plan de refuerzo de la vigilancia de la frontera de los Pirineos. Departamento del Hérault. Presentado por el general Goudot, jefe de la 16° Región militar (4/06/1937).

En su plan de refuerzo de la vigilancia de la frontera, aprobado por el ministro de Guerra el 10 de julio de 1937, el general hacía constar que la autoridad militar debía prepararse a ayudar a la autoridad civil para mantener el orden, desarmar las tropas y facilitar el recibimiento y la evacuación de las poblaciones. De hecho, es lo que ya preveía la Instrucción interministerial del 12 de octubre de 1934 referente a la participación del ejército en el mantenimiento del orden público. Dado que los refugiados españoles sólo podrían llegar en masa por el puerto de Sète, única desembocadura marítima del Hérault, sería necesario tomar tres medidas :

- el incremento de las fuerzas de policía y de gendarmería en la ciudad ;
- la previsión de los medios sanitarios necesarios ;
- la organización de un posible alojamiento.

Unas tropas de la escala activa se encargarían del desarme de los milicianos y de la escolta de los convoyes, mientras uno o varios pelotones de la guardia republicana móvil (GRM) o de la gendarmería procederían a los eventuales arrestos y se ocuparían del servicio de orden en el momento del desembarque, de la identificación y de la evacuación de los refugiados. El primer batallón del 24° Regimiento de tropas indígenas de Sète proporcionaría las tropas de escala activa a petición del prefecto dirigida al comandante de armas de la plaza⁸.

Para el encuadramiento sanitario, la 16° Región militar pondría a disposición del prefecto un médico auxiliar, amén de los médicos de Sète que curarían a los refugiados fuera de su servicio normal, unas camillas prestadas por el consultorio militar regional de Lunel, un aparato para desinfectar y desinsectar, unas duchas y un automóvil sanitario. En caso de alojamiento, los refugiados podrían instalarse en Béziers, en el cuartel Maraussan, aguardando su evacuación hacia los departamentos del interior. Unas camas auxiliares podrían suministrarse, pero en cantidad muy limitada debido a los escasos medios de la Región militar.

Al margen de este plan militar que traduce perfectamente el miedo, o mejor dicho la paranoia del gobierno francés ante un próximo éxodo republicano, el prefecto Antoine Monis fue elaborando una política de acogida preventiva en el Hérault. Para alojar a los futuros refugiados, decidió aprovechar el cuartel abandonado del Caylar, en la meseta del

⁸ ADH, 2W602. General Goudot al prefecto del Hérault (12/10/1937); Prefecto del Hérault al comisario especial de Sète (18/03/1937).

Larzac, proyecto que fue descartado en seguida por el ministerio de Guerra por motivos de seguridad nacional. Además se puso en contacto con los distintos alcaldes de su departamento para que le comunicasen cuanto antes el número de refugiados que sus municipios eran capaces de recibir, sus posibilidades en materia de hospedaje y los recursos de que disponían para mantenerlos⁹. Según una lista de locales establecida a principios de febrero de 1939, el departamento del Hérault disponía de más de 6 000 plazas¹⁰.

Lugares disponibles en el departamento del Hérault (1939)

Bédarieux : Fábrica de deshilachadura (400).
Caunette (La) : Viviendas deshabitadas de obreros mineros (200).
Ceilhes : Fábrica abandonada del señor Langlade (120).
Clermont-l'Hérault : Fábrica abandonada del señor Ferriou (140) ; Cobertizo del señor Rouane (120) ; Antigua Escuela de los Frailes (100) ; Casa Boatas (40) ; Cobertizo carretera de Nébian (100). Total : 500.
Laroque : Antigua fábrica de tejidos (500).
Lodève : Fábrica abandonada de la Blanche (400) ; Antigua cárcel (300). Total : 700.
Mèze : Local Guibal (300).
Olargues : Tenería Atgé (400).
Pézenas : Almacén Germain (140) ; Almacén Gondange (100) ; Almacén Fraissinet (100) ; Piso adquirido por el ayuntamiento (80). Total : 420.
Prémian : Hilandería Puech (400).
Saint-Bauzille-de-Putois : Campo « Les Lutins Cévenols » (125).
Saint-Maurice : Despoblado de Soubagets (250).
Saint-Pons : Tenería abandonada (70) ; Fábrica de hilado (50) ; Antigua cárcel (100). Total : 220.
Salvetat (La) : Empresas Abiad (200) ; Escuela de los Frailes (50). Total : 250.
Sète : Centro de vacaciones de las Juventudes laicas republicanas de Francia (JLR) (750).
Viols-en-Laval : Apriscos del castillo de Cambon (400).
Florensac : Mercado (50) ; Camas (12) ; Habitaciones de hotel (19). Total : 81.
Total : 6 016.

El exilio de los refugiados españoles en cifras

De febrero a mayo de 1939, asistimos a un aumento espectacular del número de refugiados que pasa de 4 605 en febrero a 13 391 en marzo y a 29 714 en mayo¹¹.

Este crecimiento se debe a la apertura, en el mes de marzo, del campo de concentración de Agde que acogió a milicianos previamente internados en los Pirineos Orientales : Argelès, Barcarès y Saint-Cyprien. El campo de Agde, previsto para los

⁹ ADH, 4M1823. Prefecto del Hérault a los señores alcaldes del departamento (6/07/1937).

¹⁰ ADH, 4M1823. Lista de los locales del departamento que pueden albergar a refugiados españoles (9/02/1939).

¹¹ ADH, 4M1796. Parte del 10/02/1939. Prefectura del Hérault: estadísticas de los refugiados españoles. Comisario especial de Montpellier al prefecto: estado numérico de los refugiados españoles agrupados en el sector de la Comisaría especial de Montpellier (17/02/39); Comisario especial de Montpellier al ministro de Interior: refugiados españoles en el sector de Montpellier (25/03/39); Jefe de escuadra Pignet al prefecto: estado de los refugiados españoles dentro del departamento del Hérault (18/03/39, 26/03/39, 15/04/39, 16/05/39, 15/06/39, 27/06/39, 8/07/39, 7/08/39, 28/08/39, 20/10/39, 20/11/39).

catalanes, funcionó como un verdadero campo de « desatasco » al igual que los campos de Bram en el Aude, de Vernet en el Ariège, de Rivesaltes en los Pirineos Orientales, de Septfons en el Tarn-et-Garonne y de Gurs en los Bajos Pirineos¹². En el mes de mayo, alcanzó su umbral de saturación demográfica con 25 000 milicianos, cifra elevadísima en atención a las posibilidades de alojamiento y a las condiciones higiénicas y sanitarias¹³.

De junio a noviembre de 1939, registramos una baja continua del número de refugiados que pasa de 20 983 en julio a 9 131 en septiembre y a 6 500 en noviembre. Diversos factores permiten explicar este declive demográfico: las defunciones que se dieron en los campos desde los primeros días del exilio; las repatriaciones hacia España vía Hendaye, en un primer tiempo, y vía Port Bou, en un segundo tiempo, que fueron intensificándose durante la primavera y acelerándose en el mes de septiembre, con el cierre del campo n° 3 de Agde y la entrada en guerra de Francia contra Alemania; las múltiples emigraciones hacia América Latina y la Unión Soviética; los alistamientos en los Regimientos de marcha de voluntarios extranjeros (RMVE) y la Legión extranjera (LE); las movilizaciones en las Compañías de trabajadores extranjeros (CTE); los desplazamientos dentro del territorio francés; los contratos de trabajo; el alojamiento en casas particulares; el cambio de régimen jurídico de algunos refugiados que pasaron del estatuto de « asilados » al régimen general de extranjeros de derecho común¹⁴...

Cuadro estadístico de los refugiados españoles en el Hérault

Marzo de 1939: (13 391).
Sección de Montpellier : 1 040 (7,7 %). Milicianos (296); Hombres no combatientes (77); Mujeres y niños (391); Heridos y enfermos (276).
Sección de Sète : 9 591 (71,6 %). Milicianos (7 256); Hombres no combatientes (612); Mujeres y niños (1 109); Heridos y enfermos (614).
Sección de Béziers : 1 575 (11,7 %). Milicianos (753); Hombres no combatientes (119); Mujeres y niños (521); Heridos y enfermos (182).
Sección de Lodève : 1 185 (8,8 %). Milicianos (75); Hombres no combatientes (3); Mujeres y niños (803); Heridos y enfermos (304).
Mayo de 1939 : (29 714).
Sección de Montpellier : 796 (2,6 %). Milicianos (176); Hombres no combatientes (86); Mujeres y niños (462); Heridos y enfermos (72).
Sección de Sète : 26 711 (89,9 %). Milicianos (24 985); Hombres no combatientes (467); Mujeres y niños (718); Heridos y enfermos (541).

¹² Dreyfus-Armand 1999, 43; Bennassar 2004, 352-364; Témime 2003, 53-72.

¹³ ADH, 2W622. Movimiento del campo de Agde durante el mes de mayo de 1939.

¹⁴ Sobre estas cuestiones de repatriaciones, traslados y emigraciones, véase: Dreyfus-Armand 1999, 72 y ss.; Matesanz 1999, 318-343; Alameda 1982; Ojeda 2005.

Sección de Béziers : 1 368 (4,6 %). Milicianos (226) ; Hombres no combatientes (231) ; Mujeres y niños (469) ; Heridos y enfermos (442).
Sección de Lodève : 839 (2,8 %). Milicianos (57) ; Hombres no combatientes (0) ; Mujeres y niños (782) ; Heridos y enfermos (0).
Julio 1939: (20 913).
Sección de Montpellier : 733 (3,5 %). Milicianos (176) ; Hombres no combatientes (81) ; Mujeres y niños (452) ; Heridos y enfermos (24).
Sección de Sète : 17 697 (84,6 %). Milicianos (17 034) ; Hombres no combatientes (191) ; Mujeres y niños (322) ; Heridos y enfermos (150).
Sección de Béziers : 1 528 (7,3 %). Milicianos (173) ; Hombres no combatientes (396) ; Mujeres y niños (511) ; Heridos y enfermos (448).
Sección de Lodève : 955 (4,5 %). Milicianos (70) ; Hombres no combatientes (11) ; Mujeres y niños (874) ; Heridos y enfermos (0).
Septiembre 1939 : (9 131).
Sección de Montpellier : 924 (10,1 %). Milicianos (222) ; Hombres no combatientes (84) ; Mujeres y niños (598) ; Heridos y enfermos (20).
Sección de Sète : 3 766 (41,2 %). Milicianos (3 285) ; Hombres no combatientes (149) ; Mujeres y niños (332) ; Heridos y enfermos (0).
Sección de Béziers : 3 208 (35,1 %). Milicianos (2 430) ; Hombres no combatientes (305) ; Mujeres y niños (473) ; Heridos y enfermos (0).
Sección de Lodève : 1 233 (13,5 %). Milicianos (188) ; Hombres no combatientes (35) ; Mujeres y niños (1 007) ; Heridos y enfermos (3).

La repartición de los refugiados en el departamento del Hérault

Los refugiados del departamento del Hérault estaban repartidos en las secciones de gendarmería de Montpellier, Sète, Béziers y Lodève¹⁵.

La sección de Montpellier¹⁶ abarcaba la capital del Hérault, los hospitales de la ciudad –el hospital suburbano, el hospital general y el hospital auxiliar Rondelet–, la ciudad de Lunel y los « demás municipios » : Baillargues, Castries, Fabrègues, Ganges, Lattes, Lunel-Viel, Mauguio, Palavas... Representaba el 7,7 % del conjunto de los refugiados del departamento en marzo de 1939, el 2,6 % en mayo, el 3,5 % en julio y el 10,1 % en septiembre.

El escaso peso demográfico de la sección no debe hacernos perder de vista que la capital del Hérault albergó, a partir del mes de febrero, la flor y nata de la *intelligentsia* política, intelectual y económica de la República española. Citemos, a modo de ejemplo,

¹⁵ La sección de gendarmería de Montpellier, dirigida por el capitán Jouannet, abarcaba los tres cantones de Montpellier, los de Lunel, Ganges, Saint-Martin-de-Londres, Les Matelles, Aniane, Castries, Claret y Mauguio. La de Sète, dirigida por el teniente Levêque, abarcaba los cantones de Sète, Mèze y Frontignan. La de Lodève, dirigida por el teniente Subil, abarcaba los cantones de Lodève, Clermont-l'Hérault, Le Caylar, Gignac y Lunas. La de Béziers se subdividía en dos secciones: la sección de Béziers, dirigida por el capitán Barriot, abarcaba los cantones de Béziers, Pézenas, Agde, Capestang, Florensac, Montagnac, Servian, Bédarioux, Roujan, Murviel y Saint-Gervais; la de Saint-Pons, abarcaba los cantones de Saint-Pons, Saint-Chinian, La Salvetat y Olargues.

¹⁶ ADH, 4M1796. Población refugiada de la ciudad de Montpellier: 85 (20/02/39), 261 (6/03/39), 310 (24/04/39), 410 (26/06/39), 517 (16/10/39), 563 (13/11/39).

los nombres del ex-presidente de la República Manuel Azaña, del ex-presidente de la Generalitat de Cataluña Lluís Companys, del lingüista Pompeu Fabra, o del político e historiador catalán Antoni Rovira i Virgili¹⁷.

Al margen de esta élite republicana de unas 400 personas hospedadas en casas particulares, en hoteles del centro o en la Residencia de intelectuales catalanes¹⁸, la ciudad de Montpellier acogió en el campo de Villodève, una antigua jabonería ubicada en la avenida del Pont Juvénal, a hombres, mujeres y niños que esperaban su destino definitivo dentro o fuera del departamento. Así el 10 de febrero de 1939, 800 refugiados estuvieron alojados en él, antes de ser trasladados al día siguiente a Hendaye, Sète y Lodève. Debido al mal estado del local, insuficientemente garantizado contra la inclemencias del tiempo e imposible de calentar en invierno, el campo de Villodève no tardó en cerrar sus puertas¹⁹. El 23 de febrero de 1939 un artículo del *Petit Méridional* informaba que la mayoría de los ocupantes habían sido destinados a Rodez, Millau y Angers, y que sólo quedaban en el campo 31 personas cuyos niños o padres aún se hallaban en los hospitales de Montpellier²⁰.

En Saint-Bauzille-de-Putois, pueblo de 1350 vecinos situado en el cantón de Ganges, un campo financiado por la Francmasonería fue instalado, a partir del principio del mes de febrero de 1939, en los locales de una colonia que pertenecía a las Juventudes laicas republicanas (JLR)²¹. Albergaba familias enteras de intelectuales, lo cual constituye una excepción con respecto a los demás campos, y miembros de profesiones liberales, casi todos oriundos de Cataluña y del País Vasco. En el mes de agosto de 1939, había en él 235 personas.

En lo que se refiere a las « categorías humanas », la sección de Montpellier se caracteriza por el escaso porcentaje de hombres « no combatientes » y de milicianos, la importancia de mujeres y de niños, de heridos y de enfermos que representan hasta el

¹⁷ ADH, 4M1798. Prefecto del Hérault al ministro de Interior (29/03/39). Lista de refugiados que han ocupado en España funciones oficiales en el gobierno, en el ejército, o que se encuentran a la cabeza de organizaciones regionales, sindicales o políticas.

¹⁸ Grau 1990, 195-213.

¹⁹ Motte 1986, 79.

²⁰ *Petit Méridional*, 23/02/39.

²¹ ADH, 4M1801. Comisario especial de Montpellier al prefecto (6/02/39): « El campo de Saint-Bauzille-de-Putois es administrado por el señor Louis Metge, industrial. Los refugiados están alojados en los edificios del campo de vacaciones de la federación de las Juventudes laicas republicanas y todo el material del albergue de juventud los «Lutins Cévenols» fue puesto a su disposición... Todos estos refugiados llegaron a Saint-Bauzille después de haber sido agrupados en Perpiñán, Narbonne y Béziers, por la federación de las Juventudes laicas republicanas y también por las logias masónicas ».

67 %. No debe extrañarnos, porque la capital del Hérault, dotada de una infraestructura hospitalaria muy eficiente, desempeñó el papel de « ciudad hospital » para muchos refugiados procedentes de los Pirineos Orientales o del departamento de Bouches-du-Rhône. El elevado porcentaje de heridos y enfermos durante los primeros meses del exilio da fe de la violencia de la Guerra Civil y de sus consecuencias trágicas sobre la salud física y moral de los civiles y militares²². Por lo visto, la política sanitaria llevada a cabo por las autoridades prefecturales fue bastante eficaz, como consta por la baja muy rápida del número de hospitalizados : un 25,1 % en marzo, un 9,1 % en mayo, un 3,2 % en julio y un 2,1 % en septiembre.

La sección de Sète constaba de la ciudad de Sète²³, del campo de Agde y de los « demás municipios » : Agde, Balaruc, Frontignan, Mireval, Villeneuve-les-Maguelone... En ella se dio un fenómeno de inmigración masiva y esencialmente masculina. Las cifras hablan por sí solas ; en efecto, la sección concentraba el 71,2 % de los republicanos españoles del departamento en marzo de 1939, el 89,8 % en mayo, el 84,6 % en julio y el 41,2 % en septiembre.

La mayoría de los refugiados estaban internados en el campo de Agde y en la capital, mientras que el alojamiento en los « demás municipios » fue un fenómeno muy minoritario, por lo menos hasta septiembre de 1939, fecha en la que asistimos a una relativa dispersión por el territorio de la sección. El 25 de febrero de 1939, el general Ménard nombrado por el presidente del Consejo a la cabeza de la organización de los milicianos y refugiados españoles, anunciaba la creación de nuevos campos en los Bajos Pirineos, el Aude, el Ariège y el Hérault, « con miras a aliviar al máximo las cargas del departamento de los Pirineos Orientales, uno de los más afectados por el éxodo »²⁴. Así fue como se instaló el campo de Agde, en un terreno deshabitado situado en la prolongación del cuartel de los guardias móviles Mirabel, « bordado por los viñedos y dominado por la altanera colina sobre la cual vela el potente faro de Agde y que la protege de las borrascas de viento del mar muy cercano »²⁵. El campo, equipado de barracas de tipo « Génie » de 40 m de largo por 6,25 m de ancho en las que cabían hasta 250 hombres,

²² ADH, 4M1799. Expediente que se refiere a la política hospitalaria en el departamento del Hérault.

²³ ADH, 4M1796. Población refugiada de la ciudad de Sète: 1988 (20/02/39), 2111 (14/03/39), 2451 (12/04/39), 1802 (15/05/39), 1007 (5/06/39), 517 (3/07/39), 437 (21/08/39), 228 (30/10/39).

²⁴ ADH, 2W622. Carta del general Ménard (27/04/39).

²⁵ *Petit Méridional*, 5/03/1939.

estaba previsto para recibir a unos 20 000 refugiados repartidos en cuatro grupos de 5 000 hombres. Entre los internados figuraban milicianos que habían residido antes en los campos de los Pirineos Orientales (Argelès principalmente), pero también refugiados que se hallaban en situación irregular en el departamento del Hérault. Hasta la primavera de 1939, la población del campo no dejó de crecer, pasando respectivamente de 7 010 en marzo a 24 768 en mayo, antes de caer a 16 903 en julio y a 2 600 en septiembre.

Fuera del campo de Agde que absorbía la mayor parte de los efectivos, el puerto de Sète representó una desembocadura marítima privilegiada para centenares de refugiados que embarcaron a partir de los puertos de Valencia, de Barcelona o de la Costa Brava. Esta ola de inmigración, en el sentido etimológico de la palabra, ya había sido prevista por las autoridades administrativas y militares del departamento, como lo hemos apuntado en la segunda parte de este trabajo. Unos mil refugiados llegaron al puerto de Sète entre los 28 y 29 de enero de 1939; agrupados en un centro de la ciudad, fueron cuidadosamente « visitados medicalmente », vacunados y alimentados por los servicios de la Cruz Roja bajo la dirección del señor Isenberg, cónsul de Bélgica. Las mujeres y los niños fueron a parar al departamento del Indre, mientras que los milicianos y los hombres válidos fueron llevados al cuartel Maraussan de Béziers, puesto especialmente a disposición del prefecto por la autoridad militar²⁶. Entre febrero y abril de 1939, la población refugiada de Sète no dejó de aumentar, alcanzando su cifra récord a mediados de abril de 1939 con 2 541 personas²⁷. Debido a su buena infraestructura turística, la ciudad disponía de muchos locales para recibir a los refugiados: colonias de La Corniche, campo de las Juventudes laicas republicanas, centro heliomarino, lazareto católico y protestante, hospital-hospicio, etc.

La sección de Béziers²⁸ englobaba la ciudad de Béziers, el cuartel Maraussan (llamado también cuartel Riols) y los « demás municipios »: Alignan-du-Vent, Bédarieux, Camplong, Capestang, Castelnau-de-Guers, Cazouls-les-Béziers, Florensac, etc. Representaba el 11,7 % del conjunto de los refugiados del departamento en marzo de 1939, el 4,6 % en mayo, el 7,3 % en julio y el 35,1 % en septiembre.

²⁶ ADH, 4M1795. Carta del prefecto del Hérault al ministro de Interior (27/02/39); 4M1795. Carta del prefecto del Hérault al ministro de Interior (30/01/39).

²⁷ ADH, 4M1796. Comisario central de policía al prefecto del Hérault (20/04/39).

²⁸ ADH, 4M1796. Población refugiada de Béziers: 148 (7/02/39), 260 (13/02/39), 532 (6/03/39), 303 (3/04/39), 243 (8/05/39), 215 (8/06/39), 227 (23/08/39).

Conforme avanzamos en el año 1939, la población refugiada de la ciudad de Béziers tiende a disminuir en provecho de los municipios rurales que van absorbiendo la mayoría de los republicanos españoles. En el mes de septiembre de 1939, cuando se evacuaron los milicianos del cuartel Maraussan, el porcentaje de los refugiados en la región ascendía a un 90,8 %. A través de esta política, el subprefecto del Hérault pretendía evitar la concentración geográfica en la capital de su distrito, tarea a su parecer tanto más necesaria cuanto que la presencia de españoles clandestinos constituía « una amenaza seria para la seguridad y el orden público ». Por eso, en una carta del 11 de febrero de 1939, se quejaba ante el prefecto de que su región fuera « actualmente infestada de individuos de todo tipo que habían cruzado clandestinamente la frontera, o que habían beneficiado a favor de las circunstancias, de medidas de benevolencia, otorgadas con demasiado facilidad » y se asustaba de que « sus servicios de policía no pararan de señalarle extranjeros desprovistos de cualquier tipo de documento de identidad »²⁹.

La presencia masiva de refugiados en los municipios rurales del distrito de Béziers puede explicarse por motivos de índole histórica que remiten a la política migratoria de España y de Francia³⁰. A finales del siglo XIX, muchos emigrantes españoles que huían de la miseria y de las tristes condiciones de trabajo que les imponía el sistema del latifundio, encontraron trabajo como peones agrícolas o industriales en el Hérault, donde el auge de la viticultura y de la industria requería una mano de obra cada vez más abundante. Al principio del siglo XX, a raíz de la inmigración francesa de los montañeses venidos del Norte (Ardèche, Massif Central, etc.), el flujo de inmigrantes extranjeros fue acentuándose considerablemente. La comunidad extranjera pasó de 33 000 a 49 000 entre 1896 y 1901. En el contexto de la Primera Guerra Mundial, los extranjeros – italianos y españoles principalmente – vinieron a colmar los huecos dejados por la salida de los hombres movilizados. Esta progresión del número de españoles se prolongó hasta la víspera de la Segunda República (50 000 en 1931)³¹. En 1936, al principio de la Guerra Civil, había en el departamento del Hérault 42 981 españoles sedentarios, 8 000 de los cuales eran obreros agrícolas, repartidos preferentemente en los municipios del distrito de Béziers³². Esta población sedentaria, ya perfectamente integrada en la sociedad francesa y estrechamente

²⁹ ADH, 4M1795.

³⁰ Fornairon 1972, 1-15.

³¹ Fornairon 1972, 5.

³² ADH, 4M1795. Carta del prefecto del Hérault al ministro de Interior (15/05/39).

vinculada a los refugiados españoles por solidaridades de tipo familiar, económico y político, prestó en seguida ayuda a sus correligionarios, ofreciéndoles techo, cubierto y calor humano.

Todos los que no tuvieron la suerte de gozar de este hospedaje a domicilio, fueron internados. Antes de la apertura del campo de concentración de Agde, los milicianos del departamento residieron en el cuartel Maraussan, especialmente puesto a disposición de la autoridad civil competente desde los primeros días de la Retirada. Este cuartel servía a la vez de campo de internamiento y de hospital auxiliar para los heridos y los enfermos. Según el médico Lucien Misermont, en junio de 1939, más de 1 200 refugiados habían sido curados y tratados en este establecimiento³³. En cuanto a los vascos que habían ocupado cargos políticos y administrativos en el ex-gobierno de Euzkadi estuvieron alojados en Pézenas en un local alquilado por el ayuntamiento en el número 9 de la calle Victor Hugo. A mediados de mayo, cuando cerraron el campo vasco de Sète, 320 compatriotas se unieron a ellos³⁴.

La sección de Lodève³⁵ abarcaba la capital, la ciudad de Lamalou-les-Bains y los « demás municipios » : el Bousquet-d'Orb, Ceilhes, Clermont-l'Hérault, Pujol, etc. Representaba el 8,8 % del conjunto de los refugiados del departamento en marzo de 1939, el 2,8 % en mayo, el 4,5 % en julio y el 13,5 % en septiembre.

En marzo de 1939, los refugiados españoles se hallaban en la ciudad de Lodève (un 29,3 %), de Lamalou-les-Bains (un 23,3 %) y en los municipios circundantes (un 47,2 %). La antigua cárcel de Lodève, transformada en « campo albergue » para mujeres y niños, recibió hasta 300 personas a partir del mes de febrero. Como consta por las indicaciones del comisario de policía, las condiciones higiénicas y sanitarias distaban mucho de ser idóneas. En efecto, si la superficie de los dormitorios era suficiente, los espacios libres, pasillos y patios eran muy angostos para alojar a tanta gente. Además, el tiro de las estufas defectuosas y las emisiones de gases nocivos hacían correr un gran peligro para la salud de

³³ ADH, 4M1799. Jefe médico Lucien Misermont. Enfermedades o heridas curadas desde el 20 de marzo hasta la fecha de hoy (14/06/39).

³⁴ ADH, 4M1804. Doctor Laureano Lara Osia, director general de asistencia del Comité de ayuda a los vascos en París al prefecto del Hérault (7/05/39); Subprefecto de Béziers al prefecto del Hérault (10/05/39); Lista de refugiados vascos del campo de Bram que piden permiso para instalarse en el refugio vasco de Pézenas (24/05/39).

³⁵ ADH, 4M1796. Población refugiada de Lodève: 18 (17/03/39), 207 (17/03/39), 192 (14/04/39), 182 (10/05/39).

los ocupantes, muchos de los cuales eran niños que todavía seguían tomando el pecho o el biberón³⁶. En Lamalou, estación termal muy famosa, los doctores Tabarie, Carratier y Ferreat así como los servicios de la Cruz Roja atendieron a los refugiados heridos y enfermos³⁷. En febrero de 1939, había 400 individuos repartidos en las torres (*villas*) y los hoteles requisados para la ocasión por el prefecto. En marzo, sólo quedaban 277 enfermos y heridos, lo que demuestra que la política sanitaria había sido eficaz. En Clermont-l'Hérault fue acondicionado otro campo en las afueras de la ciudad en el Enclos Roanne³⁸.

En la primavera de 1939, a raíz de la evacuación de los heridos y enfermos del centro de Lamalou, los refugiados fueron trasladados a Lodève (un 35,8 %) y por todo el territorio de la sección (un 64,1 %). Por razones de higiene y de « mejor vivienda », el prefecto decidió enviar a Sète a muchos refugiados de Lodève y de Clermont-l'Hérault³⁹. A partir del verano, todos los refugiados de la ciudad de Lodève fueron trasladados al campo de Ceilhes-et-Rocozels – llamado también campo de Roqueredonde –, creado expresamente a finales del mes de junio para aliviar los tres campos de mujeres y niños que existían entonces en el departamento del Hérault : Sète (Centro heliomarino), Clermont-l'Hérault (Enclos Roanne) y Lodève (Cárcel). Este campo, administrado por el alcalde, el señor Bénavenq, y situado a proximidad de la estación de Ceilhes, se presentaba como un « inmenso edificio de madera de 60 metros de largo por 50 metros de ancho que dependía de la Fábrica del Orb », una empresa abandonada de metalurgia y de siderurgia. Aparte de algunos ancianos y hombres inaptos, el campo acogía a los niños y a las mujeres cuyo marido o hijo residía en un campo de concentración, se había alistado en filas francesas, era empleado para tareas agrícolas o industriales, o había sido requisado en una Compañía de trabajadores extranjeros (CTE).

Conclusión

A modo de conclusión, diremos que no hubo un exilio sino varios exilios en el departamento del Hérault. Los milicianos se apiñaron en pésimas condiciones en el campo

³⁶ ADH, 4M1799. Situación de los refugiados de Lodève (21/02/1939).

³⁷ ADH, 4M1799. Prefectura del Hérault. Estado estadístico de los centros sanitarios A, B y C (10/02/39).

³⁸ ADH, 4M1799. Comisario de Clermont-l'Hérault al prefecto del Hérault (17/04/39). En aquel entonces, había 356 personas repartidas de la manera siguiente: Enclos Roanne (298), Hospital (10), Casas particulares (48).

³⁹ ADH, 4M1795. Prefecto del Hérault al ministro de Interior (15/05/39).

de concentración de Agde y en el cuartel Maraussan de Béziers, mientras que los hombres « no combatientes », las mujeres y los niños fueron a parar a albergues, refugios o colonias en Sète, Lodève, Clermont-l'Hérault, Lodève, Saint-Bauzille-de-Putois y Pézenas. Los más dichosos, o sea los que formaban parte de la élite social o que tenían familiares en el departamento, lograron escapar del internamiento e instalarse en casas particulares, haciendo más amena la dura realidad del exilio.

La política de acogida llevada a cabo por el prefecto Antoine Monis retomaba las directivas de humanidad y de firmeza preconizadas por el presidente del Consejo y el ministro de Interior. Inspirada de un ideal de justicia y de benevolencia, estribaba en la incitación a la repatriación y a la « reemigración », en la ayuda humanitaria para con las mujeres y los niños, así como en la vigilancia estrecha de los hombres en edad de combatir y de los milicianos considerados como una fuente de peligro potencial. Bien lo ilustra esta circular del ministro de Interior dirigida al prefecto del Hérault el 5 de mayo de 1939 : « En resumidas cuentas, el orden, la disciplina en los centros de internamiento, no excluyendo la firmeza de ninguna manera la benevolencia en su acción cotidiana deben, conforme va prolongándose la estancia de los refugiados, ser más que nunca las características de su intervención y la de sus colaboradores »⁴⁰.

Referencias bibliográficas

- Alameda, Jos, 1982, *El exilio español en Mexico, 1939-1982*, México, Fondo de Cultura Económica.
- Bennassar, Bartolomé, 2004, *La guerre d'Espagne et ses lendemains*, París, Perrin.
- Dreyfus-Armand, Geneviève, 1999, *L'exil des républicains espagnols en France*, París, Albin Michel.
- Fornairon, Joël, 1972, «Les étrangers d'origine méditerranéenne en Languedoc-Roussillon de 1850 à nos jours», *Economie Méridionale*, n°79, p. 1-15.
- Grau, Pierre, 1990, «L'aide des félibres aux intellectuels catalans», in: Sagnes, J., *Les Français et la guerre d'Espagne*, Perpignan, CREPF, p.195-213.
- Grossas, François, 1969, *La réaction de la presse languedocienne devant la guerre civile espagnole: l'Eclair et le Petit Méridional*, Universidad Montpellier III. Tesina en historia.
- Julia, Bruno, 1983, *La Chambre des députés et l'Espagne 1936-1940*, Universidad Montpellier III. Tesina en historia.
- Matesanz, José Antonio, 1999, *Las raíces del exilio español. México ante la guerra civil española*, México, Colegio de México y UNAM, 1999.

⁴⁰ ADH, 4M1795.

- Motte, Christine, 1986, *Le soutien aux républicains espagnols dans l'Hérault 1936-1939*, Universidad Montpellier III. Tesina en historia.
- Ojeda, Mario, 2005, *México y la guerra civil española*, Madrid, Turner.
- Parello, Vincent, 2010, *Des réfugiés espagnols de la guerre civile dans le département de l'Hérault*, Perpignan, PUP.
- Pike, David, 1975, *Les Français et la Guerre d'Espagne*, París, PUF.
- Sagnes, Jean, 1990, *Les Français et la guerre d'Espagne*, Perpignan, CREPF.
- Sodigné-Loustaud, Jeannine, 1995, *L'immigration politique espagnole en région Centre (Cher, Eure-et-Loir, Indre, Loir-et-Cher, Loiret) de 1936 a 1946*, París VII. Tesis de doctorado.
- Stein, Louis, 1979, *Beyond death and exile*, Harvard, Harvard University Press (existen traducciones francesa y española de este libro).
- Témime, Emile, 2003, «Los campos de internamiento de españoles en el Mediodía de Francia», in: *El exilio republicano en Toulouse, 1939-1999*, Toulouse, PUM, p. 53-72.

Une image de l'exil : la lutte contre Franco dans les journaux brésiliens

Heloisa Paulo – CEIS 20
(Université de Coimbra - Portugal)

Résumé : La fin de la Guerre Civile en Espagne a marqué le début d'un long exil pour les vaincus et leurs alliés. Parmi ces derniers se trouvaient les républicains portugais qui avaient participé au conflit. Exilés au Brésil, les uns et les autres continuèrent à lutter contre les dictatures de la péninsule ibérique. En 1947, aidés par deux associations, la Société des Amis de la Démocratie Portugaise (SADP) et l'Association Brésilienne des Amis du Peuple Espagnol (ABAPE), les exilés publiaient un journal à Rio de Janeiro appelé *Libertação*. Notre travail vise à analyser les articles publiés dans les années 1940, notamment dans ce journal, et à comprendre les arguments utilisés pour mobiliser l'opinion publique et le gouvernement brésiliens sur la cause des exilés.

Mots-clés : fascisme, opposition, exil, Portugal, Brésil, Espagne, journalisme, propagande.

Título: Una imagen del exilio: la lucha contra Franco en los periódicos brasileños

Resumen : El final de la Guerra Civil marcó el comienzo de un largo exilio de los españoles y sus aliados, entre ellos, los republicanos aliados portugueses. Exiliados en Brasil, continuaron luchando contra las dictaduras ibéricas a través de artículos en periódicos brasileños. En 1947, ayudados por dos asociaciones, la Sociedad de Amigos de la Democracia Portuguesa (SADP) y la Asociación Brasileña de Amigos del Pueblo Español (ABAPE), publicaban un periódico en Río de Janeiro llamado *Libertação*. Nuestro trabajo tiene como objetivo analizar los artículos publicados en los años 1940 en este periódico para entender los argumentos de la propaganda antifranquista y entender los argumentos para movilizar la opinión pública y el gobierno brasileños sobre la combate de los exiliados.

Palabras clave: fascismo, oposición, exilio, Portugal, Brasil, España, periodismo, propaganda.

Title: An image of exile: the struggle against Franco in Brazilian newspapers

Abstract : The end of the Civil War marks the beginning of a long exile of the Spanish and their allies. Some of them are the Portuguese republicans. In their exile, in Brazil they kept fighting against the Iberia dictatorships through the publication of articles in Brazilian newspapers. In 1947, with the support of two associations, they publish a bulletin in Rio de Janeiro called *Libertação*. This work aims to analyze the articles published during the forties in the Brazilian press and also in *Libertação*. The idea is to understand the arguments of the anti-Franco propaganda and to put in evidence the importance that the press in exile had for the history of the exile and of immigration.

Key-words : fascism, opposition, exile, Portugal, Brazil, Spain, journalism, propaganda.

Introduction

Le 28 mai 1926, un coup d'état militaire au Portugal faisait débiter une dictature qui dura quarante-huit ans. Le régime républicain proclamé en 1910 prenait fin ce jour-là et fut remplacé par une dictature militaire qui fut suivie à partir de 1933 par l'*Estado Novo*, l'État Nouveau, un régime fasciste dirigé par António de Oliveira

Salazar. Jusqu'à sa retraite « forcée » en 1969, le dictateur serait l'incarnation du pouvoir absolu au Portugal¹.

L'opposition au régime militaire fut à l'origine d'une vague de soulèvements entre 1927 et 1940. Ces mouvements, connus sous la désignation de « révoltes du *revirinho* », marquaient le désir de revenir à l'ancien modèle républicain. La première révolte fut déclenchée à Porto, le 3 février 1927, avec la participation de civils et de militaires. Elle était commandée par le général Sousa Dias et le lieutenant Freiria, mais les principales figures de ce mouvement furent le commandant Jaime de Morais et l'écrivain Jaime Cortesão. La révolte de 1927 dura six jours et des soulèvements se produisirent également à Lisbonne. Le 9 février, à la suite de la violente répression exercée par les forces militaires du régime, nombre de révolutionnaires furent arrêtés mais une partie des combattants parvint à s'enfuir en Espagne et en France.

Ces exilés étaient des démocrates, des républicains, des anarchistes et des communistes qui avaient en commun leur opposition à la dictature et au fascisme au Portugal. Ces opposants au régime militaire se rendirent jusqu'au Brésil et aux États-Unis ; toutefois, dans un premier temps, le repli de l'autre côté de la frontière espagnole constitua la solution la plus facile jusqu'en 1936.

En Espagne, les exilés s'installèrent à Vigo puis, après la victoire de la Seconde République, leur quartier général fut placé à Madrid. Au cours des années suivantes, une partie de l'opposition antisalazariste dans la capitale espagnole fut dirigée par un groupe connu sous le nom de « *Budas* » (Bouddhas), formé par des anciens membres de la révolte de 1927 comme Jaime de Morais, capitaine de la marine portugais, ancien gouverneur d'Inde Portugaise, Jaime Cortesão, écrivain, historien et homme politique, et Alberto Moura Pinto, ancien ministre de la Justice qui avait pris part à la révolte « *revirinhista* » de 1928². Les « *Budas* » avaient établi avec le secteur socialiste du régime espagnol des liens étroits.

Nos connaissances sur les activités et les modes d'action de ces exilés sont toutefois assez limitées. Les études sur les relations entre le Portugal et l'Espagne au XX^e siècle analysent surtout l'aide apportée par Salazar à Franco. Or, si la participation à la Guerre d'Espagne de volontaires portugais aux côtés des troupes franquistes dans

¹ Rosas 1994, Torgal 2010.

² Farinha 1998, Paulo 2009.

leur lutte contre les républicains est le principal point étudié par les historiens des deux pays³, il y a ainsi une « autre » histoire à construire sur les relations entre le Portugal et l'Espagne : celle des exilés portugais et de leur appui aux républicains, surtout aux socialistes et aux anarchistes pendant la Seconde République. Mis à part le travail d'Ana Cristina Clímaco Pereira, cette « histoire » est oubliée par les historiens portugais et espagnols⁴. La difficulté d'accès aux archives des exilés tout comme l'existence d'une ample historiographie consacrée à Salazar et à Franco ont contribué à cette mise à l'écart de la mémoire historique. Précisément, les archives sont la pièce manquante pour la reconstruction de ce chapitre méconnu de l'histoire portugaise mais la découverte au Brésil de la documentation des exilés portugais a permis de mettre en lumière et de mieux connaître la relation établie avec les républicains espagnols, aussi bien avant le coup d'Etat de 1936 que durant la Guerre civile et la période des dictatures.

1. Les moments-clé de la collaboration entre les républicains portugais et espagnols

Ces moments sont au nombre de deux en Espagne : la Révolte des Asturies (1934), quand les Portugais fournirent des armes aux socialistes⁵, et la Guerre civile (1936-1939). Malgré les conséquences du premier épisode – quelques exilés portugais furent condamnés à la prison aux côtés de socialistes espagnols –, l'idée de coopération entre les exilés portugais et le gouvernement espagnol reprit avec les élections de février 1936.

Lorsque les exilés portugais reçurent à Madrid les premières informations de la révolte du 18 juillet 1936, les militaires portugais exilés offrirent tout naturellement au gouvernement républicain leur collaboration. Beaucoup s'engagèrent en tant que volontaires dans les premières troupes pour participer à la défense de Madrid contre Franco. Le soutien de Salazar à Franco suscita une réaction d'indignation chez les exilés portugais qui ripostèrent par la publication d'un manifeste dans la presse, notamment

³ Voir, par exemple, les études d'Oliveira 1987, Rosas 1998, Loff 2008.

⁴ Clímaco Pereira 1998.

⁵ Ruiz 2008.

dans *La Vanguardia*, dans lequel ils soutenaient le gouvernement républicain d'Espagne et condamnaient la position du régime portugais⁶.

Les exilés étaient réunis au sein de deux organisations : la Fédération des Anarchistes Portugais Exilés (FAPE) et l'Union des Portugais Antifascistes (UPA), contrôlée par les *Bouddhas*. La première rassemblait des groupes anarchistes divers, y compris les membres de la branche portugaise de la FAI/CNT (Fédération Anarchiste Ibérique / Confédération Nationale du Travail). Les démocrates portugais, défenseurs d'une idéologie socialiste et républicaine, s'étaient réunis au sein de l'UPA. En octobre 1937, une proposition de collaboration avec la FAPE fut présentée et acceptée au sein de l'UPA dans le but de mener des actions conjointes. Les organisations communistes portugaises étaient également liées à leurs homologues espagnoles.

Les actions des exilés furent variées pendant le conflit. Jaime de Morais estime qu'environ deux mille Portugais combattirent du côté républicain⁷. Certains travaillèrent pour la propagande et les organes de presse, d'autres furent conseillers militaires, d'autres encore participèrent aux combats dans les rangs républicains. Jaime de Morais, pour sa part, était membre de l'état-major des Armées⁸.

D'autres encore travaillèrent dans la presse et dans la propagande, tel Novais Teixeira qui fut directeur du Secrétariat de la propagande jusqu'à 1938⁹. Également importante fut l'aide apportée par les Portugais réfugiés en France à leurs compatriotes et aux Espagnols. L'anarchiste portugais Inocêncio Câmara Pires était une des figures de proue de ces mouvements de mobilisation et de soutien et aidait à l'envoi de nourriture et de colis vers l'Espagne.

Après la défaite, les Portugais firent partie des longues colonnes de *La Retirada* qui franchirent les Pyrénées. En janvier 1939, Jaime de Morais et Jaime Cortesão traversaient la frontière pour un long exil. Moura Pinto se trouvait déjà à Paris où il se vit menacé d'expulsion parce qu'il ne possédait pas les papiers nécessaires pour résider en France. La majeure partie des combattants portugais fut internée dans les camps organisés à la hâte pour les réfugiés espagnols, en particulier à Argelès-sur-Mer et St

⁶ « Portugueses ilustres alejados de su patria condenan la política de Oliveira Salazar », *La Vanguardia*, 9 de octubre de 1936, p. 3.

⁷ Fondation Mário Soares. Archive Jaime de Morais. *Escritos*, p. M.

⁸ *Ibid.*

⁹ *La Vanguardia*, 16 de julio de 1938, p. 4.

Cyprien. Une fois de plus, Portugais et républicains espagnols se retrouvaient unis par un même destin. Moura Pinto et Jaime de Morais recevaient de la part de réfugiés espagnols et portugais, internés dans les camps du Sud-ouest, de nombreuses demandes d'aide qu'ils ne pouvaient satisfaire, faute de moyens.

En outre, le séjour de ces deux hommes en France devenait très compliqué. En effet, les autorités françaises n'avaient pas oublié les accusations de complot du temps de l'affaire *Turquesa* qui rejaillirent alors contre eux, interdisant leur résidence dans le pays. Après une brève période d'emprisonnement, Moura Pinto partit vers le Brésil avec sa famille. Morais s'enfuit en Belgique, mais il revint quelques mois plus tard à Paris, grâce à l'aide de francs-maçons et de socialistes français. Finalement, en 1940, à la suite de l'invasion de la France par les nazis, nombre d'exilés se virent contraints de retourner au Portugal : Cortesão et Jaime de Morais furent arrêtés et expulsés vers le Brésil. Sur le territoire brésilien, le troisième épisode de la collaboration entre les exilés républicains portugais et espagnols commençait alors.

2. La propagande au Brésil dans les années quarante : les exilés portugais contre le franquisme

Une fois arrivés au Brésil, les exilés trouvèrent un autre « *Estado Novo* », commandé par le dictateur Getúlio Vargas dans un premier temps. La dictature « varguista » avait copié le modèle portugais et installa un régime de répression de 1937 jusqu'à 1945¹⁰. La presse était contrôlée et les pays fascistes ne devaient pas faire l'objet de critiques de la part des journalistes. Mais, à partir de 1942, les États-Unis contraignirent le gouvernement de Vargas à adopter des règles plus démocratiques¹¹. L'entrée du Brésil dans la Deuxième Guerre mondiale aux côtés des Alliés conduisit à un renversement de la situation et les anciens maîtres furent alors critiqués et moqués par la presse.

Les exilés portugais retrouvaient ainsi une certaine marge d'action pour combattre les dictatures ibériques. Dans les journaux les plus libéraux, les exilés écrivaient contre Salazar mais aussi contre Franco des articles dans lesquels ils

¹⁰ L'« État Nouveau » de Vargas est instauré le 10 Novembre 1936. Cette dictature inspirée par le modèle portugais fasciste dura jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre. Carone 1976, Fausto 1991.

¹¹ Moura 1980.

dénonçaient le franquisme et ses liaisons complices avec les régimes de Mussolini et d'Hitler. Ces auteurs furent les premiers à révéler les crimes commis par les rebelles pendant la Guerre Civile. Jaime de Morais et Novais Teixeira publièrent plusieurs articles sur ce conflit meurtrier, dans lesquels ils en donnaient une image très dure ainsi que de ses conséquences :

[...] Devido a ela a generosa terra espanhola transformou-se num cemitério imenso que guarda piedosamente os restos de bem perto de dois milhões de homens [...] Tragédia mais horrível ainda porque provocou o êxodo de centenas de milhares de vencidos, homens, mulheres e crianças ; e sinistra também, porque, em holocausto a velhos rancores, se encheram até abarrotar, todos os presídios de Espanha, desdobrados num número sem conta de terríveis campos de concentração¹².

La Guerre Civile était ainsi présentée comme la résultante d'un acte illégal contre un régime légitimement élu et constituait un crime contre la démocratie. L'aide des nazis et du régime de Salazar était une démonstration de la nature « fasciste » du franquisme. Franco constituait le représentant du nazisme et du fascisme de la Péninsule et, à ce titre, un ennemi des Alliés.

O general Franco é bem claro na predileção das suas soluções políticas, soluções políticas que brigam violentamente com os fins de guerra das Democracias, com as suas conveniências de ordem militar e com a paz que, no futuro, os homens livres se propõem edificar no mundo¹³.

En conséquence, les institutions franquistes étaient décrites comme l'incarnation du régime fasciste en Espagne, symboles de la répression et de la terreur du régime, contre lesquelles les mots n'étaient jamais assez forts : « *a Falange Espanhola é somente um grupo de pistoleiros profissionais, de assassinos [...]*¹⁴ ».

Les souvenirs de la guerre étaient mentionnés dans des articles comme un atout pour la lutte contre le franquisme. Les premiers textes s'étaient attachés à retracer le quotidien de la vie en Espagne avant la guerre. Avec l'entrée du Brésil dans la guerre aux côtés des Alliés, le discours revêtait une tonalité plus politique. Les accusations contre le régime de Franco se firent plus véhémentes. Le franquisme était par définition un régime fasciste : « *Na verdade, a Espanha de Hoje é um Estado*

¹² J. Morais, « Uma Data Dolorosa », *Diário Carioca*, 23 juillet 1944, p. 3.

¹³ Joaquim Novais Teixeira, « Franco e os seus Inimigos », *Diário Carioca*, 13 décembre 1942, p. 4.

¹⁴ Joaquim Novais Teixeira, « A Falange Espanhola e as suas Milicias », *Diário Carioca*, 25 décembre 1943, p. 5.

*Fascista*¹⁵ ». Les mémoires reflétaient la force du discours politique et l'idée d'un combat implacable contre le régime de Franco

Foi assim, em 17 de Julho, uma tarde deslumbrante do verão da meseta, que soube do início da revolta. Que ia ser uma guerra, compreendi-o desde a primeira hora: conhecia sobejamente a Espanha para ter a certeza de que ela não se entregaria ao fascismo antes de lhe oferecer a mais implacável das resistências¹⁶.

Il était évident que les oppositions portugaise et espagnole partageaient un même espoir : la victoire alliée signifierait la fin du régime de Franco et de celui de Salazar par ricochet. Au Brésil, les démocrates caressaient un espoir identique à l'endroit du régime de Vargas et la chute du régime militaire sud-américain en 1945 signifia pour les exilés un plus grand soutien des Brésiliens dans leur lutte contre le salazarisme et contre Franco.

3. À la recherche de nouveaux alliés : Portugais, Espagnols et Brésiliens contre le franquisme

L'appui des démocrates brésiliens se fit notamment à travers la formation de deux associations en 1945, la SADP, Sociedade dos Amigos da Democracia Portuguesa (Association des Amis de la Démocratie Portugaise) et l'ABAPE, Associação Brasileira dos Amigos do Povo Espanhol (Association Brésilienne des Amis du Peuple Espagnol). Les objectifs étaient identiques : appuyer les exilés dans leurs combats contre les dictatures ibériques : « [...] *associação de apoio e defesa dos ideais de fraternidade em geral e da democracia espanhola, em particular*¹⁷ ».

Les deux institutions étaient dirigées par des hommes politiques brésiliens, des communistes et des socialistes, et leurs partenaires étaient brésiliens, portugais et espagnols. L'ABAPE, créée le 29 juin 1945 et dont le siège était situé à Rio de Janeiro, comptait aussi des représentants dans l'État du Minas Gerais et celui de São Paulo. Elle avait notamment créé l'association García Lorca, une institution culturelle avec l'objectif de promouvoir la culture républicaine et démocratique en exil. Ainsi, à la

¹⁵ J. Morais, « Regimes Políticos e Ideológicos », *Diário Carioca*, 4 juillet 1943, Segundo Caderno, p. 7.

¹⁶ J. Morais, « Uma Data Dolorosa », *Diário Carioca*, 23 juillet 1944, p. 3.

¹⁷ Arquivo Público Mineiro. Item 1, dos Estatutos da ABAPE, 29 de Junho de 1945 http://www.siaapm.cultura.mg.gov.br/modules/dops_docs/photo.php?numero=5134&imagem=187, consulté le 12 octobre 2012.

cérémonie d'ouverture participa le poète brésilien Carlos Drummond de Andrade aux côtés d'autres personnalités brésiliennes et d'exilés portugais. Le représentant de l'ABAPE prit la parole lors de l'événement en soulignant que :

Em nossa modesta e esfera de ação, cuidaremos de revigorar nos meios intelectuais, o fermento da cultura hispânica, e de conduzi-lo às camadas populares, onde ainda não se fez sentir esta influência¹⁸.

Le *Boletim da ABAPE* rapporte les activités de l'association de propagande contre le régime de Franco et les efforts politiques des Brésiliens en faveur de la cause antifranquiste, comme l'envoi, le 22 avril 1947, à la Chambre des représentants d'une demande de rompre les relations diplomatiques entre le Brésil et l'Espagne de Franco¹⁹. L'association organisait également des manifestations publiques pour mobiliser la propagande contre le régime de Franco et s'efforçait de donner à la société brésilienne une nouvelle vision du franquisme, contrairement à celle qui avait eu cours sous le régime varguiste. Les manifestants scandaient: « *Basta de assassinatos em Espanha! Tudo pela democracia espanhola*²⁰ ». Mais il fallait en appeler aux valeurs démocratiques de l'histoire récente du Brésil et à la position du pays aux Nations-Unies pour faire comprendre à l'opinion la nature réelle du régime de Franco :

Os antifranquistas, isto é, os amantes sinceros da democracia e da paz, não devem esperar confiantes e passivos as resoluções que adote a Assembleia Geral da ONU. Devemos estar alertas e combater energicamente toda manobra não-intervencionista e anti república [...]

Nós, brasileiros e democratas, indivíduos e organizações, grupos e cidadãos e partidos políticos que sempre afirmamos nossa solidariedade ao povo espanhol, honrando o sangue de nossos compatriotas caídos gloriosamente na Itália, intensifiquemos nossa ação antifranquista. [...] Façamos chegar à Assembleia da ONU, de todos os pontos do país a nossa vontade de que seja feita justiça ao povo espanhol. [...]

Que a voz anti-fascista do povo do Brasil ressoe na Assembleia da ONU, firme e acusadora contra o regime de Franco, bem com fraternal e solidária para com a Heróica República Espanhola²¹.

Le début de la Guerre civile fut commémoré lors du dixième anniversaire par l'édition d'un numéro spécial du *Boletim*²². L'ancien professeur de l'Université de

¹⁸ *Libertação*, « Difusão da Cultura Hispânica », 14 avril 1947, p. 11.

¹⁹ http://www.siaapm.cultura.mg.gov.br/modules/dops_docs/photo.php?numero=5134&imagem=187, consulté le 12 Octobre 2012.

²⁰ Discours de Carlos da Costa Leite, Manifestation, 24/03/1946, Belo Horizonte, Brasil. Voir http://www.siaapm.cultura.mg.gov.br/modules/dops_docs/photo.php?numero=5134&imagem=193 et suivants, consulté le 12 octobre 2012.

²¹ *Boletim da ABAPE*, octobre 1946, p. 2.

²² *Boletim da ABAPE*, juillet 1946, p. 4.

Barcelone, Emilio Mira y López, médecin internationalement reconnu, y présenta son témoignage à travers un discours portant sur l'histoire de la Seconde République espagnole²³. Il parlait le même langage que tous les démocrates brésiliens lorsqu'il évoquait les avantages sociaux de la démocratie. En effet, il faisait la description de tous les bienfaits de la République et fustigeait la destruction par le franquisme de cet « État social » qui avait été édifié patiemment :

Em poucos anos –apenas um lustro– os povos espanhóis, democraticamente organizados em «República dos trabalhadores de todas as classes» resolveram os seus mais urgentes problemas [...], a reação organizou-se à sombra da generosidade da República. Tornou-se a realizar-se a união bastarda das forças negras [...] No dia 17 de Julho de 1936 esse abjeto conglomerado nazi-falangista-italo-germano-luso-mouro assestou um golpe pelas costas, rebelando-se [...].

Une comparaison entre les changements sociaux effectués pendant la période de la République et la dégradation des conditions de vie en Espagne sous le franquisme révélait le vrai visage du régime espagnol. De la même façon, la description de la situation précaire des exilés à l'étranger se posait comme un appel à l'engagement au combat contre le régime de Franco. L'effet de cet argumentaire ne peut être quantifié naturellement. Cependant, la réponse aux demandes d'assistance matérielle aux exilés fut immédiate : ainsi, par exemple, une association féminine d'aide aux réfugiés espagnols organisa ainsi une campagne au Brésil pour recueillir des vêtements et des fournitures pour les exilés républicains se trouvant en France²⁴.

Cependant, malgré le succès relatif des actions promues par l'ABAPE, la situation politique au Brésil changeait et le communisme fut à nouveau déclaré illégal. Une grande partie des membres de l'association étant affiliée au Parti Communiste Brésilien, les jours de l'ABAPE étaient comptés : la police d'État, qui surveillait depuis longtemps l'association, décréta sa fermeture.

Toutefois, le *Boletim da ABAPE* n'était pas l'unique journal de propagande antifasciste publié dans les années quarante au Brésil. En effet, les exilés portugais et espagnols éditaient un autre périodique qui allait connaître un nouveau destin, même s'il fut de courte durée : *Libertação* (Libération).

²³ <http://www.psicologia.org.br/internacional/artigo3.htm>; <http://www.bibliopsiquis.com/miraylopez/index.html>, consulté le 12 octobre 2012.

²⁴ Sur l'action de l'association AFARE, voir *Boletim da ABAPE*, octobre 1946, p. 10.

4. *Libertação*, la dernière tentative des années 1940

Libertação était une petite revue bimensuelle, destinée aux exilés et émigrés portugais et espagnols, éditée à Rio de Janeiro. Sa durée de vie fut très courte puisqu'il ne connut que deux numéros (le 14 avril et le 21 juin 1947). Malgré cela, il constitue un important document pour l'histoire des opposants antifranquistes installés au Brésil.

Le journal était écrit en portugais et son rédacteur en chef était un exilé communiste, Luís Leite de Vasconcelos. Ses collaborateurs étaient des journalistes et des écrivains brésiliens, comme Samuel Wainer²⁵ et l'écrivain Origines Lessa²⁶. Beaucoup d'articles étaient copiés de périodiques d'opposition qui étaient publiés à l'étranger. La quantité d'articles contre le franquisme était égale aux articles contre le salazarisme.

L'argumentation utilisée est semblable à celle des articles publiés dans le *Boletim da ABAPE*. Cependant, s'adressant à un public plus large, la rédaction proposait de publier des sujets plus variés. Le thème de l'universalité de la Guerre Civile espagnole prit une place spéciale dans les articles. La dénonciation des emprisonnements multiples et de la répression était accompagnée de la description de la vie des combattants de la guérilla en Espagne. L'utilisation de caricatures était fréquente comme une façon d'attirer l'attention du lecteur envers des arguments antifranquistes. En outre, bien plus que le *Boletim*, le journal était un instrument de sociabilité dans l'exil. Une colonne dans chaque numéro du journal décrivait les activités de l'ABAPE ou de l'association García Lorca.

L'image de la Guerre civile en tant que conflit qui avait réuni les démocrates du monde entier était évoquée dans le premier numéro du journal et la dette souscrite par la démocratie envers les combattants républicains était déclarée immense et éternelle. Le témoignage de Jaime Cortesão convoquait ainsi tous les démocrates à payer un tribut à la République espagnole :

Todas as Nações livres devem aos povos ibéricos, por fraternidade humana e defesa da liberdade, apoio ao combate que estão travando contra a tirania que

²⁵ Samuel Wainer, « É preciso restituir a esperança aos guerrilheiros de Espanha », *Libertação*, 14 avril 1947, p. 3.

²⁶ Origines Lessa, « El Matador », *Libertação*, 21 juin 1947, p. 16. Palamatchuk 1997.

as oprime. Mas ao povo espanhol, em particular, todos devemos os maiores esforços para ajudá-lo nessa luta²⁷.

L'argumentation développée autour du « péril fasciste » était centrale dans cette publication. Comme durant la guerre, le moment présent était encore celui du combat contre le fascisme, le fascisme ibérique. Il convenait pour les rédacteurs d'alerter les Brésiliens sur la continuité du fascisme et la menace qu'il représentait :

[Este jornal] visa refletir e incentivar a solidariedade dos Brasileiros à causa da libertação de Espanha e Portugal das ditaduras que oprimem esses países [...]. Pretendem contribuir também para o combate ao fascismo em nosso próprio país, alertando a opinião pública para o perigo da infiltração falangista e salazarista e fazendo um trabalho de esclarecimento que concorra para fortalecer e consolidar o regime democrático no Brasil²⁸.

Dans cette perspective, la représentation diplomatique du régime espagnol au Brésil constituait une menace pour la démocratie brésilienne. *Libertação* dénonçait ainsi l'action de propagande franquiste qui se développait auprès des émigrés mais aussi dans la presse et dans divers cercles politiques du pays. Il fallait rester attentif aux publications de l'ambassade et aux fausses nouvelles de la propagande franquiste. L'article de Pascual Nuñez Arca, « *La verdad sobre Franco* », constituait un exemple type de ce genre d'argumentation. Arca était un migrant économique, fondateur d'une maison d'édition spécialisée dans la littérature espagnole et qui fut un instrument de diffusion de la culture *galega* (galicienne) au Brésil²⁹.

A representação diplomática franquista nos países onde ainda é suportada ocupa-se da distribuição de 'Ecos da Espanha' e 'Relatórios' documentos grosseiramente falsos e desonestos [...] mentiras e falsificações do mesmo estilo das aqui distribuídas pelos integralistas das mãos dos nazis e dos padres espanhóis e agentes do franquismo no Brasil³⁰.

Tout comme la Guerre Civile était une guerre « universaliste », l'opposition antifranquiste se devait d'être « universelle ». Une colonne intitulée « *Mundo contra Franco* » (Le monde contre Franco) informait des activités de l'opposition antifranquiste en exil présentée comme la continuité d'un combat pour la démocratie après la fin de la Guerre civile. Les héros étaient les anciens combattants, comme Largo

²⁷ J. Cortesão, « Saudação ao Povo Espanhol », *Libertação*, 14 avril 1947, p. 1.

²⁸ « *Libertação*, a serviço da causa democrática de Espanha e Portugal », *Libertação*, 14 avril 1947, p. 2.

²⁹ http://www.lavozdegalicia.es/santiago/2011/01/06/0003_8948291.htm, consulté le 10 octobre 2012.

³⁰ Pascual Nuñez Arca, « A verdade sobre a Espanha. Da proclamação da República ao Reinado de Franco », *Libertação*, 14 avril 1947, p. 13.

Caballero ou Dolores Ibarruri, mais on y évoquait aussi de nouveaux combattants, les guérilleros qui étaient décrits de façon "romantique" et saisissante³¹ : le combat qu'ils menaient était le dernier avatar de la guerre contre le franquisme sur le sol espagnol :

Num lugar das montanhas de Guadarrama, ao norte de Madrid, convivi com os guerrilheiros espanhóis. Em plena madrugada, com lua cheia –esta lua espanhola que é como holofotes para os aviões, segundo me disse um dos guerrilheiros– eu tinha marcado um encontro com eles [...]. Marchei pelas montanhas, junto com cerca de 80 guerrilheiros [...]. Não podíamos cantar por ser preciso andar com cuidado. As canções vieram mais tarde³².

Le journal se présentait comme le porte-parole des guérilleros dont il fallait faire partager les expériences et les actions pour éprouver la fragilité du franquisme. Il exhortait les immigrants à réagir contre la propagande franquiste et assimilait la guérilla à une forme de « banditisme » salvateur. Dans ces reportages, les représentations des guérilleros évoquaient la mort épique des nouveaux héros mais les dessins destinés à frapper l'opinion publique dépeignaient Franco comme un dictateur sanguinaire. La caricature dénonçait la brutalité du franquisme et la représentation la plus habituelle était celle qui montrait le général en uniforme. Une des caricatures représentait Franco sur un tas d'ossements humains, cette assimilation entre l'image de la mort et celle du dictateur était présente dans plusieurs de ces illustrations publiées durant l'exil³³. Le général Franco y apparaissait ainsi comme l'incarnation du mal, comme le fossoyeur des bienfaits de la République, comme l'artisan des charniers et le responsable de la misère de l'après-guerre.

Comme ce fut le cas avec le *Boletim da ABAPE*, les changements politiques survenus au Brésil eurent une incidence sur la distribution du journal. Mais dans le cas de *Libertação*, la parution du journal prit fin à cause des coûts et de l'impossibilité pour les exilés de maintenir leur périodique. Après cet épisode, Espagnols et Portugais traversèrent une période de séparation temporaire. Les années suivantes furent, en effet, marquées par l'absence d'actions communes jusqu'en 1961, lorsque le paquebot *Santa Maria* fut détourné par un groupe formé d'exilés portugais et espagnols qui mit à nouveau la collaboration des deux groupes sous les projecteurs³⁴.

³¹ Arostegui y Marco 2008; Silvestre 2002; Marco 2012.

³² Alan Hermann (Allan, Ted), « Luta heroica dos guerrilheiros espanhóis », *Libertação*, 14 avril 1947, p. 8.

³³ Buil 2006, 77-98.

³⁴ Paulo 2010, 26.

Conclusion : quelle est l'importance de la presse de l'exil ?

« *El mundo del exilio está lleno de personas cuyo rastro se ha perdido* » écrivait José Estruch³⁵. La grande question qui peut être posée à partir de cette analyse est : quelle est l'importance de la presse exilée ? Quel fut son rôle au sein de la communauté espagnole et portugaise résidant au Brésil ? Quelle a été son importance pour le mouvement des exilés dans le monde ? Ces périodiques n'ont pas eu de couverture nationale et leur publication fut irrégulière. L'impact du *Boletim da ABAPE* fut ainsi limité par un faible tirage et un public très ciblé et il en va de même du journal *Libertação*.

Toutefois, la presse d'exil constitue un témoignage important pour l'histoire des exilés et de l'exil républicain au Brésil. En raison de la destruction des archives lors de la fuite d'un pays vers un autre (comme le départ des républicains espagnols délaissant d'abord l'Espagne, puis la France à partir de l'occupation nazie), de la répression et du manque d'intérêt à leur égard, les associations d'exilés disparurent sans laisser de traces et elles constituent ainsi un monde englouti que l'historien doit patiemment reconstruire. Bien que les périodiques de l'époque ne soient pas nombreux, ils représentent une ressource unique pour la reconstruction de la vie de ces groupes dans l'exil.

En effet, la découverte du journal *Libertação* dans les archives des exilés portugais au Brésil fournit un nouveau chapitre dans l'histoire d'immigration et de l'exil. L'analyse des articles du *Boletim* et de *Libertação* a permis de réunir des informations sur l'action des exilés et d'entrevoir les appuis dont ils purent bénéficier au Brésil ; elle rend compte du fonctionnement interne des groupes et la reconstitution des réseaux établis dans les pays d'accueil avec d'autres émigrations politiques, les émigrants économiques ainsi que les cercles de solidarité. En outre, les arguments utilisés dans la presse des exilés offrent une vision des stratégies de lutte mises en pratique en faveur de la fin de la dictature. Certes, les thématiques couramment employées sont communes à la propagande de toutes les oppositions ibériques. Toutefois, les thèmes tels que la menace des régimes fascistes ibériques contre un monde démocratique surgissent à côté des plaintes contre la répression et les

³⁵ José Estruch cité par Catalán 2007, 21.

méthodes fascistes utilisées par le franquisme et le salazarisme et constituent le moyen de consolider les liens et l'identité politique des exilés autour du rejet de l'Espagne nationaliste, fossoyeur de la République sociale.

Actuellement, l'histoire des exilés espagnols, avec la collaboration d'historiens de divers pays, est en train d'être réécrite³⁶. Dans le cas du Brésil, malgré le nombre d'émigrés et exilés espagnols et portugais, on dénombre peu de travaux³⁷. Or, sans de nouvelles recherches engagées dans ce domaine, il sera impossible pour l'historien de connaître cette réalité-là de l'exil portugais. Tout un pan de l'histoire de l'immigration et de l'exil reste, ainsi, encore à explorer et, sans nul doute, les périodiques d'associations d'émigrants et d'exilés constituent des instruments privilégiés pour écrire ce chapitre méconnu du passé portugais.

Références bibliographiques

- Alted Vigil, Alicia, 2000, *La voz de los vencidos. El exilio republicano de 1939*, Madrid, Santillana.
- Arostegui, Julio y Marco, Jorge, 2008, *El último frente. La resistencia armada antifranquista en España, 1939-1952*, Madrid, La Catarata.
- Buil, Aránzazu Sarría, 2006, « Sátira y caricatura desde el exilio en torno a la figura del general Franco », Marie-Claude Chaput et Manuelle Peloille (coords.), *Humor y política en el mundo hispánico contemporáneo*, Université Paris X-Nanterre, PILAR, p. 77-98.
- Carone, Edgar, 1976, *O Estado Novo (1937/1945)*, São Paulo, Difel.
- Catalán, Luís Monferrer, 2007, *Odisea en Albión : Los Republicanos Españoles Exiliados en Gran Bretaña, 1936*, Madrid, Ediciones de la Torre.
- Clímaco, Ana Cristina Pereira, 1998, *L'exil politique portugais en France et en Espagne : 1927-1940. Dissertação de doutoramento em Sociedades Ocidentais, apresentada à Universidade de Paris 7*, 4 v., Paris.
- Clímaco, Cristina, 2009, « Le non-voyage des exilés politiques portugais » in : Dulphy, Anne, Léonard Yves et Metard-Bonucci, Marie-Anne (dir.), *Intellectuels, artistes et militants. Le voyage comme expérience de l'étranger*. Bruxelles, PIE Peter Lang, p. 119-135
- Dreyfus-Armand, Geneviève, 1999, *L'exil des républicains espagnols en France. De la Guerre civile à la mort de Franco*, Paris, Albin Michel.
- Farinha, Luís, 1998, *O Revirinho : revoltas republicanas contra a ditadura e o Estado Novo (1926-1940)*, Lisbonne, Estampa.

³⁶ Pour le cas des exilés espagnols et portugais en France, on se réfèrera notamment à Milza et Peschanski 1994, Dreyfus-Armand 1999, Alted 2005, Clímaco 2009 ; en Amérique du Sud : Schwarzstein 2001, Tobar 2011, Lida 1997.

³⁷ Souza 2005, Moraes 1997, Paulo 2009.

- Fausto, Bóris (org.), 1991, *História geral da civilização brasileira. Tomo III : O Brasil Republicano, 3ª. vol. Sociedade e Política (1930-1964)*, 5ª. ed., Bertrand Brasil, Rio de Janeiro.
- Gómez, Hipólito de la Torre, 1998, *A Relação Peninsular na Antecâmara da Guerra Civil de Espanha (1931-36)*, Lisbonne, Cosmos.
- Lida, Clara, 1997, *Inmigración y exilio. Reflexiones sobre el caso español*, Madrid, Siglo XXI Editores.
- Loff, Manuel, 2008, « O Nosso século é Fascista! » O mundo visto por Salazar e Franco (1936-1945), Porto, Campo das Letras.
- Marco, Jorge, 2012, *Guerrilleros y vecinos en armas. Identidades y culturas de la resistencia antifranquista*, Granada, Editorial Comares.
- Milza, Pierre et Peschanski, Denis, 1994, *Exils et migration. Italiens et espagnols en France. 1938-1946*, Éditions L'Harmattan, Paris.
- Moraes, Maria Candelária Volponi, 1997, *Centro Democrático Espanhol : um pedaço da Espanha no Coração de São Paulo (1957-1975)*, São Paulo, PUC.
- Moura, Gerson, 1980, *Autonomia na Dependência*, Rio de Janeiro, Nova Fronteira.
- Oliveira, César, 1987, *Salazar e a Guerra Civil de Espanha*, Lisboa, O Jornal.
- Palamatchuk, Ana Paula, 1997, *Ser comunista intelectual : escritores brasileiros y el comunismo, 1920- 1945*, São Paulo, Universidad de Campinas, Teses.
- Paulo, Heloisa, 2009, "O exílio português no Brasil : Os 'Budás' e a oposição antisalazarista", in : *Portuguese Migrations in Comparison : Historical Patterns and Transnational Communities. Portuguese Studies Review*, vol. 14, num. 2. Trent University, Peterborough, Ontario, p. 125-142.
- Paulo, Heloisa (éd), 2010, *Memórias das Oposições (1927-1969)*, Coimbra, Minerva Editora.
- Paulo, Heloisa, 2011, 1961: o Assalto do Santa Maria e o desmoronar do regime salazarista em Portugal, in : *História Revista*, V. 16, Janeiro/Junho, p. 53-80.
- Rosas, Fernando (ed.), 1998, *Portugal e a Guerra Civil de Espanha*, Lisbonne, Colibri
- Rosas, Fernando, 1994, *O Estado Novo (1926-1974)* in : José Mattoso (ed.) *História de Portugal* (vol. VII), Círculo de Leitores, Lisboa.
- Ruiz, David, 2008, *Octubre de 1934. Revolución en la República española*, Madrid, Síntesis.
- Samper, M R., 2005, *La oposición durante el franquismo. El exilio republicano*, Madrid, Encuentro.
- Schwarzstein, D., 2001, *Entre Franco e Perón. Memoria e identidad del exilio republicano español en Argentina*, Barcelone, Crítica.
- Silvestre, Dolores Marín, 2002, *Clandestinos. El maquis contra el franquismo*, Barcelone, Plaza & Janés.
- Souza, Ismara Izepe de, 2005, *Solidariedade Internacional. A comunidade espanhola do Estado de São Paulo e a Polícia Política diante da Guerra Civil de Espanha (1936-1946)*, São Paulo, Humanitas.
- Tobar, Ernesto Mächler, 2011, *L'exil espagnol dans les Amériques*, Paris, Editions Indigo et Côtés femmes.
- Torgal, L. R, 2009, *Estados. Novos. Estado Novo*, Coimbra, Imprensa da Universidade.

Mémoires d'exil : Maria Archer, une femme anti-salazariste au Brésil

Armanda Manguito Bouzy -
Université de Nice Sophia-Antipolis¹

« O século XX é, com efeito, a era do refugiado, da pessoa deslocada, da imigração em massa »

Edward B. Saïd, Reflexões sobre o exílio (2003)

« Fui sempre um exilado, mesmo antes de sair de Portugal »

Jorge de Sena (1978)

Résumé

Harcelée par la censure salazariste, la journaliste et romancière Maria Archer (1899-1982) s'exile au Brésil dès l'année 1955 pour y retrouver sa liberté d'expression. Installée à São Paulo, elle travaille avec un groupe d'exilés portugais à la rédaction du journal *Portugal Democrático*, consacré essentiellement au combat politique contre l'*Estado Novo* de Salazar. Tout au long des années 1956 à 1963, Maria Archer y publiera plusieurs articles démontrant son opposition aux méthodes fascistes employées par Salazar : police politique, répression sociale et culturelle, censure, propagande. L'étude analyse trois articles qui montrent que l'exil de Maria Archer, loin d'être un renoncement, signifie une renaissance de son combat politique contre la dictature.

Mots-clés : Exil, Dictature, Censure, Maria Archer, Brésil, *Portugal Democrático*

Abstract.

Harassed by Salazarist censorship, Journalist and Novelist MariaArcher (1905-1982) chose to exile herself in Brazil in search of freedom of expression. Based in St. Paulo, she worked with a group of Portuguese exiles for the Editor of *Portugal Democrático*, a newspaper devoted primarily to political struggle against Salazar's Novo Estado. During the years 1956-1963 Maria Archer published several articles demonstrating her opposition to the methods used by the fascist political regime of Salazar; political police, social and cultural repression, censorship and political propaganda. The analysis of these three articles reveal that the exiled Maria Archer, far from renouncing her beliefs, had resumed her political struggle against dictatorship.

Key words : exile, dictatorship, censorship, Maria Archer, Brazil, *Portugal democrático*.

¹ Maître de Conférences, Armanda Manguito Bouzy est directrice de la Section de Portugais de l'UNSA depuis 2002. Après une thèse intitulée *Images de femmes dans le roman portugais des années 20 et 30* (Bordeaux, 2001), elle consacre principalement sa recherche à la question du féminisme dans les littératures lusophones des années 1920 et 1930.

Introduction

Née à Lisbonne le 4 janvier 1899, Maria Emília Archer Eyrolles Baltasar Moreira est une personnalité du monde littéraire lusophone quelque peu oubliée. Essayiste, romancière et dramaturge, elle est l’auteure d’une trentaine d’ouvrages publiés entre 1935 et 1963. Dans la plupart de ses romans et de ses nouvelles comme *Três Mulheres* (1935), *Ida e volta dum caixa de cigarros* (1938), *Ela é apenas Mulher* (1944), *Aristocratas* (1945), *Há-de haver uma lei* (1949), Maria Archer décrit la destinée de personnages féminins amenés à lutter pour imposer leur mode de vie et leur liberté ou tout simplement pour survivre. À son activité de femme de lettres, elle ajouta un intense engagement de journaliste très critique par rapport au pouvoir salazariste.

Les raisons de l’exil brésilien

Après avoir assisté de décembre 1952 à février 1953, en tant que journaliste accréditée par le journal *República*, aux trois procès intentés par le régime salazariste au capitaine Henrique Galvão pour une prétendue conspiration contre le pouvoir, la romancière Maria Archer se trouva en butte aux persécutions de la PIDE². Le 19 juin 1953, alors qu’elle achevait la rédaction d’un manuscrit à partir des notes prises lors des audiences du Tribunal militaire, la saisie à son domicile d’une partie de ses écrits par les agents de la police politique salazariste l’empêcha de mener à bien l’édition d’un livre consacré à cet événement d’une grande résonance politique.

Une nouvelle fois entravée dans sa liberté d’expression, élément essentiel à la poursuite de ses activités littéraires, Maria Archer – qui avait déjà vu deux de ses ouvrages saisis par la censure du régime³ – décidait de s’exiler au Brésil en juillet 1955. Cette véritable agression policière fut vécue par elle comme une blessure à la fois personnelle et sociale. De fait, ainsi que l’analyse Claudio Bolzman, « dans nombre de situations qui conduisent à l’exil, les acteurs sociaux concernés sont confrontés à des formes de violence et de stigmatisation qui remettent en cause l’image positive d’eux-

² Voir Manguito Bouzy 2012.

³ Le recueil de nouvelles *Ida e volta dum caixa de cigarros* fut censuré en 1939 ; le roman *Casa sem pão* en 1947.

mêmes et leur place dans la société »⁴. Comme elle le déclare au quotidien *Diário de Notícias* de Rio de Janeiro, dans une entrevue du 15 janvier 1956, ces événements répressifs furent la principale raison de son départ du Portugal :

Vim para o Brasil, tendo chegado dia 15.07.1955, porque já não podia viver em Portugal. A ação da censura asfixiou-me e tirou-me os meios de vida. Apreenderam-me dois livros publicados, assaltaram-me com policiais a casa e levaram-me um original que ainda estava escrevendo, violência inédita em países de civilização europeia⁵.

Maria Archer, qui rejoint au Brésil une forte communauté d'exilés politiques portugais – constituée essentiellement d'hommes –, fait alors l'expérience d'un exil tout à fait différent de l'exil doré des années de jeunesse où elle résidait avec ses parents dans les « provinces africaines » du Mozambique, de la Guinée-Bissau et de l'Angola⁶. Des séjours qui n'étaient en réalité qu'un éloignement de la métropole⁷, mais qui apportèrent à la future écrivaine une connaissance approfondie de la lusophonie. Cette connaissance induira plus tard l'écriture d'essais sur la situation des provinces portugaises d'outre-mer.

Il s'agit cette fois d'une véritable séparation de la mère patrie, « d'un exil politique en tant qu'expulsion hors des frontières, bannissement, déportation »⁸. Le terme exil est ici appréhendé au sens étymologique, où l'entend Yannis Kiourtsakis, du grec ancien *ξενιτεία* « qui se réfère à l'expatriation, mais qui désigne également le pays étranger en tant que tel »⁹. Si le risque d'une telle perte de la patrie provoque fréquemment, dans l'attente du retour, celle d'une perte de soi, il n'en est pas moins vrai que « l'exil peut s'avérer libérateur »¹⁰, voire révélateur d'une identité forgée par l'épreuve qui est imposée au banni. Ce qui paraît être le cas de Maria Archer. En effet, l'exil « n'est pas toujours cet éloignement tragique qui nous fait perdre tout lien avec l'origine »¹¹, surtout quand on considère que la romancière se retrouve dans un pays uni au Portugal par des liens historiques, linguistiques et culturels spécifiques.

⁴ Bolzman 2006, 2.

⁵ *Diário de Notícias*, 15/01/1956. Dans toutes les citations, l'orthographe, la ponctuation et l'accentuation des textes originaux ont été conservées en l'état.

⁶ Voir Pires Martins 2005.

⁷ Pour une biographie plus complète de Maria Archer, voir Batista 2008.

⁸ Kiourtsakis 2012, 2 (document pdf).

⁹ Kiourtsakis 2012, 2.

¹⁰ Kiourtsakis 2012, 4.

¹¹ Bianchi 2005, 9, § 32 (document pdf).

Toutefois, dans un premier temps, pour elle comme pour tous les exilés, « l'exil est une situation de rupture radicale de la place de quelqu'un dans la société. C'est perdre son lieu dans le monde¹² ».

Certes, la romancière portugaise trouvera une certaine liberté d'expression au Brésil, mais cette liberté restera entachée par le souvenir de son passé qui fait d'elle une éternelle torturée, l'empêchant ainsi d'accéder à un bonheur total dans ce pays d'accueil, car « l'étranger continue de se sentir menacé par le territoire d'autrefois »¹³ comme le souligne Julia Kristeva.

D'une manière générale, si les définitions de l'exil se recourent les unes les autres, les analyses de cette coupure, de cette fracture, de cette perte – selon les termes choisis par Olivia Bianchi¹⁴ – peuvent différer d'un espace à l'autre, d'un moment historique à l'autre, d'une mentalité à l'autre. Pour notre part, il nous est apparu que le résumé de l'analyse d'Olivia Bianchi correspond parfaitement à la situation vécue par Maria Archer :

L'exil, qui consiste en la privation d'un lieu propre pour un individu ou un peuple, se révèle comme perte de l'origine. Cette détermination *a priori* négative n'atteint pas seulement le corps, mais aussi la conscience dont est dévoilée alors la structure ontologique fondamentale. La conscience se manifeste en effet comme faculté de se projeter au-delà de son lieu propre. Pour vivre, elle doit s'exiler. Mais puisque le concept d'exil inclut celui du retour, il apparaît que l'exil de la conscience annonce également l'avenir de retrouvailles avec l'origine, c'est-à-dire Dieu¹⁵.

Une fois au Brésil, un des premiers soucis de Maria Archer fut de publier *Os últimos dias do fascismo português*¹⁶, un essai percutant – au titre ironique¹⁷ – qui relate les deux premiers procès contre le capitaine Galvão. L'écrivaine y démonte, point par point, l'iniquité et l'arbitraire du pouvoir juridique salazariste. Cette tâche, qu'elle n'aurait pu accomplir au Portugal en raison de la censure, sera menée à bien en décembre 1959 à São Paulo. Le procès ayant eu lieu de décembre 1952 à

¹² Bolzman 2012, n. p.

¹³ Kristeva 1988, 13.

¹⁴ Bianchi 2005, 2, § 1.

¹⁵ Bianchi 2005, 11.

¹⁶ Archer 1959.

¹⁷ Inspiré du fameux roman d'Edward Bulwer-Lytton paru en 1834, *The Last Days of Pompei*. Ce titre avait connu un regain d'intérêt en 1959 avec le péplum éponyme de Sergio Leone.

février 1953, Maria Archer devra faire un nécessaire effort de mémoire pour rétablir par l'écriture le lien avec le passé. La procédure correspond à l'analyse de l'exil de Janine Altoulian pour qui, « en convoquant la mémoire, l'acte d'écrire élabore une mise en lien de l'auteur à un monde effacé »¹⁸.

Au cours de cet exil brésilien d'environ un quart de siècle (1955-1979), Maria Archer mena de front une triple activité d'engagement sociopolitique : de journaliste auprès de trois journaux différents – *A Gazeta*, *O Estado de São Paulo* et *Portugal Democrático*¹⁹ –, d'écrivaine auteure de romans et d'essais divers et, finalement, de femme dans un monde où les pouvoirs étaient encore essentiellement masculins.

La collaboration politique à Portugal Democrático

Principal organe de la presse libre des Portugais exilés politiques au Brésil, le journal *Portugal Democrático* commença à être publié à São Paulo, en 1956, par une communauté portugaise anti-salazariste, de diverses obédiences politiques, basée à São Paulo et sa région. Maria Archer appartenait, depuis un an, à ce groupe très hétérogène constitué de communistes, de républicains libéraux et, y compris, de monarchistes, tous réunis par leur engagement antifasciste²⁰. Toutefois, le Conseil de Rédaction était regroupé autour d'un noyau dur formé principalement de militants du Parti Communiste portugais, parmi lesquels Miguel Urbano Rodrigues qui, le 25 avril 2009 au cours d'une conférence donnée à Grenoble, évoquait ainsi cette épopée dont il est un des derniers survivants :

Durante anos, formámos uma força de batalha inesquecível. A equipa, de uma solidariedade granítica, tornando real a máxima: « todos por um, um por todos », conseguiu fazer da camaradagem amizade. Na luta eles desenvolveram, como homens e revolucionários, as suas melhores potencialidades. Sou hoje um dos poucos sobreviventes desse maravilhoso colectivo. Ele permanece no meu imaginário como confirmação de que, em circunstâncias excepcionais, o sonho do homem novo se torna quase realidade²¹.

¹⁸ Altoulian 2010, 2.

¹⁹ Voir Batista 2008, 23-36.

²⁰ Pour une histoire circonstanciée et une présentation plus complète de *Portugal Democrático*, voir Rodrigues 2003, 182-189, Ramos 2004, Gilda Santos 2005 ainsi que Silva 2006.

²¹ Rodrigues 2009, n. p.

La romancière journaliste participa à la rédaction du journal dès sa création et y fut très active de 1956 à 1962²². Elle y travailla en relation avec des intellectuels portugais renommés comme Jorge de Sena, Victor Ramos, Miguel Urbano Rodrigues et Sarmiento Pimentel.

Le contenu du journal était bien sûr essentiellement politique. Il servait de tribune aux opposants au régime salazariste et lançait des appels à la solidarité en faveur d'autres pays opprimés, encore sous le joug fasciste comme l'Espagne, tout en faisant place aux expressions artistiques et culturelles. Sous forme mensuelle, après des débuts balbutiants, *Portugal Democrático* publia deux cent cinq numéros du mois de juillet 1956 au mois d'avril 1975. Réservé tout d'abord à une diffusion locale, São Paulo et sa région, le journal se répandit peu à peu à travers le Brésil, pour toucher ensuite les foyers d'opposition à Salazar établis en Amérique du Sud et se faire connaître jusqu'au Portugal²³.

Dans une série d'articles, Maria Archer analyse quelques-uns des mécanismes d'exclusion dont elle a été victime, non seulement en tant qu'opposante politique à un système totalitaire, mais également en tant que femme engagée dans les premiers combats du féminisme. Dans un premier temps, un rapide passage en revue des titres des différents articles signés par Maria Archer donnera une impression d'ensemble de son engagement :

- Octobre 1956, « A censura à imprensa e ao livro » ;
- Janvier 1957, « Um vencido » ;
- Février 1957, « Carta aberta à sua Majestade britânica Isabel II » ;
- Avril 1957, « Eu e "A voz" » ;
- Mai 1957, « Eleição de Candidato UNICO » ;
- Octobre 1958, « Cai sobre nós, esta vergonha, mulheres ! » ;
- Juillet 1959, « Somoza, Salazar E C.^a » ;
- Octobre 1960, « A Revolução Aurea » ;
- Mai 1962, « Avacalhar e Portugalizar » ;
- Septembre 1963, « Brasil, Fronteira da Africa » ;
- Octobre 1963, « Simbolo e Mito do 5 de Outubro ».

²² Silva 2000, 22.

²³ Cf. Silva 2010.

En avril 1957, la préface d'un de ses ouvrages, *Terras onde se fala português*, fut également publiée dans *Portugal Democrático* ; en février 1960, un article est consacré à son livre *Os últimos dias do fascismo português* et quatre mois plus tard, en juin 1960, le journal publia un résumé d'une de ses conférences « Maria Archer fala sobre a Africa Portuguesa ».

La censure, pilier du régime salazariste et chemin de croix de Maria

Archer

À la fois journaliste et romancière, Maria Archer fait de la liberté d'expression une condition essentielle de ses activités professionnelles. La presse et la littérature constituent ainsi pour elle deux *media* intimement liés l'un à l'autre comme le démontre le titre de sa première chronique dans *Portugal Democrático* : « A Censura à Imprensa e ao Livro »²⁴. L'auteure y pose le problème de l'existence de la censure dans certains pays, notamment l'Espagne et le Portugal, au niveau général de la liberté de pensée et d'expression. Pour elle, rien – pas même la raison d'État – ne saurait justifier une telle entrave à la vérité et à l'acte créatif²⁵. Pour développer plus avant son argumentation, Maria Archer a recours à des personnalités célèbres du monde de la pensée et de la littérature telles que Blaise Pascal et Daniel Rops, auteur de *Jésus en son temps* dont elle utilisera une page en exergue de son ouvrage *Os últimos dias do fascismo português*. Cet épigraphe met ainsi en parallèle le déni de justice qui fut opposé à Jésus-Christ par Ponce-Pilate et le Sanhédrin avec le jugement inique du capitaine Henrique Galvão par le régime salazariste²⁶.

Maria Archer cite également trois grands noms des lettres portugaises, Camões, Gil Vicente et Eça de Queirós, « *monumentos do genio português* » dont elle assure qu'ils n'auraient pu être publiés si une censure d'État, semblable à celle de Salazar, avait existé de leur temps. En outre, Maria Archer décrit l'acharnement de cette censure et propose son propre témoignage. Ainsi, c'est en sa qualité d'auteure de fiction qu'elle a été censurée illégalement, puisque, selon les lois « *salazarentas* » elles-mêmes, les ouvrages de fiction ne sont pas assujettis à une censure préalable : « *Os meus livros foram apreendidos sem a mínima justificação do acto e sem sequer*

²⁴ Archer 1956.

²⁵ Archer 1956, 5a.

²⁶ Archer 1959, n. p.

me ser dada resposta aos pedidos que fiz para que essa explicação me fosse fornecida²⁷ ».

De fait, les deux livres saisis par la censure salazariste étaient des contes et un roman dont Maria Archer assure qu'ils étaient des ouvrages « *sem substancia política, de pura ficção, enraizadas no neo-romantismo corrente na Europa e Américas, e que nem na forma ou na ética, destacam do que é habitual nas literaturas coevas²⁸ ».*

Après avoir posé ainsi, dans cette première chronique, les jalons des raisons expliquant son propre exil, Maria Archer organise son argumentation contre la censure de manière à la fois politique et artistique. À son avis, du simple fait que la censure salazariste est un frein à la création, elle met la littérature portugaise en situation d'infériorité dans le cadre international, expliquant par là-même l'absence d'écrivain portugais de renommée mondiale à cette époque :

Nenhum escritor português procura, hoje, produzir a obra de ressonancia universal, mas apenas humilhada e dolorosamente, salvar o livro da apreensão. É a censura, órgão oficial de [sic] Salazar, que coloca a literatura portuguesa em forçada inferioridade perante a literatura mundial, e retira aos seus operarios a possibilidade de erguer o nome de Portugal nesse plano [mais alto] em que uma nacionalidade [...] se afirma no espaço e no tempo²⁹.

À partir de ces prémisses, Maria Archer commente le mécanisme d'exclusion de la vie culturelle dont sont victimes les artistes et écrivains portugais qui, refusant la censure, essayent de créer une œuvre authentique. Il ne leur reste que l'exil pour se réapproprier leur dignité, acte particulièrement difficile car ce qui est perdu précisément dans l'exil « c'est le sens de cette rencontre inédite entre un individu et la vie : l'exilé n'a plus devant ses yeux la raison totale de son existence, il n'en a que des bribes, des séquences, des souvenirs...³⁰ ». De l'autre côté, ceux qui acceptent de travailler dans des conditions indignes ne sauraient trouver grâce aux yeux de Maria Archer :

²⁷ Archer 1956, 5c.

²⁸ Archer 1956, 5c.

²⁹ Archer 1956, 5e.

³⁰ Bianchi 2005, 2, § 1.

Aqueles que produzem arte e literatura dirigidas não são artistas e escritores, são artífices, são cedadores. As suas obras podem ser de utilidade para qualquer facção política mas não valem como Arte Literaria³¹.

Pour Maria Archer, l'institution de la censure est une atteinte insupportable à la qualité d'artiste et d'écrivain, elle est un organe de destruction de la personnalité de l'artiste : « *Dai eu afirmar que a existencia da Censura destrói o artista e o escritor. Ficamos potencialmente vencidos antes de ter lutado, destruídos como maquinismo produtor*³² ».

De fait, le thème de la censure – principale raison de son exil –, va servir à Maria Archer de véritable tribune pour dénoncer toutes les exactions d'un régime honni par les Portugais épris de démocratie :

A Censura então, põe em campo as maiores forças repressivas do Estado salazarento, A SUA POLICIA POLITICA, A P.I.D.E., e manda aprisionar o bandido. Entretanto, nessa ocasião, vendem-se pelo País outros livros carregados da mesma valoração filosófica ou artística e que ninguém incomodam e de ninguém são perseguidos³³.

La journaliste ne perd pas l'occasion d'attaquer directement la personne de Salazar, véritable maître à danser d'un système répressif dont les fondements sont constitués précisément par la Censure, la PIDE et la Propagande : « A Censura foi apenas mero instrumento dos fins secretos de um delator disfarçado em moralista ou nacionalista [...].³⁴ »

Ce faisant, Maria Archer jette les bases de ce qui va être pendant une vingtaine d'années encore son action militante anti-salazariste, celle d'une exilée acharnée à rétablir la démocratie dans son pays. C'est donc d'abord en tant qu'écrivaine qu'elle se révolte contre une réalité géopolitique qui fait d'elle une extradée, une bannie qui pourrait se sentir en état d'infériorité. Bien au contraire, Maria Archer tire sa force de la situation qui lui est imposée et l'emploie à alerter les organismes internationaux :

³¹ Archer 1956, 5e.

³² Archer 1956, 5e.

³³ Archer 1956, 6a.

³⁴ Archer 1956, 6a.

É um prola da dor e vexame dos escritores e artistas portugueses que eu apelo desta tribuna humilde, para a O.N.U., para a Unesco, para os escritores brasileiros, para os escritores de todo o mundo, para a consciencia universal³⁵.

La romancière situe ainsi son combat politique pour la démocratie dans un cadre collectif universel, celui de la création artistique et littéraire, et essaye de mobiliser la conscience internationale. Toutefois, cette tentative de généralisation s'appuie sur une expérience personnelle douloureuse, celle-là même qui l'a conduite à prendre le chemin de l'exil. Le traumatisme causé par la saisie à son domicile, le 19 juin 1953, d'un manuscrit inachevé est toujours présent, mais il s'inscrit déjà dans une conscience collective des mémoires de l'exil :

A nossa situação é tão dura e dolorosa que o livro chega a ser-nos apreendido em casa, ainda em original inacabado, ainda em cima da secretaria, como me aconteceu. A policia assaltou-me a casa e apropriou-se de um meu livro de Memorias na parte relativa ao ano 1952, e porque só essa eu tinha então comigo. Autentico atentado contra a propriedade particular, a par da opressão da liberdade do pensamento³⁶.

La personnalité de Maria Archer exilée se pose ainsi dans la perspective de la représentation d'une double minorité : elle est femme d'abord, femme écrivaine ensuite. Par ailleurs, bien que son combat se situe dans le cadre national du Portugal, l'écrivaine fait son possible pour lui donner un retentissement international.

L'apostrophe pamphlétaire à Élisabeth II

Le 15 février 1957, Maria Archer publie dans *Portugal Democrático* une longue lettre ouverte à Sa Majesté britannique Élisabeth II, avant le voyage que cette dernière doit effectuer au Portugal. L'importance du document est révélée par le fait qu'il est publié en cinq colonnes à la une, avec une photo de sa « gracieuse majesté », alors âgée de trente ans. L'exilée y reproche ouvertement à la reine de faire un voyage qu'elle ressent comme une véritable collaboration avec le régime dictatorial, une pure provocation à l'égard du peuple portugais.

Par le ton agressif de cette lettre ouverte, très peu diplomatique, Maria Archer fait preuve d'une belle audace, explicable par le fait qu'elle vient de s'affranchir du

³⁵ Archer 1956, 6a.

³⁶ Archer 1956, 6a.

carcan sociopolitique qui l'enserrait pour se retrouver plongée dans cette nouvelle liberté que Julia Kristeva définit comme « quasi hallucinatoire »³⁷. Comme tout étranger, elle devient son « seul maître », elle n'a « ni père, ni mère, ni Dieu ni maître...³⁸ » et encore moins de respect envers une reine...

Ainsi, c'est en des termes peu amènes, inscrits dans une longue période, que Maria Archer fait part explicitement à Élisabeth II des reproches dont elle l'accable :

Porque esse povo sabe que não vem fazer a um povo livre, igual do seu povo, um abraço fraterno, mas, tal como iria à Persia ou à Arabia Saudita, vai a Portugal para colaborar com o governo que o oprime e explora, vai a Portugal passear o esplendor da sua cabeça coroada, chefe de um povo livre, entre a humanidade sub-desenvolvida, conduzida a cajado de pastor e chicote de negreiro, por um governo de ditadura, vai retribuir a visita de propaganda do Presidente Craveiro Lopes e colaborar, mais uma vez com um dos governos ditatoriais da Península Ibérica, unicos no mundo ocidental, vergonha do mundo ocidental, nodoa que a Historia conservará, enquanto houver memoria de homens, sobre a honra dos estadistas triunfadores da ultima Guerra, sobre a honra dos estadistas actuais do mundo ocidental³⁹.

Longue et imagée, la période vaut comme une dénonciation de l'impérialisme britannique qui ne s'embarrasse pas de la dignité des peuples maltraités par leurs dirigeants. C'est en fait un véritable pamphlet que Maria Archer adresse directement à la reine du Royaume-Uni en lui déclarant d'emblée qu'elle est indésirable au Portugal : « *É que, em nossa judicção, não se justifica a presença da rainha da livre Inglaterra na Côte dictatorial de Salazar...*⁴⁰ ».

Il est bien évident que ce voyage d'Élisabeth II constitue avant tout pour Maria Archer un prétexte, cela lui permet d'attirer l'attention sur la situation politique au Portugal, sa véritable cible n'est pas la reine britannique, mais bien le régime salazariste. La romancière imagine ainsi comment va se dérouler la visite royale et dépeint, avec force détails, ce que les autorités portugaises feront voir à Élisabeth II, mais aussi ce qu'elles lui cacheront comme, par exemple, les mesures policières prises afin de surveiller les citoyens et d'éloigner les éventuels perturbateurs :

³⁷ Kristeva 1988, 35.

³⁸ Kristeva 1988, 35.

³⁹ Archer 1957a, 4b.

⁴⁰ Archer 1957a, 4d.

As ruas de Lisboa serão engalanadas, o povo, apático e silencioso, enfiletrará ao longo dos passeios, vigiado por Legionários e policiais, suspeitado em cada movimento ; policiais e legionários andarão de prédio em prédio, de apartamento em apartamento, intimidando e vexando os moradores fichando nomes e famílias, prendendo e desviando pessoas com passado político para residências fixadas aqui e além [...] ⁴¹.

Maria Archer n'oublie pas de mentionner le coût économique que représente pour le peuple portugais cette visite au cours de laquelle le gouvernement salazariste s'efforcera de montrer à la souveraine britannique un Portugal possédant un niveau de vie décent, alors que cet effort se fera aux dépens des finances locales : « *As municipalidades esgotarão novamente os cofres para corresponder às necessidades constantes da propaganda do regime* ». Ainsi, en quelques mots bien pesés, Maria Archer dresse pour la reine du Royaume-Uni un tableau de la dictature dans laquelle les Portugais se débattent depuis une trentaine d'années :

São 30 anos de ditadura em que as forças e os fuzilamentos não se fizeram sentir, mas a dominação se processou pela opressão do exercito, espionagem e torturas da policia, cerceio das liberdades politicas e civis e juridicas, exilios e internamentos em campos de concentração africanos, com ou sem julgamento e mesmo a prisão perpetua, « como medida de segurança », para acusados absolvidos nos tribunais ⁴².

La journaliste ne peut passer sous silence son cheval de bataille, c'est-à-dire son opposition à la censure salazariste, manifestation d'un pouvoir inique et cynique qui l'a forcée à s'exiler loin de sa patrie, afin de continuer à mener sa vie d'écrivaine :

A censura postal, a censura à imprensa, o saque de livros e manuscritos da casa dos autores, a proibição de greves, de reunião, de associação, de eleições livres, de pluralidade partidaria na politica, o condicionamento economico fecharam o circulo opressor ⁴³.

À travers les écrits de Maria Archer, l'allusion à sa propre expérience de la censure salazariste revient comme un leitmotiv manifestant ainsi ce traumatisme inconscient, cette souffrance vécue comme un viol de la conscience qui a déclenché la décision de l'exil et qui ne peut guérir, ainsi que l'analyse Marcelo Viñar : « *Cuando el trauma de la violencia política reasume su verdadero estatuto, el de acto político y*

⁴¹ Archer 1957a, 4c.

⁴² Archer 1957a, 4de.

⁴³ Archer 1957a, 4e.

*no el de enfermedad, entonces el proceso terapéutico será interminable, tan largo como la historia de la humanidad*⁴⁴ ».

Le mécanisme d'exclusion de l'espace et de la mémoire se produisait en fait au sein même de la mère-patrie depuis une trentaine d'années, raison pour laquelle le paradoxe qui sera énoncé en 1978 par Jorge de Sena, « *Fui sempre um exilado, mesmo antes de sair de Portugal* », rencontre un écho et une résonance anachroniques, vingt ans auparavant, dans l'écriture de la romancière. Ce paradoxe rappelle d'ailleurs étrangement, si l'on peut dire, la fameuse citation d'Aragon, « En étrange pays dans mon pays lui-même », que Julia Kristeva mettra en exergue de son ouvrage *Étrangers à nous-mêmes*. La même impression exista chez Maria Archer, quand elle put envisager sérieusement, après la Révolution des Œillets, l'idée de retour – consubstantielle à l'idée d'exil. L'écrivaine portugaise pensait ainsi qu'elle se retrouverait étrangère dans son propre pays : « *eu creio que, se eu puder algum dia reentrar em Portugal, terei decerto a impressão de andar pelas ruas dum pais estrangeiro*⁴⁵ ».

Certes, l'exil risque d'être pour celui qui le vit une perte définitive d'identité, mais la vie sous un régime dictatorial qui opprime toute velléité d'expression et de création est déjà l'assurance d'une mise sous le boisseau mutilante à plus d'un égard. Aussi peut-on considérer que les exilés portugais au Brésil ont subi « cette part de soi cachée, tue ou niée durant des décennies » avant même de s'exiler et que la récupération de leur identité s'effectue en fait dans ce travail de résistance collective qu'ils mettent en œuvre à travers la parution du journal *Portugal Democrático*.

En dénonçant au niveau international la situation politique au Portugal, Maria Archer s'évertue, au moyen d'une répétition incantatoire, à faire reconnaître que tous ceux qui vivent sous un régime dictatorial sont en quelque sorte, plus que des exilés de leur propre patrie, des bannis de la liberté :

São 30 anos em que as forças e fuzilamentos não se fizeram sentir mas em que se trituraram adversarios sob pressões economicas. Comissões e perseguições, exilios, torturas policiais, julgamentos, assassinatos nas prisões, vexames continuos, ameaças e intimidações,

⁴⁴ Viñar 2009, 7.

⁴⁵ Lettre du 7 avril 1975, *apud* Santos Botelho 1994, 39.

instalando-se a espionagem politica no lar e despedaçando-se nessa engrenagem os afectos familiares sob suspeitas e delações⁴⁶.

Un peu comme si l'exilé, coupable d'aimer à la fois son pays et la liberté, était condamné à exécuter une double peine. Aussi le voyage d'Élisabeth II au Portugal représente-t-il pour Maria Archer une occasion de dénoncer la dictature salazariste à partir d'un endroit où elle se trouve hors d'atteinte de la toute puissante censure :

Será possível que Vossa Majestade se enleve no coro de louvores unanime, que vai ouvir na imprensa portuguesa ? Asseguro-lhe que uma nota discordante chegará aos seus ouvidos, e é esta minha carta aberta. Posso escreve-la e publica-la porque me abriga a liberdade brasileira, identica à que o Vosso governo mantem e guarda na comunidade britanica que o acata. A censura portuguesa garantirá a beleza da orquestração louvaminheira e nem um comentario agri-doce destoará da euforia geral⁴⁷.

Interpelant directement la souveraine britannique, la romancière ne prendra pas de gants pour lui dire que c'est grâce notamment à la protection des pays démocratiques, « *livres nas suas instituições e nos seus homens, nomeadamente a Grã Bretanha e os Estados Unidos*⁴⁸ », que les dictatures ibériques, aussi bien la portugaise que l'espagnole, maintiennent leur population sous un joug féroce. Sans faire aucune concession diplomatique à la reine, Maria Archer profite de cette lettre ouverte comme d'une tribune pour dénoncer cet état de fait historique qui réduit le Portugal, avec la complicité des nations démocratiques européennes, au rang de pays sous-développé. La dénonciation ne serait pas complète sans une liste, même non exhaustive, des méfaits du dictateur ; nous y retrouvons l'idée centrale d'une censure omnipotente dans les principaux actes de la vie d'une nation⁴⁹ :

É que tambem sabemos que, negando-se aceitar os modernos metodos de educação, de produção, de assistencia social, dia a dia mais necessario pelo aumento da população e a terra escassa, Salazar integra-se na sobrevivencia medieval do corporativismo, nega aos portugueses o direito a eleições livres, a liberdade da palavra, da expressão, da reunião, da associação, da imprensa, do trabalho, da deslocação, da greve, da etica, da religião, da politica, mesmo da arte⁵⁰.

⁴⁶ Archer 1957a, 4e.

⁴⁷ Archer 1957a, 4e.

⁴⁸ Archer 1957a, 2d.

⁴⁹ Sur la question de la censure à l'époque de Salazar, voir Santos 2005.

⁵⁰ Archer 1957a, 2de.

Son destin personnel se conjuguant étroitement avec le destin collectif portugais, l'écrivaine Maria Archer ajoute à cette liste sa propre expérience d'une censure aveugle : « *Livros de contos, romances, poesias, memorias, quadros em exposição, peças de teatro, tudo ficou sujeito à censura oficial, à apreensão da policia, à queima do auto-da-fé !* »⁵¹. Et la journaliste de clore son développement par une image empruntée au Moyen Âge : « *Será ilusão se Vossa Majestade se julgar em Portugal num país do Seculo XX – sem ver que passeia por um patio de prisão do Santo Oficio*⁵² ».

Toutefois, profondément marquée par la culture chrétienne, Maria Archer refusera de terminer sur une image dévalorisante de la religion qui fait l'âme de son pays. Aussi élèvera-t-elle les débats dans une conclusion historico-religieuse par laquelle elle accuse une nouvelle fois, directement, la souveraine britannique de faire le jeu, à travers sa visite au Portugal, du fascisme salazariste : « *A visita de Vossa Majestade é uma das manifestações desse acordo sacrilego entre o Bem e o Mal, que todos os mitos e religiões combatem que o Cristianismo repele*⁵³ ».

Maria Archer prend alors une posture prophétique en déclarant « Os dias do fascismo estão contados », par quoi elle anticipe le titre de l'ouvrage *Os últimos dias do fascismo* qu'elle publiera deux ans plus tard à São Paulo. Elle en profite également pour vouer aux gémonies, par le biais de métaphores bibliques extrêmement bien choisies, à la fois les dictateurs ibériques et les fascismes de tout acabit :

Salazar, Franco, não tardaram a regressar ao pó de que saíram e a entregar as almas a Satanaz, sem que pesem na balança divina as pedras das igrejas que mandaram erguer. Pó, terra, cinza, nada, será o balanço do fascismo peninsular, como foi o dos mais fascismos. Talvez a geração sacrificada no nosso deserto não veja, tal como a bíblica, a Terra da Promissão⁵⁴.

Maria Archer se conçoit ainsi comme faisant partie d'une génération de résistants condamnés à l'Exode. La représentation culturelle dont elle fait état reste donc profondément marquée par un spiritualisme chrétien qui détermine une flagrante prise de position contre les fascismes démoniaques, lesquels sont contraires

⁵¹ Archer 1957a, 2e.

⁵² Archer 1957a, 2e.

⁵³ Archer 1957a, 2d.

⁵⁴ Archer 1957a, 2d.

à l'enseignement du Christ en raison de leur acharnement à détruire la personne humaine.

C'est de manière ironique que l'écrivaine conclura en s'adressant une nouvelle fois directement à la souveraine britannique :

Termino esta carta aberta com a reverencia que é devida a Vossa Majestade ; e muito respeitosa, peço licença para lhe lembrar um dado historico – Cristo foi crucificado sob a alegação duma razão de Estado ; e mais um preceito cristão – Não façam aos outros aquilo que não queres que te façam a ti⁵⁵.

La référence christique qui sert de conclusion à Maria Archer lui permet de reconstruire une mémoire qui va bien au-delà de son simple destin, bien au-delà du destin d'une génération condamnée au bannissement, bien au-delà du destin d'un pays sous un joug dictatorial. À travers la sentence christique, l'auteure professe une vérité universelle d'ordre éthique qui condamne par essence toute sorte de domination d'un être humain par un autre. Ainsi, tout en subissant un mécanisme d'exclusion de son espace identitaire originel, la romancière se situe dans un espace universaliste qui lui permet de sublimer les épreuves personnelles qu'elle a supportées. Son christianisme rejoint une sorte de stoïcisme imposé par les événements.

L'attaque directe contre Salazar et autres dictateurs

Les dons de pamphlétaire de Maria Archer se révéleront de manière tout aussi intransigeante, trois mois plus tard, à propos de la visite au Brésil, en juin 1957, de Craveiro Lopes, général de l'armée portugaise nommé, pour ainsi dire, au poste de Président de la République par Salazar, en 1952. Dans un article intitulé « Eleição de Candidato UNICO », Maria Archer qualifie d'entrée Craveiro Lopes d'usurpateur :

Mas contesto ao snr. Craveiro Lopes capacidade legal para receber nas suas mãos as homenagens prestadas no Brasil ao povo português ; contesto-lhe a qualidade de Presidente da Republica Portuguesa ; afirmo que a sua presença no Brasil, em representação do povo português, é uma usurpação identica à usurpação de Peron, Somoza, Trujillo, Rojas Pinillo, Franco, como Presidentes da[s] Republicas [...]⁵⁶.

⁵⁵ Archer 1957a, 2e.

⁵⁶ Archer 1957b, 1.

À la suite, la romancière raconte par le détail le simulacre d'élection démocratique organisé par Salazar pour mettre en place le candidat unique :

Craveiro Lopes [...] foi eleito Presidente da Republica por votos tão numerosos que, em muitas assembleias, atingiram o numero total dos inscritos no respectivo recenseamento. Mais uma vez os ausentes e mortos votaram no homem de Salazar. [...] O snr. Craveiro Lopes agarrou o título de Presidente da Republica Portuguesa numa barganha eleitoral tão caracterizada como a da eleição de Rojas Pinilla, ha meses, na Colombia⁵⁷.

La comparaison avec les dictatures latino-américaines se fait particulièrement insistante. En effet, Maria Archer se réfère à un article de Jean-Louis Clément, paru dans la revue *Réalités* du mois de mai de la même année, qui plaçait la dictature portugaise sur le même rang que celles de la Colombie, du Chili, de l'Équateur, du Costa Rica, du Pérou « e mais ditaduras americanas »⁵⁸. Elle n'hésite pas d'ailleurs à mettre le Président de la République Portugaise sur un pied d'égalité avec Juan Peron : « *O snr. Craveiro Lopes é tão representante do povo português como o snr. Juan Peron é ou foi representante do povo argentino*⁵⁹ ».

S'il est clair que les positions antifascistes de Maria Archer ne s'arrêtent pas aux frontières du Portugal, il est tout aussi évident que son militantisme se fonde sur une parfaite connaissance des rouages par lesquels Salazar impose un pouvoir sans partage à la société portugaise. La romancière explique comment la dictature salazariste – comme les autres régimes fascistes occidentaux de l'Allemagne nazie aux dictatures latino-américaines –, a mis en place un parti unique appelé *União Nacional*. Pendant les élections, ce parti unique, en noyant toutes les opérations de vote, facilitait par là-même les fraudes électorales et permettait l'élection sans problème du candidat promu par Salazar.

L'iniquité et le cynisme de ce pouvoir absolu sont tels qu'à la suite des élections, la frauduleuse victoire électorale ne lui suffisant pas, il organise une période « *inquisitorial em que as rebeldias dos animos fracos se abatem, a submissão se conquista em face da ameaça, o terror progride*⁶⁰ ». Maria Archer en profite ainsi pour rappeler comment la dictature salazariste mettait à profit les périodes électorales, qui

⁵⁷ Archer 1957b, 4a.

⁵⁸ Archer 1957b, 4a.

⁵⁹ Archer 1957b, 4a.

⁶⁰ Archer 1957b, 4b.

permettaient la fragile émergence de réactions démocratiques, pour réprimer davantage la population : « *Após essas eleições indisputadas ha sempre perseguições políticas, depurações de funcionarios, prisões e torturas, processos judiciais que são vinganças da ditadura*⁶¹ ». Le journalisme militant de Maria Archer s'avère ainsi être également une écriture de la mémoire d'un peuple qui, même hors d'atteinte des griffes de « la bête immonde », ne consent pas à oublier les conditions outrageantes de la privation de liberté dont il est l'objet.

C'est à cet endroit que l'histoire personnelle de Maria Archer se noue intimement avec l'histoire collective portugaise. En effet, suite à l'élection truquée de Craveiro Lopes comme Président de la République, le régime salazariste instruisait de décembre 1952 à février 1953, devant le Tribunal militaire, le procès – auquel nous faisons allusion au début de cet article – du capitaine de réserve Henrique Galvão. Suite à ce procès à l'encontre d'une mouvance démocratique, qui avait vainement essayé de s'exprimer lors de la période électorale, la romancière se voyait dessaisie d'une partie d'un précieux manuscrit.

Sans cesse, Maria Archer se retrouve prise dans la spirale de l'aliénation provoquée par les méfaits de la censure qui lui déniait son identité d'écrivaine. L'exil dont elle souffre est la conséquence de ce déni d'identité ; il est en même temps la thérapie qui lui offre l'occasion de retrouver sa dignité dans son statut d'artiste et de femme de lettres, surtout si l'on conçoit l'exil comme « cette modalité d'être par lequel l'être se détermine⁶² » dont la force « est précisément de poser le sujet, et peut-être même de l'imposer⁶³ ».

Il ne fait pas de doute que c'est le profond spiritualisme chrétien de Maria Archer qui la met en position de (re)trouver sa raison d'être. Au cours de ses premières années d'exilée, elle est restée attachée à l'espoir du retour, considéré comme une résurrection christique, face à l'exil, vu comme une « mort symbolique, une sorte d'anathème vulgarisé⁶⁴ ». Son expérience d'exilée, qui constitue une profonde

⁶¹ Archer 1957b, 4b.

⁶² Bianchi 2005, 7, § 24.

⁶³ Bianchi 2005, 7, § 24.

⁶⁴ Bianchi 2005, 2, § 3.

expérience d'être, rejoint ainsi la conclusion d'Olivia Bianchi : « L'exil est ce qui nous fait croire à la seconde fois ou à la seconde chance [...]»⁶⁵ ».

Le 26 avril 1979, cinq ans après la Révolution des Œillets qui mettait fin au régime dictatorial de Marcelo Caetano successeur de Salazar, Maria Archer, déjà affectée par la maladie, quittait le Brésil pour rentrer au Portugal sur les instances de Mário Soares. Hébergée au foyer pour personnes âgées de Santa Maria de Marvila à Lisbonne, elle y mourra le 23 janvier 1982.

Références bibliographiques

- Altouliau, Janine, 2010, « L'écriture d'un exilé comme seule voie de retour à un monde assassiné », [En ligne] http://exil-ciph.com/htdocs/ressources_dwld/textes/.../Altounian_Exil.pdf (consulté le 5 janvier 2012). Texte publié in *Dans le dehors du monde. Exils d'écrivains et d'artistes au XX^e siècle*, Textes recueillis par Jean-Pierre Morel – Wolfgang Asholt – Georges-Arthur Goldschmidt, Paris, Presses Sorbonne nouvelle, 2010.
- Archer, Maria, 1956, « A Censura à Imprensa e ao Livro », *Portugal Democrático*, São Paulo, 6 de Outubro.
- Archer, Maria, 1957a, « Carta aberta a sua Majestade Britânica Isabel II », *Portugal Democrático*, 15 de Fevereiro.
- Archer, Maria, 1957b, « Eleição de Candidato UNICO », *Portugal Democrático*, Maio.
- Archer, Maria, 1959, *Os últimos dias do fascismo português*, São Paulo, Editôra Liberdade e Cultura.
- Batista, Elisabeth, n. d., « Entre o Índico e o Atlântico : Incursões literárias de Maria Archer », [En ligne] <http://fflch.usp.br/dlcv/revistas/crioula/.../02.pdf> (consulté le 4 janvier 2012) n. p.
- Batista, Elisabeth, 2008, « Entre a literatura e a imprensa e resistência em idioma fraterno : percurso de uma escritora viajante », [En ligne] http://teses.usp.br/teses/.../8/.../TESE_ELISABETH_BATISTA.pdf (consulté le 03 janvier 2012).
- Bianchi, Olivia, 2005, « Penser l'exil pour penser l'être », *Le Portique*, 1-2005 | Varia, Éditeur : Association Le Jardin, [En ligne] <http://leportique.revues.org/index519.html> (consulté le 28 avril 2012).
- Bolzmann, Claudio, 2006, « Violence politique, exil et formes de résilience », [En ligne] <http://exil-ciph.com/htdocs/ressources.../Bolzmann-Exil-résilience.pdf> (consulté le 6 janvier 2012). Article paru in Toscani, L. et Boesch, J. (éds.), *Chemins de résilience. Un éclairage multidisciplinaire à partir des récits de vie*, Genève, Éditions Médecine et Hygiène & HUG, p. 162-173.

⁶⁵ Bianchi 2005, 9-10, § 30.

- Bolzman, Claudio, 2012, « L'exil : ruptures, épreuves, preuves, résistances », *(Re)penser l'exil*, n° 1, 12/02, [En ligne] <http://revue-exil.com/lexil-ruptures-epreuves-preuves-resistances/> (consulté le 03 mars 2012), n. p.
- Botelho, Dina Maria dos Santos, 1994, *Ela É Apenas Mulher. Maria Archer, Obra e Autora*, Dissertação de Mestrado, Universidade Nova de Lisboa.
- Candido, Antonio, 2004, « Portugueses no Brasil », *O Albatroz e o Chinês*, Rio de Janeiro, Ed. Ouro sobre o Azul.
- Kiourtsakis, Yannis, 2012, « Patrie, exil, nostos ». *Sens public, Revue internationale*, [En ligne] http://senspublic.org/article.php3?id_article=920 (consulté le 04 avril 2012).
- Kristeva, Julia, 1988, *Étrangers à nous-mêmes*, Paris, Fayard.
- Léonard, Yves, 1996, *Salazarisme et fascisme*, Préface de Mário Soares, Paris, Éditions Chandeigne.
- Lobo, Eulália Maria Lahmeyer, 2001, *Imigração portuguesa no Brasil*, São Paulo, Hucitec, 4^a ed.
- Manguito Bouzy, Armanda, 2012, « La métaphore contre l'oppression salazariste : *Os últimos dias do fascismo português* (1959) de Maria Archer », *Revista Eletrônica Literatura e Autoritarismo – Dossiê n° 9*, « Forças de opressão e estratégias de resistência na cultura contemporânea », Setembro, p.100-125, [En ligne] http://w3.ufsm.br/grpesqla/revista/dossie09/art_07.php.
- Medina, João, 1994, *História de Portugal Contemporâneo (político e institucional)*, Lisboa, Edição da Universidade Aberta.
- Müller, Fernanda Suely, 2010, « Brasil e Portugal em revista : a imprensa periódica na fronteira entre cultura e política », *Amerika* 3, [En ligne] <http://amerika.revues.org/1408> (consulté le 3 avril 2012).
- Oliveira, Fábio Ruela de, 2007, « *Exilados portugueses na militância contra Salazar* », *Espaço Plural*, vol. 8, n° 16, [En ligne] <http://e-revista.unioeste.br/index.php/espacoplural/article/view/1460> (consulté le 5 janvier 2012).
- Paulo, Heloísa, 1997, *Aqui também é Portugal : A colônia Portuguesa do Brasil e o salazarismo*, Tese de Doutorado em História, Coimbra, Faculdade de Letras.
- Pires Martins, Leonor, 2005, « Menina e moça em África : Maria Archer e la literatura colonial portuguesa », *Lusotopie*, 12-1, p. 77-91.
- Ramos, Ubirajara Bernini, 2004, *Portugal Democrático. Um jornal da resistência ao salazarismo publicado no Brasil*, Dissertação de Mestrado em História, São Paulo, Pontifícia Universidade Católica de São Paulo.
- Rosas, Fernando – Serrão, Joel – Oliveira, César de, 1992, *Portugal e o Estado Novo (1930-1960)*, Lisboa, Editorial Presença.
- Rodrigues, Miguel Urbano, 2003, « *Portugal Democrático – um jornal revolucionário* », Fernando Lemos - Rui Moreira Leite (orgs.), *A missão portuguesa : rotas entrecruzadas*, São Paulo, Editora da Unesp e Edusc, p. 182-189.
- Rodrigues, Miguel Urbano, 2009, « A Luta na Imigração dos Antifascistas Portugueses Contra a Ditadura e o Colonialismo », [En ligne] <http://emigrantes.org/content/miguel-urbano-rodrigues-luta-na-imigra%C3%A7%C3%A3o-dos-antifascistas-portugueses-contra-ditadura-e-o-c> (consulté le 05 janvier 2012).
- Saïd, Edward W., 2003, *Reflexões sobre o exílio e outros ensaios*, Trad. Pedro Maia Soares, São Paulo, Companhia das Letras.

- Santos, Gilda, 2005, « Le journal *Portugal Democrático* : une sociabilité vouée à l'action politique », *Arquivos do Centro Cultural Calouste Gulbenkian*, 49, p. 199-205.
- Santos, Graça dos, 2005, « Tout va pour le mieux dans le meilleurs des mondes : la presse portugaise face à la censure de Salazar », *Parole et pouvoir : Enjeux politiques et identitaires*, Rennes, Presses Universitaires, p. 35-48.
- Schiavon, Carmem Gessilda Burgert, 2008, « O Estado Novo no Brasil e as relações culturais luso-brasileiras no período », *Anais Eletrônico do IX Encontro Estadual de História – Vestígios do Passado : a história e suas fontes – ANPUH – RS*, [En ligne] http://www.eeh2008.anpuhrs.org.br/resources/content/anais/1210897420_ARQUIVO_TextoANPUH.pdf (consulté le 04 avril 2012).
- Schiavon, Carmem Gessilda Burgert, 2010, « A ação dos ditos insubmissos portugueses durante o Estado Novo no Brasil », [En ligne] http://www.eeh2010.anpuh-rs.org.br/resources/anais/9/1277767391_ARQUIVO-TextoCompletoANPUH_RS.pdf (consulté le 04 avril 2012).
- Silva, Douglas Mansur da, 2000, *A Ética da Resistência : os exilados anti-salazaristas do "Portugal Democrático" (1956-1975)*, Dissertação de Mestrado, Departamento de Antropologia Social, Instituto de Filosofia e Ciências Humanas, Universidade Estadual de Campinas, [En ligne] http://uc.pt/.../Tese_DouglasMansur daSilva.pdf (consulté le 4 janvier 2012).
- Silva, Douglas Mansur da, 2010, « Jorge de Sena e *O Portugal Democrático* », *Ler Jorge de Sena*, [En ligne] <http://letras.ufrj.br/lerjorgedesena/> (consulté le 4 janvier 2012).
- Silva, Douglas Mansur da, 2006, *A oposição ao Estado Novo no exílio brasileiro, 1956-1975*, Lisboa, Imprensa de Ciências Sociais, « Estudos e Investigações 42 ».
- Vargues, Isabel Nobre, 2003, « Cultura e política. Relações luso-brasileiras nas mudanças de regime (1889-1974) », C. M. Szesz *et alii* (orgs.), *Portugal-Brasil no século XX : sociedade, cultura e ideologia*, Bauru, EDUSC.
- Viñar, Marcelo, 2009, « El enigma del traumatismo extremo. Notas sobre el trauma y la Exclusión. Su impacto en la subjetividad », París – Junio, CEDRATE y ALFEST, n° 369/11, [En ligne] http://exil-ciph.com/htdocs/ressources_dwnld/textes/V/VIGNARmarcelo_Trauma_E.pdf (consulté le 30 avril 2012).

Section Varia

La presse en langue française dans la Barcelone révolutionnaire de l'Espagne en guerre (1936-1938)

Josep M. Figueres¹ -
Universitat Autònoma de
Barcelona

Résumé

Aperçu de l'édition de presse en langue française publiée à Barcelone durant la Guerre civile espagnole, cet article analyse le contexte qui permit l'éclosion de treize types de publications à la typologie et aux contenus divers. Ce chiffre élevé est le résultat de l'impact social de la présence de volontaires français, de l'importance de la France dans la politique internationale de l'époque et de la volonté des Républicains de donner une projection européenne au conflit. Les bulletins sont publiés à l'attention de la Brigade, *-L'avant-garde-*, des journalistes – *Communiqués de Presse* – et des leaders d'opinion *-Nova Iberia*; leur contenu est défini idéologiquement par le gouvernement catalan et par les partis politiques en charge de l'édition. Le travail journalistique en français est principalement le fait de la Commission pour la Propagande de la Généralité de Catalogne (CPGC) et du POUM (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste) communistes indépendants de la tutelle soviétique. À eux deux, ils publient sept des titres parus. Ces publications témoignent de la fragilité du journalisme de guerre, qui ne possède ni périodicité ni continuité. La qualité de conservation de ces fonds dans les bibliothèques est pauvre : on ne trouve que la moitié des sept cents numéros publiés.

Mots clés : 1936-1938 ; Barcelone ; Catalogne ; Espagne ; journalisme ; communication ; Commission pour la Propagande de la Généralité de Catalogne ; CNT ; Parti Ouvrier d'Unification Marxiste ; propagande ; édition

Abstract

Overview of the little known French press edition published in Barcelona during the Spanish Civil War. The text discusses a very specific context : the existence of thirteen publications of different types and diverse content. The high number is the result of the social impact of the presence of French volunteers, of the importance of France in the politics at that moment and the Republic's wish to project the conflict through Europe. Newsletters are published for the brigade, *-L'avant-garde-* and for journalists - *Comunicat de Premsa-* and opinion leaders *-Nova Iberia-*, with content defined ideologically by the Catalan government and political parties editors. The French journalism is mainly due to Comissariat (Commission) de Propagande de la Generalité de Catalogne (CPGC) and POUM (Partido Obrero de Unificación Marxista), heterodox communists from Moscow. They both published seven of the thirteen titles appeared. The publications are examples of the fragility of war journalism, they do not consolidate neither the periodicity nor the continuity. Its preservation is very weak : only half of the seven hundred numbers are kept in libraries.

¹ Docteur en Histoire Contemporaine. Historien, professeur d'Histoire du Journalisme à l'UAB. A publié, entre autres : *Diari català* (1999), *Premsa i nacionalisme* (2002), *Madrid en guerra* (2004) et plus récemment en 2010: *Cròniques de guerra de Lluís Capdevila*, *Periodisme a la guerra civil* et *Pau Casals...* Editeur des oeuvres complètes de Valentí Almirall. Directeur de *Gazeta*, du *Journal d'histoire de la presse* et du Groupe de recherches d'Histoire du Journalisme (HISPER-UAB). Co-directeur de la Chaire UNESCO sur la protection du patrimoine journalistique.

Key words : 1936-1938 ; Barcelona ; Catalogne ; Espagne ; journalism ; communication ; Commission for the Propaganda of the Generalitat of Catalunya ; CNT, POUM ; propaganda ; édition

Resumen

Panorámica de conjunto sobre la desconocida edición de prensa en francés editada en Barcelona durante la guerra civil española. Se analiza el contexto que permite la existencia de trece publicaciones de tipología y contenido muy diverso. La alta cifra es el resultado del gran impacto social de la presencia de voluntarios franceses, de la importancia de Francia en la política del momento y de la voluntad republicana de proyectar el conflicto en Europa. Se publican boletines para los brigadistas, *-L'avant-garde-* y para periodistas – *Comunicat de Premsa-* y líderes de opinión *-Nova Ibèria-* con contenidos delimitados ideológicamente por el gobierno catalán y los partidos políticos editores. La labor periodística en francés se debe fundamentalmente al Comissariat (Comission) de Propagande de la Generalité de Catalogne (CPGC) y al POUM (Partido Obrero de Unificación Marxista) comunistas heterodoxos con respecto a Moscú. Entre ambos publican siete de los trece títulos aparecidos. Las publicaciones son ejemplo de la fragilidad del periodismo de guerra, no consolidan ni periodicidad ni continuidad. Su preservación es muy débil : solamente la mitad de los setecientos números se conservan en bibliotecas.

Palabras clave : 1936-1938 ; Barcelona ; Catalogne ; España ; periodismo ; comunicación ; Commission pour la Propagande de la Généralité de Catalogne ; CNT, Partido Obrero de Unificación Marxista ; propaganda ; edición

Introduction

Pendant la Guerre civile en Espagne, les belligérants eurent recours aux médias pour gagner la sympathie des opinions publiques, pour obtenir le soutien des chancelleries et pour atteindre leurs objectifs politiques et militaires². Dans le contexte de violence ambiante, le journalisme était devenu une arme de sensibilisation et de mobilisation des opinions à l'étranger. L'objectif d'une part importante des éditions publiées en langue française était de gagner l'appui du gouvernement français qui maintint une politique ambiguë, une attitude dont témoignait le refus de livraison d'armes opposé par le socialiste Léon Blum à son homologue espagnol José Giral, le 8 août 1936³.

Par l'envoi aux journaux de photographies, de documentaires et de livres, une stratégie de communication puissante s'était établie en vue de recueillir des soutiens internationaux. Les Républicains catalans publiaient à Paris le *Journal de Barcelone* pendant plus de deux mois, présentaient le film *Le Martyre de Catalogne* (Laya Films – CPGC), divulguaient l'émission *España al día* en français, et ainsi de suite. Paris constituait une base active pour León Dalry, commissaire nommé à la

² Nous remercions la collaboration pour la consultation et reproduction des images aux bibliothèques de Barcelone : Arxiu d'Història de la Ciutat de Barcelona de l'Ajuntament de Barcelona (AHCB), Biblioteca del CEHI Pavelló de la República de la Universitat de Barcelona (CEHI), Biblioteca Nacional de Catalunya (BNC), Biblioteca del Parlament de Catalunya (BPC) et d'Amsterdam : Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis (IISG).

³ Avilés Farré 1992; Borrás Llop 1981.

tête de la délégation française de la Commission de Propagande de la Generalitat de Catalogne (CPGC). Des affiches, des photos, des illustrations, des dessins, des romans, des poésies et des récits de l'Espagne républicaine étaient envoyés sans cesse aux rédactions. Le journalisme devint activement lié à ce projet de propagande visant à organiser les soutiens à l'étranger, avec des objectifs politiques distincts répondant à la variété idéologique des centres émetteurs. De nombreux correspondants et envoyés spéciaux se rendaient ainsi en Espagne pour rendre compte du conflit. Fontaine parle, à ce propos, d'une armée de journalistes pour voir la guerre de près et la transmettre au moyen d'interviews, d'articles et de reportages⁴.

Les publications provenaient d'organismes spécifiques. En dehors du Ministère de Propagande espagnole, dirigé par Carlos Esplá, elles étaient le fruit d'une organisation plus active, la Commission de Propagande de la Generalitat de Catalogne (CPGC) de Jaume Miravittles. Les contenus sont destinés à différents publics et, en fonction de ceux-ci, les publications sont clairement ciblées : à l'arrière-garde, des journaux d'information, des magazines illustrés, des publications de thématique générale ; pour les soldats du front, des bulletins, qu'on appelle la "presse des tranchées"; pour le public international, des publications conçues pour un lectorat étranger.

Les médias représentaient clairement l'objectif majeur de la propagande républicaine et l'un de ses instruments privilégiés. Miravittles en est convaincu lorsqu'il invite les journalistes étrangers à visiter la zone républicaine, en mettant à leur disposition un hôtel, deux restaurants, des chauffeurs et des photographes : autant de ressources considérables, en zone de guerre qui plus est. Jaume Miravittles se rendait régulièrement à Paris où il avait ses réseaux. Plusieurs groupes de journalistes français furent reçus par le CPGC qui organisait les contacts, les visites du front et mettait à leur disposition des documents, des affiches ainsi qu'un laboratoire de développement photographique.

L'importance de la propagande dans la République en guerre était décisive. Au-delà de l'aide internationale, il convenait de recueillir l'adhésion des opinions

⁴ Fontaine 2003.

publiques et de la population, le ralliement de sympathisants et même de provoquer des désertions dans le camp opposé⁵. Tous les moyens de communication étaient employés (affiche, cinéma, radio, photographie, expositions, gadgets, etc.) et, naturellement, les quotidiens et la presse hebdomadaire. Plusieurs journalistes du CPGC s'installèrent à Paris, facilitèrent les démarches pour que les journalistes français aillent à Barcelone et puissent se rendre sur le front.

Dans ce contexte, le français fut la langue d'une part importante des publications destinées à raffermir le soutien à la République assiégée. Or, les interdictions franquistes, la destruction des archives et des documents républicains par les nouvelles autorités, tout comme l'absence de recherches qui ne favorisa guère une idéologie étriquée durant des décennies, ont laissé cette presse en langue française dans l'ombre et à l'abandon. Son état de conservation s'en ressent : pour ce qui a trait à la presse illustrée, par exemple, concernant les revues de guerre⁶, seules trois d'entre elles sont citées parmi toutes les publications françaises à Barcelone, alors que la moitié des treize revues que nous avons identifiées sont illustrées. Les recherches réalisées par les services des archives catalanes ont permis de localiser seulement la moitié des numéros édités, ce qui reflète les vicissitudes rencontrées par ce fonds de publications au cours de l'histoire. Le nombre de titres révèle toutefois l'extraordinaire vitalité de cette presse en langue étrangère, ultime sursaut de la République assiégée pour gagner les soutiens étrangers et mobiliser les troupes dans la lutte contre le fascisme.

Presse et guerre

Selon les termes de George Orwell, Barcelone, à l'automne-hiver 1936, est une ville qui baigne dans une atmosphère révolutionnaire inhabituelle dans l'Europe de l'époque⁷ : l'habillement, les manifestations et les défilés dans les rues, les affiches et les graffitis sur les murs, les rassemblements révolutionnaires dans les salles publiques, les changements dans la programmation des cinémas et des théâtres, mais aussi la mutation du contenu de la presse et la radio, sont autant de

⁵ Moradiellos 2001; Caucanas - Sagnes 1990.

⁶ Martí - Ortega 2011.

⁷ Orwell 1938.

signes manifestes de la naissance d'une nouvelle société, où la lutte des classes populaires est omniprésente.

Entre juillet et août 1936, on assiste à une période de persécutions sociales et religieuses, qui écorne sensiblement l'image internationale de la République. Les religieux et les membres de l'extrême droite assassinés, les églises saccagées et dévastées seront un lourd fardeau dont la République ne parviendra jamais à se défaire⁸. Il faudra redorer son blason à l'extérieur et les difficultés pour y parvenir seront énormes.

Le journalisme tentera de consolider la nouvelle situation de juillet 1936. La ville révolutionnaire aura une vie brève et intense. En mai 1937, l'anarcho-syndicalisme de la CNT-FAI (Confédération Nationale du Travail - Fédération Anarchiste Ibérique) sera affaibli par la défaite et la persécution du POUM (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste) par le PSUC (Parti Socialiste Unifié de Catalogne), nouvelle formation composée de socialistes et de communistes. Avant juillet 1936, la puissante ERC (Gauche républicaine de Catalogne) n'aura aucune force politique à cause du manque de milices armées ; le nouveau pouvoir dans la ville passera aux mains du peuple en armes jusqu'en mai 1937, date à laquelle le pouvoir reviendra au gouvernement central.

Les événements de mai 1937 se traduiront par l'hégémonie d'un gouvernement central fort, avec le soutien des communistes et l'élimination du pouvoir anarchiste, entraînant la légalisation et le contrôle des collectivisations d'usines, de terres, de journaux.... Le printemps 1937 marque la fin du marxisme hétérodoxe de Moscou. La presse du POUM sera interdite. Simultanément, la Generalitat reconquiert le pouvoir politique sans l'interférence des anarchistes qui étaient devenus les maîtres de la rue durant les dix premiers mois de la guerre.

Les journaux reflèteront les différentes tendances, celles propres au camp républicain et celles plus générales des deux camps en lutte. F. Fontaine parle d'une « guerre idéologique vue par une presse partisane » à travers laquelle les journalistes propagent leur idéologie et diffusent leurs sentiments. En effet, selon cet historien, « le conflit espagnol reflète parfaitement, par le miroir déformant de

⁸ Godicheau 2004 ; Solé et Villarroya 2006.

la presse illustrée française, une société divisée idéologiquement et politiquement⁹ ». Or, se pencher sur les catalogues de presse républicaine catalane de l'époque¹⁰, c'est en examiner la diversité et, surtout, la prolifération.

En 1938, 53 quotidiens sont édités en Catalogne dont 21 à Barcelone, publiés pour l'essentiel en castillan à Barcelone et en catalan pour les autres. La plupart des journaux sont de tendance anarchiste : *CNT*, *La Noche* et *Solidaridad Obrera*. Cependant, un journal, *La Vanguardia*, représente le tiers, peut-être plus, du tirage général des journaux de Barcelone. Tiré à plus de 100 000 exemplaires, *La Vanguardia* deviendra la publication la plus importante de la ville et de la région. Son siège sera occupé par le gouvernement central, installé successivement à Madrid, Valence et Barcelone. *La Vanguardia* est suivie de près, en nombre de tirages, par *Treball* – communiste - et *Solidaridad Obrera* - anarchiste. Barcelone dispose de nombre de journaux à grand tirage : *El Diluvio*, *El Noticiero Universal*, *Las Noticias*, *Diari de Catalunya*, *El Día Gráfico*, *El Mundo Deportivo*... Sur les 21 journaux de Barcelone, sept sont en catalan. Cinq d'entre eux suivent la tradition culturelle de gauche faisant preuve d'une force intellectuelle liée à la liberté de la presse de 1931 lors de la proclamation de la Deuxième République : *La Publicitat*, *La humanitat*, *La Rambla*, *Ultima Hora*, *Full Oficial del Dilluns*.

Dans le reste de la Catalogne, on trouve 20 journaux dont quatre de l'ERC (*L'Autonomista* – Girona-, *L'Acció* – Manresa-, *El Dia* – Terrassa- et *El Poble* – Tortosa-), cinq de la CNT (*Llibertat* de Mataró...), et six à tendance socialiste et communiste (*El Dia* de Terrassa, notamment), le reste étant édité par des petits partis. Dans les grandes villes, de nombreux quotidiens reflètent les tendances dominantes communiste, anarchiste et nationaliste. Ce riche panorama ne cessera de diminuer à mesure que la guerre avancera¹¹. La presse de droite sera réduite au silence. Dans leurs imprimeries, désormais occupées, ce sera l'apothéose des journaux de gauche. En 1938, on assiste, ainsi, à l'apogée de la presse en langue catalane. Les publications quotidiennes en catalan sont au nombre de 30 contre 23 en espagnol.

⁹ Fontaine 2003, 232.

¹⁰ Campillo-Centelles 1979.

¹¹ Figueres 2010. Figueres 1997, 85-123.

Bien que la CNT impose l'espagnol dans la plupart de ses journaux, les organisations ouvrières y introduisent naturellement la langue catalane. C'est le cas du *Diari de Reus* ou de *Llibertat* à Tarragone. En Catalogne, toute la presse est républicaine, marquée à gauche, avec des nuances : anarchistes, communistes orthodoxes fidèles à Moscou sous le diktat du PSUC, marxistes indépendants de la tutelle soviétique regroupés dans le POUM (mis sous silence à partir de mai) ou encore nationalistes de l'ERC. Il y a également les entreprises de presse liées au gouvernement central, au gouvernement autonome ou aux syndicats et aux partis minoritaires.

La France en Catalogne : livres et journaux

La France est très présente dans l'imaginaire collectif de la Catalogne. Les guerres de 1793 et de 1808 ont été oubliées et la référence au pays est celle d'une terre de liberté, qui a su consolider une République égalitaire où a été intronisée la liberté. La Marseillaise devient l'hymne catalan de combat des républicains, la référence d'un modèle à suivre. Cette affinité a poussé des volontaires catalans à s'enrôler dans la Première Guerre Mondiale dans les rangs français et la culture française est vue avec sympathie. Les journaux français sont souvent lus à Barcelone. Dans toutes les éditions de livres et de magazines du CPGC, le français sera la première langue étrangère.

Le CPGC est un organisme important dirigé pendant toute la période du conflit par l'homme politique et journaliste Jaume Miratvilles. André Malraux le définira comme "le sourire de la Catalogne". Il est l'hôte idéal, celui qui reçoit et informe les journalistes et les personnalités en visite à Barcelone, comme Malraux, Jean Giraudoux, Philip Lamour, Ziromsky, Morizet, Fauré, Simone Weil, Georges Soria, Benjamin Péret, Louis Delaprée et les différents envoyés spéciaux



des quotidiens ou hebdomadaires illustrés de l'extrême gauche, comme *Ce Soir* ou *Regards*.

L'ensemble des livres et opuscules publiés en français à Barcelone par le Comissariat¹² représente un éventail thématique et formel qui reflète la volonté de montrer la réalité de la Catalogne comme une entité propre avec sa culture, sa langue et son identité. Le CPGC prend l'identité catalane comme argument central de la lutte contre les nationalistes¹³. D'autres titres se réfèrent au moment du combat et offrent la vision d'auteurs français¹⁴. Enfin, tout un matériau extrêmement hétérogène comme un résumé d'articles de Ll. Nicolau d'Olwer sur « l'équilibre dans la Méditerranée » qui s'adresse aux hommes politiques et journalistes « qui nous ont honoré avec leur visite ».

Le CPGC éditera aussi à Paris. Il publiera même des catalogues d'art religieux pour montrer que les révolutionnaires de juillet et d'août n'ont pas détruit tout le patrimoine symbolique religieux à l'occasion de l'exposition *L'art catalan à Paris* célébrée au Musée National du Jeu de Paume. Dans d'autres cas, le contenu sera politique : *Lettre collective des évêques espagnols à ceux du reste du monde à propos de la guerre en Espagne* (1937) ; André Chamson : *Rien qu'un témoignage : retour d'Espagne* ; Antonio Ruiz Vilaplana : *Sous la foi du serment : une année en Espagne nationaliste*. Tous ces ouvrages datent de 1937 et l'année suivante voit le jour le livre d'Iñaki de Aberrigoyen : *Sept mois et sept jours dans l'Espagne de Franco* (1938). La poésie populaire illustrée est également publiée : *Le plus petit de tous ; 26 proverbes*

¹² Figueres 2003, II, 631-653, Pascuet – Pujol 2006.

¹³ La dessinatrice Lola Anglada dans *Le Plus Petit* montre une vision idyllique tandis qu'enseignants et écrivains reflètent des aspects d'intérêt : Josep Lleonart : *Comment je fais un cours, commentant l'histoire de la civilisation* ; Rafael Tasis : *La littérature catalane moderne* ; Sebastià Gasch : *La peinture catalane contemporaine* ; J. G. Martin : *La transformation politique et sociale de la Catalogne durant la Révolution* ; Lluís Bertran : *La Littérature catalane à l'étranger* et aussi : *Quelques chiffres sur l'économie de Catalogne, L'œuvre culturelle des gouvernements de gauche à la Generalitat de Catalogne, Le sauvetage du patrimoine historique et artistique de la Catalogne*, Pau Vila : *Le visage géographique de la Catalogne*, etc. Tous datent de 1937. D'autres n'ont aucune date de sortie : Ramon Ramon Xuriguera : *Goya, peintre du peuple*, etc. En 1938 l'activité éditoriale est paralysée à cause de la crise économique, des difficultés d'approvisionnement de papier et des bombardements.

¹⁴ André Jean : *Les étrangers chez nous : transformations économiques en Catalogne* (1936) ; Jean Allouche : *Nuits de Sevilla*. Une autre partie sera la traduction des discours prononcés par le président Companys : *Troisième anniversaire de la mort de F. Macia* (1936) ; *Discours prononcé... à la session du 1^{er} mars du Parlement catalan* (1938). Anthologies de dessins ou partitions avec la présentation en plusieurs langues comme de Sim : *Douze scènes de guerre* ou *Chansonier populaire international*, etc.

castillans en action (1937) édition en espagnol, catalan, français et anglais ; *Images du bon gamin antifasciste et humain*, etc.

La presse française à Barcelone

Titre	Editeur	Année	Dernier num.	Num. conservés	Bibliothèque
<i>À l'assaut : journal de la XII Brigade internationale</i>	S/d	1937	3	1	CEHI
<i>L'avant-garde</i>	CPGC	1937	33	15 1	AHCB BNC
<i>Boletín de Información Católica</i>	CPGC	1937	1	1	AHCB
<i>Boletín de Información Religiosa</i> ¹⁵ [ed. en fr.]	CPGC	s/d	s/d	s/d	s/d
<i>Boletín Orgánico</i>	SIA	1938	16	3 5	IISG CEHI
<i>Comunicat de Premsa</i> (ed. fr.)	CPGC	1936-37	130	29 21	AHCB CEHI
<i>Comunicat de Premsa. Nouvelle série</i>	CPGC	1938	273	116 6	CEHI AHCB
<i>L'Espagne antifasciste</i> ¹⁶	CNT	1936	31	6	IISG
<i>Généralité de Catalogne. Conselleria de Defensa. Section d'Information et de Propagande</i>	Generalitat	1936	128	72	AHCB
<i>Hispano Press</i>	S/d	1936	8	1	IISG
<i>Juillet</i>	POUM	1937	1	1	CEHI
<i>Nova Ibèria</i>	CPGC	1937	3-4	3-4	BNC
<i>La Revolution espagnole</i>	POUM	1936- 1937	15	3 3 1	AHCB IISG BUL
<i>Service d'Information de la CNT et de la FAI</i>	CNT-FAI	1936	1	1	BPC

AHCB : Archivo de Historia de la Ciudad de Barcelona.

BPC : Biblioteca del Parlamento de Cataluña. Barcelona.

BNC : Biblioteca Nacional de Cataluña. Barcelona.

CEHI : Centro de Estudios Históricos Internacionales de la Universidad de Barcelona (Pavelló de la República).

IISG : Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis. Amsterdam.

BUL : Branders University Library.

s/d. : Pas de données.

C'est au total plus de trente titres qui sont publiés. En mars 1937 avec la présentation du pavillon de la République espagnole à l'Exposition internationale des

¹⁵ Titre en espagnol, contenu en français.

¹⁶ *Le soldat* à partir du numéro 6 est publié à Paris : cf. Berry 1990, 73-88.

arts et techniques dans la vie moderne plusieurs ouvrages sont encore édités, comme celui de Christian Zervos : *L'Art de la Catalogne* et de Joan Torrent : *La presse catalane depuis 1641 jusqu'à 1937. Essai d'index*, etc.

Presse pour la brigade

La France est à l'origine de la coordination, elle recrute les volontaires des Brigades Internationales et contribue à en augmenter le nombre. On dénombre 15 348 personnes¹⁷, dont des étudiants, des syndicalistes de la CGT, des intellectuels, des ouvriers des ports... Certains sont détachés comme André Malraux ou André



Marty. Cette forte présence fait que la langue des brigades soit le français et que ses chansons -*La Madelon, Marianne, Quel Plaisir, La Jeune Garde*- soient reprises par tous les soldats.

Il y a une presse éditée à Paris, spécifiquement destinée à la brigade, c'est le cas de *Ce Soir, Le Volontaire de la liberté: Organe des Brigades internationales*¹⁸ ou *Le soldat de la République*¹⁹.

Fondamentalement, chaque brigade a son propre titre. On connaît *À l'Assaut. Journal de la XII Brigade internationale* et *L'avant-garde. Journal du front* dont on ne conserve qu'un seul exemplaire, le n° 3 (1937). Il s'agit d'une publication à caractère informatif avec le contenu habituel de cette presse de combat fait de notes, d'articles variés sur le conflit, sur les causes et les répercussions sociales, idéologiques et politiques de la guerre. Presse d'analyse et de propagande simultanément, le numéro s'ouvre avec « Les conséquences de la Bataille du Jarama » de Mario Nicoletti, commissaire politique de la XII^e Brigade, pseudonyme de l'ancien député communiste italien Giuseppe de Vitorio qui assumera un grand rôle idéologique au sein de ce corps. Il est l'auteur, par exemple, du « Madrid, tombeau du fascisme », slogan à la tonalité épique dont Vitorio est un parfait maître :

¹⁷ Castells 1974, 65.

¹⁸ À Barcelone sont conservés au CEHI les numéros 33-34 et 37 des années 1937 et 1938 respectivement.

¹⁹ La copie 53 (1937) est conservé au CEHI. Castells reproduit la couverture du num. 51.

En luttant et travaillant dans cet esprit, où la combativité et l'ardeur des volontaires de la liberté se combinent avec l'habileté de la défense, nous sommes absolument sûrs d'écraser bientôt le fascisme, et de répondre dignement à l'espoir de libération que tous les peuples ont placé en nous²⁰.

L'avant-garde

La *Generalitat* avait créé le Foyer des Français Antifascistes comme lieu de rencontre et de repos des volontaires francophones en Catalogne. En 1937, on y publie l'article « Ce qu'est la Catalogne » qui évoque les liens culturels unissant cette



région avec la France. Le foyer disposera d'un édifice avec d'importants moyens, pour la production d'émissions radiophoniques, un imposant panneau d'affichage et publiera *L'avant-garde*.

C'est une publication de grand format, quatre pages à quatre colonnes, illustrée, résultat d'une rédaction structurée et efficace. On compte des rubriques délimitées où sont publiés des travaux de qualité. Sur la première page, des images, des caricatures politiques, des photographies de qualité

et des textes sur l'omniprésence de la guerre. Des reproductions d'articles abondent dans la presse française pour informer la brigade. Des journalistes et écrivains - G. Peri, G. Soria, J. Arnaud... - font du journal une tribune d'information ainsi qu'un rempart idéologique pour servir la République.

Édité sous les auspices du CPGC, ses locaux se situent dans un grand bâtiment situé sur les hauteurs de Barcelone et, en 1937, le siège du journal est déplacé vers le centre-ville. Le dernier numéro (n° 33 du 12 Novembre 1938) est publié au siège même du CPGC sur l'avenue « 14 de abril », grande artère



²⁰ *L'avant-garde. Journal du front* n° 3 (1937).



centrale de Barcelone, et propose en monographie une douzaine de pages de photographies du centre. Dans ces pages, on peut voir des images de salles de séjour, salles de jeux, bibliothèque, salles de bains, jardins, etc. Le siège sera ainsi un espace social pour les Français de passage et, à la fois, un point de rencontre et un lieu de contact. La politique d'information du Foyer est dynamique : on note la présence du panneau d'affichage le *Journal Mural du Foyer du Français Antifasciste* qui occupe un énorme mur avec des reproductions d'articles de la presse française²¹, des affiches, etc. : il s'agit d'une presse éphémère de grand impact (voir image ci-contre).

Dans l'adresse au lecteur, en date du 27 mars 1937, on peut lire :

L'AVANT-GARDE, que nous créons aujourd'hui, sera envoyée gratuitement à ceux de nos amis français qui, n'importe où en Espagne, nous en feront la demande. Par ce journal, il sera possible de lire en français les principales nouvelles de leur pays et de la Péninsule ; les commentaires relatifs aux péripéties importantes de la guerre et de la Révolution, mais aussi, quelques notes gaies destinées à distraire un instant des soucis de l'heure présente [27 mars 1937].

Journal de combat et de référence pour le monde français en Catalogne, l'éditorial termine par une phrase choc : "Mais assez de présentation et au travail !" qui est le reflet de la volonté active, constamment mobilisatrice, du GPGC comme centre producteur d'affiches, de films, de livres, de journaux et comme centre dynamique d'activités (hommages, réceptions, manifestations, festivals...). Les rédacteurs de l'hebdomadaire incluent des dessins d'Apa, le grand caricaturiste sympathisant des Alliés durant la Première guerre mondiale, des articles, des déclarations, des commentaires de personnalités (Victor Hugo, Romain Rolland...), des rubriques régulières telles que "Nouvelles de France", des résumés de discours (Jacques Duclos...). Et on y trouve même une pincée de frivolité, à la rubrique joyeuse

²¹ Il y a un cahier des photographies de la Maison édité à Barcelone : *Le Foyer antifasciste français patroné (sic) par le Comissariat de Propaganda (sic) de la Generalitat de Catalunya*. Barcelone, 1937.

"Il faut aussi sourire" pour les blessés sur le front, les convalescents. Dans son n° 2, sur la couverture, des extraits du discours de Léon Blum à la Chambre seront reproduits dans le vibrant article « La Catalogne et France. Deux peuples frères » du directeur du CPGC, J. Miravittles :

Vous voyez ainsi deux peuples, la Catalogne et la France, qui n'ont jamais été officiellement alliés, qui n'ont jamais lié leur sort ni leur vie par le truchement de leurs organismes de Gouvernement ; deux peuples cependant qui, dans la communion du sang, en 1914-1918 comme en 1936, ont scellé une alliance plus forte que les pactes et les chiffons de papier ! Frères de France ! Pour la mémoire des Catalans disparus en terre française, pour la mémoire des Français disparus en terre catalane ! Jurons de rester unis jusqu'à la défaite totale et définitive du fascisme.

Effet des difficultés sur la ligne de front, le journal devient bimensuel le 15 mai et mensuel le 17 juillet. *L'Avant-garde* disparaîtra le 16 octobre, quand les Brigades internationales quitteront l'Espagne. On remarque le soin apporté aux détails, reflet de l'intérêt de la rédaction pour la qualité de la ligne éditoriale. Le 16 septembre, fête nationale du Mexique, grand allié de l'Espagne, est évoqué par la couverture du n° 14 en date du 25 septembre avec la photographie du Général Président Lázaro Cárdenas publiée à côté de l'éditorial. La publication disparaîtra avec le déclin du CPGC.

Bulletins à l'attention des journalistes

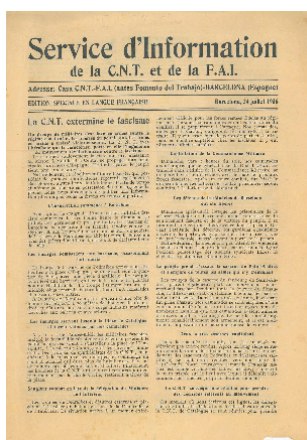
Il existe à Barcelone plusieurs publications destinées à un public de journalistes. Les premières publications de ce type, sont le *Boletín de Información Católica (BIC)* et le *Boletín de Información Religiosa (BIR)*, tous deux publiés par le CPGC. Elles sont éditées dans plusieurs langues, en français avec un tirage de 850 exemplaires et en anglais avec un tirage de 3 700. Le *BIC* dispose d'une édition en latin de 500 exemplaires adressée principalement au Vatican. Le *BIR*, pour le monde protestant, maintient une vie régulière, d'avril 1937 à août 1938. Plus brève sera la vie du *BIC* en langue française dont nous connaissons le premier numéro (1^{er} mai 1937) avec, en image centrale de couverture, la reproduction d'une peinture romane catalane du Christ datant du moyen âge, dans le but de montrer la « vive



démonstration de notre vrai sens de la liberté de culte » selon les déclarations de Miravittles²².

L'intention était de lier art et tradition par la religion afin d'atténuer les effets dommageables, en termes d'image pour la République, causés par les meurtres de membres du clergé et les incendies d'église. Le *Boletín* était rédigé par le prêtre Joan Vilar Costa et le CPGC disposait de plusieurs traducteurs pour toutes ses publications, Enric d'Aoust et Louis Gras pour le français. Des exemplaires de 1937 et 1938 ont été repérés en espagnol et en anglais, mais le seul exemplaire en français retrouvé est celui de 1937 (voir reproduction ci-dessus). Le travail typographique est correct pour une publication d'une dizaine de pages, à colonne simple et imprimée sur une seule face en format folio. Ce bulletin entend être un contrepouvoir à la puissance de la hiérarchie religieuse liée au franquisme. L'éditorial du premier numéro reflète clairement cette aspiration :

En publiant le *Bulletin d'Information Catholique*, nous nous proposons d'offrir aux Catholiques, notamment à ceux de l'étranger, et à la presse en général, en guise d'archives, une série de considérations doctrinales ou apologétiques et d'informations ou nouvelles historiques et bibliographiques, qui nous fassent mieux connaître la vérité au sujet de la situation réelle de l'Eglise Catholique et de ses intérêts dans la lutte espagnole aussi bien fasciste qu'antifasciste.



Le contenu est élaboré avec des extraits de discours politiques et diplomatiques sur la question de la religion en Espagne, avec des listes des livres publiés dans les deux camps en lutte, avec des nouvelles sur des événements dont le clergé est acteur et avec la reproduction des conversations radiophoniques de l'ex-jésuite J. Vilar, etc.

Le Service d'information de la CNT et de la FAI est une publication qui retrace les mouvements de guerre et le

²² Pascuet – Pujol 2006, 70.

développement des événements militaires du point de vue des anarchistes. Un exemplaire unique est conservé (24 juillet 1936). On ignore si d'autres exemplaires ont été conservés. Il s'agit d'un supplément du journal anarchiste de la CNT *Solidaridad Obrera* et dans ses quatre pages, on y trouve des extraits traduits. Il est intitulé « Édition spéciale en langue française²³ ».

De présentation simple, le photocopie *Boletín Orgánico de la Solidaridad Internacional Antifascista* (SIA) constitue une autre publication paraissant également en français. De l'édition espagnole du n° 1 (9 mars 1938) au n° 19 (sans date) tous les numéros sont conservés sauf le quatorzième. Le n° 18, daté du 8 décembre, rend compte de la périodicité intense dudit bulletin. De l'édition française, seul nous est parvenu le n° 16 contenant des informations sur la SIA en Espagne et à l'étranger, et



des notes sur l'activité de guerre et la politique internationale. On y trouve quelques articles théoriques mais le Bulletin de la SIA demeure humble dans la présentation, un photocopie sans illustrations, et avec un slogan : « Prière de reproduire dans toute la presse sympathisante avec l'oeuvre de SIA toutes les nouvelles d'intérêt général, que nous publions dans ce bulletin ».

L'en-tête d'impression est la même que dans l'édition espagnole. L'édition française est conservée à Amsterdam et à Barcelone avec 7 numéros sur les 16 vraisemblablement édités. Dans le dernier numéro, l'accent est mis sur la nécessité de poursuivre la lutte malgré le temps écoulé sans une brèche dans la résistance :

Nous insistons parce que rien ne nous paraît plus important ni plus urgent que de préparer dès maintenant une aide effective et efficace aux frères espagnols pour qu'ils puissent résister avec succès à ce troisième hiver qui comme on le dit sera cruel et difficile.

²³ *Ibid.* L'existence de cette presse est signalée dans Bellanger – Godechot – Guiral 1972; Núñez Díaz-Balart 1992.

Generalitat de Catalogne Département régional de la Défense. Section d'Information et de Propagande, est un bulletin informatif, journal dactylographié et photocopié. Il est publié en catalan, espagnol, français, allemand et espéranto, et offre un aperçu des nouvelles de guerre, du front en particulier, avec des rubriques, des commentaires, etc. Y sont également reproduits les éditos de *Solidaridad Obrera* et autres journaux barcelonais. Une grande partie de la collection est conservée à l'Árchivo Histórico de la Ciudad de Barcelona (du n °4 du 27 août au n °128 du 29 décembre 1936). Ce bulletin de la Generalitat ouvrira la voie aux *Comunicats de Premsa* (communiqués de Presse), la tentative la plus ambitieuse et aboutie d'une publication de référence en matière d'information telle que *Nova Iberia* (Nouvelle Ibérie) domaine général et culturel. Les deux publications disposent de leur propre rédaction. Tant dans sa première phase en 1936-1937 que dans la seconde en 1938, c'est la voix du gouvernement catalan qui s'adresse au monde dans des éditions séparées en anglais, en espagnol, en français et en catalan. La rédaction reproduit les textes de la presse officielle (« Du Journal Officiel ») et des quotidiens (« Presse et les éditos de radio », présente des informations générales (« La vie en Catalogne »), l'activité de Companys (« le Président de la Catalogne ») et cette publication est suivie avec intérêt. Sa pagination est variable mais compte une moyenne de seize pages de texte sur l'évolution des positions du conflit politique, militaire et social dans la péninsule et à l'extérieur.



Après avoir été édité par la Défense, le bulletin le sera par le CPGC, en deux étapes. Tout d'abord sous l'en-tête « Generalitat de Catalunya. Présidence. Commissariat de la Propagande. Communiqués de Presse. Édition Française », imprimé en photocopié. A compter du numéro 300 (21 septembre 1937), l'édition catalane entamera une nouvelle étape, avec une nouvelle numérotation ainsi qu'une amélioration sensible de la mise en page et de la qualité des graphismes. La fréquence de parution devient hebdomadaire, bimensuelle en février 1938 puis mensuelle par la suite. Il contient la reproduction de discours de Companys, des déclarations

politiques de dirigeants, des notes et des informations diverses, des articles politiques de poids tels que « Après le bombardement de Barcelone par des unités de la flotte italienne. L'étrange attitude de la presse française de gauche ». Il s'agit d'une critique sous-jacente de la politique du comité de non-intervention face à l'aide militaire des puissances totalitaires européennes qui cessent de soutenir le gouvernement légitime espagnol :

Il est des attitudes, des silences troublants... Le bombardement de samedi, consommé par des unités de la flotte italienne, ainsi que nous l'avons prouvé (...) Le silence sur l'identité de nos agresseurs est trop général pour n'être pas voulu. Ce silence serait justifié s'il s'agissait d'un bombardement effectivement réalisé par un navire fasciste espagnol : il est toujours bon de dissimuler ses revers. (...) Pourquoi la presse de gauche française s'est-elle donc unanimement tue ?

Pendant la seconde étape, le journal dépendra directement du président de la Generalitat, le Service d'Information Internationale. A cette dernière époque, on constate une amélioration de la présentation et de l'en-tête mais le bulletin de la Generalitat poursuit la même lignée politique : on y souligne les nouvelles françaises venant de Barcelone, la mort dans un attentat du vice-consul A. Lecouteux, la visite du député socialiste Roger Lefèvre, etc. Le *Comunicat* a une réelle influence. On a connaissance du tirage dans les différentes langues par une interview de Miravittles dans *Mi Revista* (4 250 en français, 4 400 en anglais, 1 450 en espagnol, 765 en espéranto, 680 en suédois, 500 en allemand et 580 en catalan,). Il s'agit sans doute du bulletin d'information professionnel en français le plus abouti et marqué par la continuité.

À plus petite échelle, on trouve le bulletin d'*Hispano-Presse* tapé et édité en allemand et en français, dont on ne conserve qu'un exemplaire (n° 8 du 8 septembre 1938) comprenant des notes d'informations de guerre assez générales (« Alcazar de Tolède ») ou bien de solidarité (« Un Foyer pour les enfants des combattants »).

Publications politiques

Par ailleurs, trois titres témoignent de la volonté d'approcher le public français et de le sensibiliser à la situation espagnole. *La révolution espagnole* (1936),

Juillet (1937) et *L'Espagne Antifasciste* (1936) ont en commun cette diffusion plus politique qu'informative. Les deux premiers appartiennent au POUM et le troisième à la CNT-FAI-AIT et tous ont en commun une présentation typographique correcte et une pagination simple.

L'Espagne Antifasciste est illustrée et contient des interviews (le capitaine Medrano sur le front d'Aragon), des articles d'opinion (Federica Montseny)...



Édité en grand format, le premier exemplaire date du 22 août 1936 et le dernier numéro, le n° 31, du mois de janvier 1937. Du point de vue journalistique, il s'agit de l'édition qui présente la meilleure continuité et ce, malgré les circonstances difficiles. Au CEHI (Centro de Estudios Históricos Internacionales, de l'Université de Barcelone) 15 numéros sont conservés sur les 31 publiés. Il s'agit de l'édition française de *Solidaridad Obrera* avec une profusion d'articles sur le conflit du point de vue idéologique et politico-théorique et de reportages comme celui de M. Buenacasa pointant l'apport révolutionnaire dans le domaine de l'éducation ou bien du cinéma. L'image est forte et le ton anarcho-syndicaliste coïncide avec l'idéologie des éditeurs.

De *Juillet* (POUM) un seul numéro a été conservé, celui de juin 1937, (voir



illustration page suivante) au contenu varié. Le POUM édite, en outre, *La Révolution Espagnole* : sur les 17 numéros, 7 sont conservés dans trois bibliothèques différentes. Le sous-titre indique qu'il s'agit de « l'édition française hebdomadaire du Parti Ouvrier d'Unification marxiste d'Espagne (POUM) ». Cette publication contient des textes théoriques, des informations et des textes d'opinion politiques. Le siège est à Barcelone, l'administration à Paris. La phrase « Prière de

Reproduire » est éloquente. Dans le premier numéro, un discours de Léon Blum est



commenté et on y relève la reproduction de textes de journaux de Barcelone. Notons la série « La question agraire en Catalogne » et la créativité de certains articles (« La Révolution dans une petite ville » en référence à la situation prévalant à Vilanova i la Geltrú). Le journal s'adresse aux ouvriers français et les documents politiques y abondent : résolutions du Comité Central du POUM, analyses politiques et militaires, notes sur la situation révolutionnaire du point de vue du parti, qui

sera interdit et sa presse mise sous silence en mai 1937. Dans « l'Appel au lecteur ! » il est écrit :

Cet organe, édité par le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, est destiné à tous ceux qui se sentent solidaires de la lutte menée par les ouvriers et les paysans de toute l'Espagne, contre le fascisme, contre le capitalisme oppresseur et pour l'émancipation totale des travailleurs (...) Prolétaires de France, notre lutte est la vôtre. Soutenez-nous! [n° 3 du 17 septembre 1936].

Une exception de qualité : *Nova Iberia*

Dès son apparition en janvier 1937, on parle de *Nova Iberia* en des termes élogieux en se référant à la valeur plastique de sa présentation, presque luxueuse, et au contenu de grande valeur de cette publication²⁴ (voir illustration ci-dessous). En janvier 1937 il y est écrit :

Un magazine qui se veut le porte-parole efficace, à l'étranger, de la nouvelle structure de toutes les activités politiques, sociales et éducatives! Les étrangers n'ont qu'à feuilleter cette publication pour déduire un équilibre rare dans les États en guerre, après un renversement des institutions comme celui que nous venons de connaître en Catalogne. Ce magazine est très convaincant pour réfuter toute notion de barbarie et de désorganisation industrielle qui ont pu lui être attribuées, car sa forme représente la sérénité d'une foule de collaborateurs intellectuels, des artistes

²⁴ Guillem Valls, « Edicions », Ràdio Barcelona, 659 (29 Mai 1937), Cf. Batalla 2010, 489.

et des ouvriers qui travaillent normalement et à la perfection, ce qui n'est pas possible dans un pays désorienté.

Nova Iberia, l'une des meilleures publications de l'époque de la guerre mais aussi de toute la première moitié du XX^e siècle, est publiée dans un papier de qualité, de grand format (360x260) avec une profusion d'images et un contenu intéressant aussi bien sur le plan culturel que social. L'édition du même contenu est déclinée



dans différentes éditions en catalan, en espagnol, en anglais et en français. La revue compte trois numéros, le dernier étant un numéro double et spécial. L'objectif de *Nova Iberia* était clair : devenir le porte-parole international de la Catalogne en guerre. Le style est élégant et raffiné, la typographie soignée. On y parle du moment présent, avec des contenus monographiques. Ainsi, le premier numéro aborde la culture et l'économie, le deuxième l'aide

sociale et la santé, et les n° 3 et 4 parlent de la vie culturelle. Le n° 5 devait être consacré à la guerre mais il ne vit jamais le jour. Des écrivains et des hommes politiques de la relève apportèrent leur participation, Companys, Miravittles, le recteur de l'Université de Barcelone Pere Bosch Gimpera, Carles Riba, Pompeu Fabra...

Ce contenu remarquable est primordial pour la transmission d'une image de normalité et montre la vitalité et l'importance de cette culture catalane niée par Franco. Pere Corominas dans un article sur l'art catalan médiéval insère quatre photographies, reflétant toutes une dimension religieuse. Le thème sert à tisser un lien avec l'Eglise, hier persécutée puis tolérée, mais dont les membres du clergé demeurent reclus et les fidèles effrayés, à juste titre.

De la couverture du premier numéro, une affiche promotionnelle est éditée



(voir illustration page précédente). Clavé, son auteur, y peint un jeune homme avec un marteau dans la main droite, et un livre dans la main gauche, qui regarde l'étoile représentant l'idéal,

le symbole de la révolution sociale et de l'idéal patriotique catalan. Au fond, la mer, le ciel, une montagne stylisée et un bateau à voile, symbole de liberté. Cette publication est la mieux éditée et son contenu est des plus pertinents. Elle aspire à être mensuelle et suit le rythme durant deux numéros - janvier et février 1937. La crise ne permettra d'éditer qu'un seul et dernier numéro, également en 1937, le numéro double 3/4 non daté.

On reste surpris par la qualité textuelle, au-delà de la conception moderne et d'une présentation soignée avec un contenu élaboré. Consciente de son importance, la rédaction affirme dans son éditorial :

Dans un moment où le monde civilisé se préoccupe du problème ibérique parce qu'il représente un danger pour le statu quo du fragile problème international ; dans un moment où il n'est plus permis de douter de l'impuissance des fascistes espagnols ni de l'échec qui les attend, malgré l'aide étrangère ; lorsque l'aube de la Victoire commence à poindre et que l'horizon se teint des vives couleurs de la démocratie et tandis que le capitalisme espagnol dépense son argent dans la propagation de nouvelles fausses et tendancieuses, la Catalogne qui travaille et qui lutte entreprend la publication de cette revue pour répandre la voix honnête de la vérité et de la justice.

Un article sur la nouvelle propagande de Pere Català, auteur de la grande affiche « écrasons le fascisme » avec une croix gammée brisée par une espadrille paysanne, serait un exemple de la modernité thématique et du *design* de la revue.

Le CPGC a pour objectif également la projection de la culture catalane et il le fera avec différents moyens. Dans ces publications, on insiste sur la modernisation de l'éducation ou de la santé pour une population spécifique, dans le but de fournir une image d'innovation au-delà des thématiques répétitives. Ce magazine rappelle *D'Ací, D'Allà* (qui suit le ton de *L'Illustration*) par la taille exceptionnelle de l'image avec un texte prudent. Il fut rapidement reconnu par le public pour sa qualité hors-norme.

Conclusion

Signe de l'attrait de la culture française en Catalogne et de l'importante communauté française ainsi que de l'importance allouée à la langue du pays voisin dans la diffusion de la propagande à l'étranger, la présence des publications en langue française est remarquable durant la Guerre civile. La qualité technique de plusieurs de ces éditions illustrées et la qualité journalistique du contenu témoignent de la priorité donnée à cet instrument de propagande et l'importance du français transparaît aussi bien dans les journaux du gouvernement catalan que celui des partis centraux et syndicaux, tout particulièrement du POUM et de la CNT.

Références bibliographiques

- Avilés Farré, Juan, 1992, « Francia y la guerra civil española : los límites de una política », *Espacio, Tiempo y Forma*, vol. V.
- Batalla Galimany, Ramón, 2010, *Jaume Miravittles i Navarra*, Barcelona, UAB.
- Bellanger, Claude, Godechot, Jacques, Guiral, Pierre (dirs.), 1972, *Histoire générale de la presse française*, vol. III : 1871-1940, Paris, PUF.
- Berry, David, 1990, "Solidarité internationale antifasciste: Les anarchistes français et la Guerre civile" in *Caucanas – Sagnes* 1990, p. 73-88.
- Borras Llop, J. M., 1981, *Francia ante la guerra civil española*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas.
- Campillo, Maria - Centelles, Ester, 1979, *La premsa a Barcelona (1936-1939)*, Barcelone, CEHC.
- Castells Andreu, 1974, *Las Brigadas Internacionales en la guerra de España*, Barcelone, Ariel.
- Caucanas, Sylvie - Sagnes, Jean (éds.), 1990, *Les Français et la guerre d'Espagne. Actes du Colloque de Perpignan*, Perpignan, Presses Universitaires de Perpignan.
- Figueres, Josep M., 1997, « Apropiacions de la premsa a Catalunya durant la guerra civil », *Anàlisi*, 20, 85-123.
- Figueres, Josep M., 2003, « El Comissariat de Propaganda de la Generalitat de Catalunya », *La comunicació audiovisual a la història*, Palma, Universitat de les Illes Balears, vol. II, 631-653.

- Figueres, Josep M., 2010, *Periodisme en la guerra civil*, Barcelona, Publicacions de l'Abadia de Montserrat.
- Fontaine, François, 2003, *La guerre d'Espagne un déluge de feu et d'images*, BDIC/BERG International.
- Godicheau, François, 2004, *La guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, Paris, Odile Jacob.
- Martí, Ricard - Ortega, Manuel 2011, *Les revistes de la guerra. Publicacions periòdiques il·lustrades sobre la guerra civil a Catalunya (1936-1939)*, Barcelone, Salvatella.
- Moradiellos, Enrique, 2001, *El reñidero de Europa. Las dimensiones internacionales de la guerra civil española*, Barcelone, Península.
- Nuñez Díaz-Balart, Mirta, 1992, *La prensa de guerra en la zona republicana durante la guerra civil española (1936-1939)*, Valencia, Ediciones de la Torre.
- Pascuet, Rafael - Pujol, Enric (dir). 2006, *La revolució del bon gust. J. Miravittles i el Comissariat*, Barcelone, Viena.
- Orwell, George, 1938, *Hommage à la Catalogne, 1936-1937*, Paris, Champ Libre, traduit de l'anglais par Ivonne Davet en 1984.
- Solé, Josep M. et Villarroya, Joan, 2006, *Guerra i propaganda. Fotografies del Comissariat de Propaganda*, Barcelone, Arxiu Nacional de Catalunya – Viena.

La reconstruction du lieu d'origine. L'exemple de la Pequeña Habana à Miami, Floride

Aline Rouhaud¹ -
Université Paul-
Valéry, Montpellier

Résumé

À travers l'exemple de la Petite Havane à Miami en Floride, cet article s'intéresse à la reproduction du lieu d'origine par les communautés immigrées en terre d'accueil. L'exil des Cubains s'étale sur une trentaine d'années environ et malgré de nombreuses disparités entre les Cubains des années soixante et ceux des années quatre-vingt, la communauté s'enracine dans un même quartier "ethnique" qui reflète la nostalgie d'une île pré-castriste irrémédiablement disparue. La Petite Havane est plus qu'un espace physique elle représente un rêve, un substitut de La Havane et un référent identitaire pour tout Cubain vivant aux États-Unis.

Mots-clés : Cubains, Miami, exil, 1960/2012, origines, exil, nostalgie, intégration, identité, urbanisme.

Abstract

Through the example of Little Havana in Miami Florida, this paper is exploring how the exile community is reproducing the original place in the new country. Cuban exile stretches as far as thirty years and in spite of the differences between the Cuban of the sixties and the one of the eighties, exile gets its roots in the same "ethnic" area which is reflecting the nostalgia of an island without Castro and lost for ever. Little Havana is more than a physical place it represents a dream, a substitute of Havana and an identity reference for all the Cuban people living in United States.

Key words : Cuban people, Miami, exile, 1960/2012, original country, exile place, integration, identity.

Resumen

A través del ejemplo de la Pequeña Habana en Miami, Florida, este artículo se interesa por la reproducción del lugar de origen por las comunidades inmigradas en tierra de acogida. El exilio de los cubanos se extiende por unos treinta años y a pesar de las numerosas disparidades entre los cubanos de los 60 y los de los 80, la comunidad se arraiga en el mismo barrio "étnico" que refleja la nostalgia de una isla pre-castrista irremediadamente desaparecida. La Pequeña Habana es más que un espacio físico, representa un sueño, un sustituto de la Habana y un referente identitario para todo cubano que vive en Estados Unidos.

Palabras clave : Cubanos, Miami, exilio, 1960/2012, origen, exilio, nostalgia, urbanismo, referente identitario.

Introduction

Que Miami soit le lieu préféré des Cubains après leur île n'a rien de surprenant.

Il existe une longue histoire de relations entre Cuba et la Floride, une tradition d'exil politique, une similitude de climat et de végétation, une proximité (145 km, 90 milles marins) qui peut être vue, selon les époques et les opinions, comme propice ou nocive.

¹ Maître de Conférences, enseignante de civilisation de l'Amérique latine contemporaine et actuelle. Domaine de recherches : Cubains de Floride, Hispaniques aux États-Unis, exil et émigration, cultures en migration, identités nationales, populations indigènes et développement.

Avant 1959 il y avait déjà des Cubains à Miami. Les Cubains, comme les Mexicains pour la Californie, aiment rappeler que les Espagnols sont arrivés avant les Anglais. L'idée de la *Reconquista* de territoires qui furent jadis espagnols leur est chère.

Pour tout groupe en exil le lieu où il tente de s'enraciner est un marqueur identitaire fort, comme la langue, la race et l'histoire. L'exil cubain s'est concentré dans la ville de Miami. Le cœur de ce lieu est un quartier baptisé la Pequeña Habana né au début des années soixante. Ce quartier dit « ethnique », phénomène fréquent aux États-Unis, ne s'est pas créé sous la contrainte et ne fut jamais un ghetto synonyme de misère, bien au contraire. L'unité et la cohérence de ce lieu sont dues à l'adhésion de toute une communauté à un rêve, celui du paradis perdu, *la Cuba de ayer*, l'île de Cuba pré-castriste. « Le pays d'origine était peut-être un paradis, mais un paradis déchu, atteint d'un mal incurable : la misère, l'oppression, ou simplement la sclérose. C'est ici, sur cette terre nouvelle, qu'on peut le restituer dans sa pureté originelle². »

Nous nous proposons d'analyser ce phénomène classique de toute émigration ou exil, à savoir la reconstruction du lieu d'origine dans le pays d'accueil. Tout d'abord en rappelant les liens historiques entre l'île et la Floride ; puis en expliquant la complexité de cet exil qui s'étale sur plus de trente ans et n'est toujours pas terminé ; enfin en démontrant que cette petite ville, Miami, s'est transformée en métropole sous l'action des exilés et qu'elle recèle en son sein une copie non conforme à la réalité cubaine, la Pequeña Habana.

Les liens historiques

Les liens historiques sont nombreux : La Floride, « découverte » en 1513 par Ponce de León, précisément le jour de Pâques, *Pascuas Floridas* en espagnol, fut d'abord espagnole puis vendue aux Anglais en 1763, reprise par l'Espagne vingt ans après, vendue de nouveau aux États-Unis en 1819. Durant la plus grande partie de l'Empire colonial espagnol, la Floride fut gouvernée de La Havane : de 1571 à 1763, elle eut trente-cinq gouverneurs espagnols dont trois étaient nés à Cuba. L'occupation de La Havane en 1762 par les Anglais eut de nombreuses conséquences pour Cuba

² Abou 2002, 247

(activité économique en hausse, relâchement des liens avec l'Espagne, prise de conscience du carcan du monopole) et on vit arriver en Floride les premiers exilés, l'évêque de La Havane, arrêté puis expulsé par les Anglais, Pedro Morell de Santa Cruz qui s'établit à Saint-Augustine en décembre 1762. C'est aussi à Saint-Augustine qu'est enterré le père Félix Varela, figure emblématique de l'histoire des exilés, un libéral interdit de séjour à La Havane en 1823. Après de violents combats entre Indiens Séminoles et colons, la Floride devint le 27^{ème} état de l'Union en 1847, elle entre dans la Confédération sudiste en 1861. La Floride fut donc très tôt le berceau des exilés cubains.

Le commerce et les offres d'emploi avaient aussi rapproché Cuba de la Floride. Dès 1870 il y avait à Tampa, Key West, New York, de nombreux Cubains dont le sentiment nationaliste était fort. Pendant la guerre des Dix ans, la première Guerre d'Indépendance contre l'Espagne, (1868-1878) on enregistra une forte migration cubaine³. Un entrepreneur espagnol, Vicente Ybor, fonda une industrie du cigare à Key West (cinq mille Cubains y résidaient) qui devint prospère et ensuite une autre à Tampa. En 1900 Tampa supplanta Key West et abritait une importante communauté cubaine, l'ensemble portait le nom de Ybor City et ressemblait à une partie de La Havane transplantée à Tampa. Bien que la cause principale de l'émigration fût économique, il régnait une forte ambiance nationaliste et la presse de l'exil jouait un grand rôle. Par exemple : *La Voz de la Patria* (1870), *El Yara* (1880-1890), *Cuba* (1890), *Patria* (1890). Un exilé qui deviendra célèbre, le poète, essayiste, écrivain et patriote José Martí, héros de la seconde Guerre d'Indépendance de Cuba (1895-1898) fréquentait Tampa, Ybor City, où il prononça de nombreux discours, soutint des grèves, créa des clubs révolutionnaires et c'est à Key West qu'est né le PRC, *Partido revolucionario Cubano*⁴. José Marti fut tué au début de la guerre et il est toujours vénéré de part et d'autre du détroit de la Floride. Enfin rappelons que Miami, dans les années 1945-1950, était aussi un lieu de villégiature pour Cubains aisés qui empruntaient le ferry qui reliait La Havane à Key West en six heures. C'était à l'époque une petite ville balnéaire tranquille.

³ Poyo 1991, 19-34.

⁴ Cantera et Hospital 1996, 1-26.

Il existait donc une tradition d'émigration, un va-et-vient constant qui reliait ces deux lieux entre eux mais cependant, ce qui se passa à partir de 1959 fut un phénomène différent par son ampleur, sa rapidité et sa continuité.

Formation de la communauté et de l'enclave cubaine de Miami

La communauté cubaine s'est construite par vagues successives qui s'étalent sur une trentaine d'années et correspondent à différentes modalités de sortie de l'île :

- la fuite provoquée par l'adoption de mesures révolutionnaires ;
- la fuite permise voire encouragée par le régime (elle offre de multiples avantages : un moyen de se débarrasser des indésirables, de donner une image plus démocratique ou de soulager l'île d'un certain nombre de personnes sans activité, parfois elle est le fruit de négociations avec l'ennemi) ;
- la fuite clandestine, souvent en radeau ou *balsa*, c'est un acte individuel en dehors des périodes permises (excepté durant l'été 1994).

Notons que l'exil qui se dit *histórico* correspond à la période du 1^{er} janvier 1959 au 22 octobre 1962 (date de la crise des fusées). Ce fut une fuite directement provoquée par la peur et le rejet des mesures révolutionnaires prises par Fidel Castro dès son arrivée au pouvoir, c'est-à-dire la nationalisation des entreprises et des banques en août et en septembre 1960, la saisie des commerces, des terres, des maisons, l'abolition de la propriété privée. La bourgeoisie, les commerçants, les professions libérales, les religieux partirent en premier. Deux cent quarante-huit mille Cubains arrivèrent aux États-Unis entre ces deux dates⁵. Mais ils pensaient qu'il s'agissait d'un exil temporaire. Sortir de Cuba était relativement facile cependant la somme d'argent et le nombre de valises permis allait baisser après 1961 (cinq dollars et 13,50 kg de bagages⁶). Ils allaient s'établir à Miami surtout dans la Pequeña Habana. Les souvenirs et témoignages de Gustavo Pérez-Firmat, né à La Havane, arrivé à Miami à onze ans en 1960 sont des sources d'information précieuses sur cette période. Il est devenu professeur à la Columbia University.

⁵ García 1996, 13

⁶ Pérez-Firmat 1995, 18-20.

La deuxième vague de 1965 à 1973 fut un exil permis et encadré par le régime castriste. Il suivit des négociations avec le président des États-Unis de l'époque, le démocrate Lyndon Johnson. Il s'effectua en bateau du port de *Camarioca* ou en avion par des vols spéciaux dits de *la Libertad*. Les Cubains pouvaient partir s'ils avaient une famille à Miami ou aux États-Unis. On remarquait plus de commerçants, de femmes, de personnes âgées, de Juifs et de Chinois, toujours très peu de Noirs. Numériquement cette deuxième vague fut supérieure à la première mais mieux maîtrisée⁷. Les Cubains ne s'établirent pas tous à Miami, environ la moitié accepta d'aller à New York, dans le New Jersey et même en Californie, pour éviter le rejet des populations locales face à cette nouvelle invasion.

Ces deux premières vagues d'exilés furent homogènes idéologiquement et socialement. Les Cubains furent reçus en héros anticommunistes par le gouvernement, leur intégration fut facilitée par des aides, ce qui souleva un ressentiment assez fort de la part des autres groupes ethniques de Floride. En novembre 1960, le président Eisenhower débloqua un million de dollars des fonds du *Mutual Security Act*. Il reconnaissait ainsi officiellement Cuba comme un pays communiste et les Cubains comme des réfugiés politiques. En décembre 1960 fut créé le *Cuban Refugee Center* rebaptisé *Freedom Tower* qui fournissait des soins médicaux, des aides sociales, distribuait de la nourriture, avançait de l'argent liquide. Ils reçurent aussi des aides de l'Église catholique. De plus, les Cubains n'étaient pas soumis à la loi des quotas nationaux de 1924. En effet, en 1952 avait été rajoutée une clause anticommuniste qui les favorisait comme elle avait favorisé en 1956 les Hongrois qui voulaient s'installer aux États-Unis⁸. Malgré la colère des habitants de Floride, surtout les Noirs-Américains, les Cubains continuaient à recevoir plus d'aides du gouvernement que les populations locales. Une loi, la *Cuban adjustment Act* de 1966 leur permettait d'avoir le statut de résidents permanents après une année passée sur le sol américain.

Très différent fut, vingt ans plus tard, d'avril à septembre 1980, l'exil dit du Mariel (nom du port cubain à l'ouest de La Havane), exil permis lui aussi et même

⁷ García 1996, 38-43. De septembre à novembre 1965, 150 bateaux transportèrent 2866 personnes et 3048 vols transportèrent 297 318 personnes,

⁸ *Florida's Refugee Fact Book* 1994, 2-6.

encouragé par le régime. Ce mouvement est né d'une conjoncture particulière. Le président du parti démocrate, Jimmy Carter, engagea à partir de 1977 une politique de rapprochement appelée *el Diálogo* avec Fidel Castro. Celui-ci libéra des prisonniers politiques. Le cubain de Miami fut même « invité » à revenir dans sa patrie et c'est ce qu'il fit, revenant chargé de nombreux présents. L'image très négative qu'on donnait de lui à Cuba changea vingt ans après. Il n'était plus un *gusano* (vers de terre) ni un *vendepatrias* (traître) mais un *Santa Claus* (Père Noël). Ce dialogue et ces voyages de Cubains-Américains provoquèrent aussi un grand espoir chez les Cubains de l'île et déclenchèrent l'évènement de l'ambassade du Pérou dont le dénouement frôla la tragédie. Un grand nombre de Cubains réclamèrent l'asile politique et se retrouvèrent enfermés dans l'ambassade. Un garde cubain fut tué. Alors Fidel Castro ouvrit le port de Mariel à ceux qui voulaient et pouvaient partir. Les Cubains de Miami vinrent chercher en bateaux leurs frères, amis et parents qui les attendaient. Mais dans la confusion ils furent obligés d'embarquer plus de personnes que prévu⁹. En effet, ce fut un exil « permis » mais orchestré par Fidel Castro : il ouvrit les prisons et en profita pour se débarrasser d'hôtes indésirables. Certains bateaux surchargés firent naufrage.

A l'arrivée, le « marielito » comme on l'appela, fut mal accepté à Miami, car il était très différent de ceux qui émigrèrent vingt ans plus tôt et la situation économique de la Floride avait changé. Parmi eux, il y avait plus de marginaux, de Noirs, d'homosexuels, parfois des délinquants, des prostituées. Marielito était une insulte à cette époque. L'intégration fut difficile et longue et contribua à changer l'image jusque là positive du Cubain de Miami¹⁰. La Floride ressentit cet exode de cent vingt-cinq mille personnes en un mois comme une invasion et mit en doute le statut de réfugié politique du marielito. Il apparaissait comme un vulgaire émigré de la misère et non plus comme un héros anticommuniste. Entre les Cubains de Miami et les marielitos, on peut parler d'un choc culturel, car vingt ans les séparaient et les marielitos n'avaient connu que le socialisme¹¹.

⁹ García 1996, 61-62

¹⁰ Le film *Scarface* de Brian de Palma en 1983 reflétait ce changement d'image et provoqua le rejet de la communauté cubaine. L'acteur Al Pacino jouait le rôle du marielito Tony Montana qui devenait riche et puissant grâce au trafic de cocaïne.

¹¹ Cros Sandoval 1986, 19-24.

Le dernier grand mouvement fut celui des « balseros » en 1994. Ils utilisaient des radeaux de fortune, les *balsas*, et tentaient régulièrement de franchir le détroit de Floride pour être recueillis par les garde-côtes étasuniens. Le balsero est généralement un clandestin et il doit préparer sa fuite dans le plus grand secret et attendre le moment propice, les bonnes conditions maritimes. Mais durant l'été 1994, le phénomène s'amplifia, la même situation qu'en 1980 se répétait. Certains Cubains, au lieu de se sauver en *balsas*, volèrent des bateaux, le mécontentement gronda. Fidel Castro demanda la fin de l'embargo, un changement radical de la politique des États-Unis sinon, il brandirait l'arme d'un nouvel exode impossible à éviter. Ce mouvement d'une grande ampleur fut de nouveau « permis » : encore une fois, Fidel Castro ouvrit les vannes de l'émigration. Le bloc soviétique s'étant effondré depuis quatre ans, Cuba vivait *el período especial*, les difficultés économiques augmentaient. Mais, en face, le président Bill Clinton, craignant un nouveau *Mariel*, changea sa politique d'accueil en plein milieu de l'exode et de nombreux balseros furent interceptés et ramenés à Cuba, ou trouvèrent refuge dans la base militaire étasunienne de Guantánamo, ou bien dans des pays comme le Panamá ou l'Espagne qui en accepta un certain nombre ¹².

On voit bien qu'entre les exilés des années soixante et les émigrés des années 1980-1990 les différences sont très importantes. La communauté cubaine de Miami est donc composée de différentes strates de Cubains qui sont venus rejoindre l'enclave familiale et ethnique au cours d'une longue période. Précisément, la solidarité a joué un grand rôle et la majorité d'entre eux s'installèrent à Miami.

Miami va donc se transformer sous l'action des deux premières vagues d'exilés. C'est une transformation sociale, ethnique et économique. Le taux de croissance a connu un coup de fouet et s'est maintenu, même en période de récession générale comme en 1974 et 1975. L'hispanisation de Miami va de pair avec son expansion économique. C'est la *Success Story* dont les Cubains sont fiers. Le niveau d'éducation, le capital de départ, les aides gouvernementales, l'âge et la structure familiale sont autant de facteurs qui expliquent cette réussite. Dans l'enclave économique, c'est l'auto-emploi et l'auto-suffisance qui dominent. L'émigré cubain peut emprunter de l'argent à des banques cubaines, créer son entreprise, souvent

¹² Caño El País, 24.10.1994 Madrid.

familiale, mais aussi employer des Cubains par solidarité et vendre ses produits à des consommateurs cubains, un marché en constante augmentation et toujours concentré. La densité de l'enclave permet le maintien de la langue espagnole et de la culture, ce qui attire les investisseurs latino-américains qui préfèrent traiter avec des compatriotes¹³. Dans cette réussite, il faut souligner le rôle des femmes cubaines qui participèrent au travail salarié même si elles étaient femmes au foyer à Cuba. Pendant que les grands-parents gardaient les enfants (modèle du ménage multigénération), elles travaillaient dans des blanchisseries, ateliers de couture, *cantinas* pour servir à domicile des repas cubains. Pourtant cette contribution n'a pas été suffisamment mise en valeur¹⁴.

La Pequeña Habana

Dans les années soixante, cette communauté va s'établir dans un quartier baptisé *la Pequeña Habana*, sur le modèle de *Little Italy* ou *Little China*, un quartier lié aux identités à traits d'union (les Cubains-Américains) si fréquentes aux États-Unis. Géographiquement, c'est un quartier du sud-est de la ville autour de la huitième rue rebaptisée *calle Ocho*. Avant d'être envahi par les exilés, ce quartier tranquille était peuplé par des *Anglos* de la classe ouvrière¹⁵. Pour de nombreux exilés de la première vague, vivre dans ce quartier représentait une baisse de leur statut social par rapport à leur niveau de vie à Cuba¹⁶. Les raisons de leur installation furent l'existence d'un noyau cubain, les loyers qui étaient bas et la facilité des transports pour se rendre au *Cuban Refugee center* ou *Centro Hispano católico*. Deux longues rues parallèles, *Flagler street* et *calle Ocho* traversent la *Pequeña Habana*, elles vont du port *Brickwell Key* à l'est jusqu'à *Tamiami* à l'ouest. Ce quartier n'avait rien d'un ghetto, les cafés, les commerces et les vendeurs de rue y fourmillaient. Les Cubains vont reproduire à Miami l'ancien découpage territorial de l'île et créer les premières « municipalités en exil » dès 1962. Ils vont construire en essayant de reproduire l'original. Surtout, comme jadis les *conquistadores*, ils vont s'approprier l'espace en le nommant :

¹³ Moncada 1988,91

¹⁴ Pérez 1988, n°18.

¹⁵ Pérez Firmat 1995,49

¹⁶ *Ibid.*, 63-64

- soit par des noms directement importés de Cuba comme la *Pastorita* (ensemble d'immeubles) ou *el Parque del Dominó* (jeu favori des Cubains)
- soit par des noms anglais cubanisés : *La Sagüesera* (Southwest)

Il faut noter que de nombreuses rues portaient déjà des noms espagnols dans le quartier de *Coral Gables*, proche de La Pequeña Habana, ce qui fut perçu comme un signe du destin. Des lieux emblématiques comme de célèbres restaurants, le fameux *Versailles* tout en miroirs, *La Habana Vieja*, *El Centro Vasco*, furent reconstruits dans ce quartier. Les meilleures écoles privées de La Havane, dont le fameux collège jésuite *Belén* où avait étudié Fidel Castro, rouvrirent leurs portes de l'autre côté du détroit. La carte de l'île accrochée aux murs des salles de classes ignorait les changements révolutionnaires. Dans les places et les jardins publics on jouait au domino, on y vendait des boissons et plats traditionnels comme le *guarapo*, le *plátano frito*, le *granizado*¹⁷. On écoutait de la musique cubaine, on dansait la salsa. Dans le cimetière de *Woodland Park* étaient enterrés deux présidents cubains, Machado et Prío Socarrás.

Cependant le monument construit à la mémoire des soldats anticastristes tombés à la Baie des Cochons indiquait clairement au voyageur qu'il n'était pas à La Havane, Cuba. De même, parmi les premiers exilés la ferveur religieuse était grande et il y avait un pourcentage élevé de catholiques pratiquants. Les Cubains de Miami firent venir en septembre 1961 la patronne de Cuba, *la Virgen de la Caridad del Cobre*. Cette Vierge « découverte » en 1612 fut déclarée par le pape en mai 1916 patronne de Cuba¹⁸. Les Cubains apportèrent une image de la Vierge et financèrent pendant sept ans une chapelle qu'ils construisirent face à la mer, à Biscayne Bay, *la Ermita de la Caridad*. La chapelle est un lieu de pèlerinage et de messes surtout d'une procession de voiliers et de bateaux le 8 septembre, jour de sa fête. A l'intérieur de la chapelle, une peinture murale représente l'histoire de Cuba, de la période précolombienne jusqu'à la Révolution et le toit, en forme de cône, est divisé en six parties qui correspondent aux six provinces antérieures à la Cuba castriste. De nombreux symboles de la patrie et des bustes de héros et patriotes s'y trouvent ainsi que du sable et de la terre ramenés de Cuba.

¹⁷ Jus de canne fermenté, banane frite, jus de fruit avec de la glace pilée.

¹⁸ Chávez Nuevo Herald, 31-08-2012 Miami, Florida.

Cet édifice religieux a une signification identitaire et politique claire. C'est une des multiples formes de résistance des exilés aux changements révolutionnaires qui ont eu lieu dans leur île. Comme tout immigrant ou exilé, les Cubains ont transporté leur passé et l'ont inscrit et figé géographiquement dans un quartier.

Il est sans doute paradoxal de laisser entendre que le mythe du paradis perdu exerce sur les immigrants une fonction intégratrice. Reproduire, dans le nouveau monde, le monde ancien désormais transfiguré par l'opération sélective du souvenir, c'est apparemment s'enfermer dans un ghetto et rejeter la société réceptrice, c'est se réfugier dans la mémoire et renoncer au projet. En réalité il n'en est rien. Lorsque les premiers pionniers de la Conquête donnaient aux localités qu'ils fondaient des noms tels que New England, New York, New Jersey, Nouvelle Calédonie, Nueva Hamburgo, New Orléans, Nova Scotia, etc.. ils exprimaient leur intention de recréer sur place une patrie régénérée, débarrassée des tares dont leur patrie d'origine était affectée¹⁹.

Contrairement au Mexicain qui arrive, malgré les pièges de la frontière, à aller et venir entre sa patrie et son pays d'accueil, le Cubain est lié par l'embargo et la guerre froide. Cette coupure favorise encore plus la nostalgie et le désir de reproduction de l'ancien monde dans le nouveau. Le Cubain de Miami se réfugie dans le passé, dans le rêve d'une Havane bien entretenue, bien achalandée, plutôt blanche, américanisée, alors qu'au fil des années, en face, sa patrie va dépérir et tomber en ruines.

Mais tous les exilés n'ont pas apprécié La Pequeña Habana. Certains l'ont même rejetée. Ce fut le cas des marielitos dont nous avons déjà souligné la singularité. Pour eux, ce quartier, cette communauté en exil, furent vécus comme un nouvel enfermement. Tout leur paraissait faux et artificiel, ce n'était qu'une copie lamentable. Ils la rejetaient autant que Cuba comme par exemple l'écrivain Reinaldo Arenas qui s'enfuit de Miami à New York.

Cuando llegué a Miami en 1980 luego de constatar que allí había más de tres mil personas que se autotitulaban poetas, abandoné aterrorizado la ciudad.. ..Digo ciudad, pero tampoco es una ciudad sino una serie de caseríos chatos y dispersos, pueblo de vaqueros donde el automóvil sustituyó al caballo ... Nunca he sentido una

¹⁹ Abou 2002, 247.

soledad tan cósmica, deshumanizada, inminente e implacable como la que siento en estas playas miamenses²⁰.

Mais c'est surtout la jeunesse née en Floride qui va contribuer à la mise à mort symbolique du lieu d'exil. Son attitude est faite de rébellion à l'égard des adultes ce qui implique un rejet du passé. Elle se manifeste par la seule utilisation de l'anglais, l'oubli de Cuba et de son histoire, au point de ne plus savoir qui est José Martí à part le nom d'un boulevard ! Un écrivain Cubain-Américain, Roberto Fernández, a souvent parodié cette attitude dans différents romans. Mirta, un de ses personnages, paie les services de son jeune voisin qui n'a pas connu Cuba en lui faisant le récit de souvenirs délirants de la célèbre plage de Varadero : « I pay him with memories. It's the best way to fight forgetting. The day we forget, we are all dead. Even the living because then we are going to be nameless²¹. »

C'est la « troisième mort » dont parle le philosophe et anthropologue Sélim Abou²² : la première mort c'est quand l'exilé ou l'émigré quitte son pays et qu'il connaît de nombreuses difficultés pour s'intégrer, c'est la première déception. La deuxième, c'est quand il prend conscience du fait qu'il ne sera jamais tout à fait accepté ni reconnu dans la société d'accueil même s'il a réussi. Il cherche alors à compenser en se faisant reconnaître par ses parents, amis ou compatriotes restés au pays au moyen de dons. Et la troisième mort, c'est d'assister à la destruction de l'ancien monde par ses enfants, moment difficile mais nécessaire pour que les jeunes puissent reconstruire et s'intégrer. Cette reproduction du passé, de l'ancien monde, qu'il a eu tant de peine à maintenir, ses enfants n'en veulent plus.

Cependant il faut nuancer : souvent cette rupture est momentanée et intervient à l'adolescence. Avec le temps, en arrivant à l'âge adulte et en construisant à son tour une famille, l'émigré ou exilé peut ressentir un besoin de retour aux origines, c'est un mouvement de contre-acculturation qui peut modérer la destruction du passé. Il peut

²⁰ Arenas 1991, 247-288.

²¹ Fernández, 1988, 37. « Je le paie avec des souvenirs. C'est la meilleure façon de combattre l'oubli. Le jour où on oublie, on est tous morts. Même si on reste vivant, parce qu'alors on sera sans nom. » Traduction personnelle. Roberto Fernández né à Cuba en 1951 vit en Floride depuis 1961, il a grandi à Miami mais il enseigne la littérature et la linguistique à la Florida State University à Tallahassee.

²² Abou 2002, 246-250.

raconter l'histoire de ses parents et s'en sentir fier²³. L'héritage du passé peut aussi se métamorphoser et être conservé sous d'autres formes. Même si le Cubain-Américain ne parle plus l'espagnol, son identité cubaine peut perdurer à travers la culture, les valeurs, la structure familiale et l'enracinement dans un lieu, même d'exil comme la Pequeña Habana.

La Pequeña Habana aujourd'hui

Miami est une ville où il y a beaucoup d'eau (des canaux et des baies) qui reflètent des édifices, des ponts et des maisons. La journaliste et romancière Joan Didion, qui écrivit sur Miami dans les années quatre-vingt, note l'aspect un peu irréel de cette ville : « De este modo, Miami no parecía una ciudad, sino un cuento, una novela en los trópicos, una especie de soñar despierto²⁴. »De même, Gustavo Pérez Firmat écrit : « Exile is a hall of mirrors, a house of spirits ». En effet, le célèbre restaurant *Versalles* de la Pequeña Habana est rempli de fumée de cigares et de miroirs²⁵. La Pequeña Habana apparaît comme un fantôme purement cubain. L'adjectif « petite » évoque une réduction du lieu d'origine, un double en miniature. Pourtant elle n'est pas si petite que cela : en 1970, 14 % des Cubains résidant aux États-Unis vivaient dans la Pequeña Habana²⁶. Leur nombre augmentant, ils vont délaisser ce quartier et s'éloigner vers *Coral Gables* pour les plus riches, *West Miami*, et surtout *Hialeah Gardens*, quartier situé près de l'aéroport international qui offre de nombreux emplois ou encore plus éloignés comme *Kendall*. Aujourd'hui la Pequeña Habana n'est qu'à moitié cubaine, elle abrite quatre-vingt-dix mille habitants sur un total de quatre cent mille environ. C'est un quartier que les agences de tourisme recommandent de visiter mais elles conseillent aux touristes d'aller se loger ailleurs et de n'y consacrer qu'une après-midi. C'est en mars, au moment du carnaval qu'elle reçoit le plus de visiteurs, environ un million. Certains lieux sont restés vivants et

²³ C'est le cas des enfants de marielitos qui cherchent à connaître l'histoire de leurs parents. Les principaux journaux de Miami, Miami Herald Nuevo Herald, publient toujours des reportages, des témoignages en avril pour commémorer cet exode et une base de données pour permettre de retrouver un proche.

²⁴ Didion 1989, 31.

²⁵ Pérez Firmat 1995,82 « l'exil est une salle de miroirs, une maison de fantômes » : traduction personnelle.

²⁶ García 1996, 86.

toujours fréquentés : le cine *Teatro Tower*, le *Teatro Manuel Artime*, la *librería Universal*, située dans la *Calle Ocho*, tenue depuis 1965 par Juan et Marta Salvat qui ont tant contribué à diffuser les œuvres écrites en espagnol par les exilés et immigrés. La *Calle Ocho* a aussi son son *Paseo de la Fama*, comme à Hollywood, mais avec des noms d'artistes latins parmi lesquels on retrouve de nombreux Cubains Célia Cruz, Willy Chirino, Gloria Estefan... Un buste de José Martí, le patriote de la seconde guerre d'Indépendance contre les Espagnols, vénéré des deux côtés du détroit de la Floride complète bien entendu la symbolique identitaire de la communauté. Un vendredi par mois les rues s'animent, ce sont les *viernes culturales* qui proposent musique, danse, foire aux livres.

D'autres lieux rappellent la situation politique de l'île : *el Presidio histórico político cubano en el exilio* qui milite pour les droits des prisonniers politiques est situé à Miami. Il a son double à Cuba : en 2009 a été créée la *Casa del Preso*, dans la municipalité de Boyeros à vingt minutes du centre-ville, grâce à la détermination d'une vingtaine d'opposants et les deux lieux ont pu communiquer par voie téléphonique, une grande première qui représente un espoir de voir ces deux moitiés se réunir un jour²⁷. Malheureusement, la Pequeña Habana souffre de l'usure du temps : les maisons s'effondrent comme à Cuba et divers acteurs culturels et touristiques de la ville (comme Pati Vargas directrice des *Viernes culturales* ou Fuller, grand promoteur d'art et de tourisme) restaurent les édifices pour combattre l'image d'un quartier vieilli, enlaidi et corrompu car c'est ainsi que de nombreux Cubains voient la Pequeña Habana aujourd'hui²⁸. La célèbre pharmacie Navarro après avoir souffert d'un incendie a réouvert ses portes en grande pompe. Située au n° 1243 de la *Calle Ocho* à quelques pas du monument élevé en l'honneur des combattants de la Baie des Cochons, cette entreprise fondée en 1940 à Cuba avait réouvert ses portes en 1963 quand Fidel Castro avait confisqué les pharmacies Navarro à La Havane, provoquant l'exil du propriétaire. Aujourd'hui la firme *Navarro Discount Pharmacy* est la chaîne de pharmacies hispaniques la plus importante des États-Unis²⁹. Même si les Cubains sont partis peupler d'autres quartiers, Miami est restée latine grâce aux immigrés et exilés

²⁷ Serpa Maceira 2009, Cuba

²⁸ Sánchez *El Nuevo Herald* 30.7.2012

²⁹ Chardy *El Nuevo Herald* 12.09.2012

latino-américains comme les Salvadoriens ou Nicaraguayens. La Pequeña Habana continue à jouer le rôle d'un lieu identitaire, c'est une référence, un repère pour les adultes. Certes, le désir du retour dans la patrie symbolisé par le titre d'un ouvrage de Gustavo Pérez-Firmat, *Next year in Cuba, (L'année prochaine à Cuba)* s'est émoussé avec le temps. La conséquence est que Miami s'est substituée à La Havane, mais à une ville qui n'existe plus. La Pequeña Habana reste à jamais figée dans le passé.

Little Havana was much more than a substitute city... things that Havana lacked -food and freedom- Miami had in abundance... We console ourselves with the thought that, while we have remained the same, it's our homeland that have changed³⁰

Pour les jeunes qui n'ont pas connu La Havane et pour tous ceux qui sont partis s'installer dans d'autres états et sont devenus des Américains sans particule, c'est une patrie de remplacement. Tout Cubain peut y retrouver des odeurs, un climat, une ambiance, une musique, une langue qui lui rappellent son origine. Un déplacement géographique s'est opéré entre la nostalgie de La Havane et la nostalgie de Miami. Quitter Miami c'est aussi perdre une partie de ses racines cubaines : « I began to long for Miami much as my father, living in Miami, had always longed for Cuba³¹. »

La Havane et son double Miami apparaissent comme deux extrêmes d'une même réalité qui se sont figés dans le même refus du temps qui passe, dans le même enfermement, celui d'une île et celui d'un quartier. Les deux villes se regardent, se reflètent et se répondent de part et d'autre du détroit de Floride. Ce qui frappe c'est que les horloges semblent s'être arrêtées, le temps s'est immobilisé : l'île vit encore à l'heure castriste et en face, la Petite Havane est toujours à l'heure de la contre-révolution.

Références bibliographiques

Abou, Sélim, 2002, *L'identité culturelle suivi de Cultures et Droits de l'Homme*, Perrin/Beyrouth, Presses de l'Université Saint-Joseph.

Arenas, Reinaldo, 1991, *El color del Verano*, Miami, Florida, Ediciones Universal.

³⁰ Pérez-Firmat 1995, 84 : « La Petite Havane était beaucoup plus qu'une ville de substitution... Des choses qui manquaient à la Havane - de la nourriture et de la liberté - Miami les avait en abondance... Nous nous consolons en pensant que, tandis que nous sommes restés les mêmes, c'est notre patrie qui a changé ». Traduction personnelle.

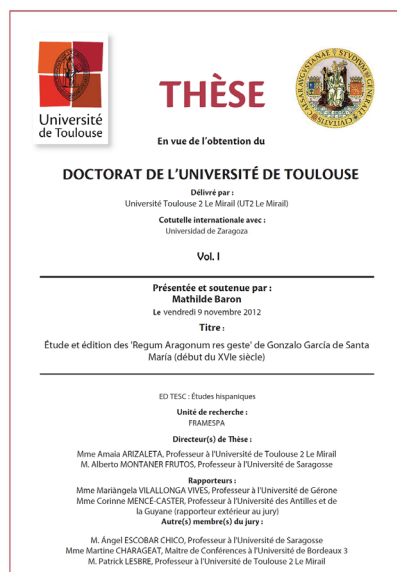
³¹ *Ibid.*, 191 : « J'ai commencé à avoir la nostalgie de Miami, autant que mon père, vivant à Miami, avait toujours eu celle de Cuba » : traduction personnelle.

- Cantera, Jorge et Hospital, Carolina, 1996, *A century of Cuban writers in Florida*, Sarasota Florida, Pineapple Press.
- Caño, Antonio, « España decide acoger a 20 familias de balseros cubanos » *El País* 24-10-1994 Madrid
- Chardy, Alfonso, « Reabre farmacia Navarro de la Pequeña Habana devastada por un incendio » *El Nuevo Herald*, 12-09-2012, Miami, Florida.
- Chávez, Juan Carlos «Celebran 400 años de la Virgen de la Caridad del Cobre », *El Nuevo Herald*, 31-08-2012, Miami, Florida.
- Cros Sandoval, Mercedes, 1986 *Mariel and Cuban National Identity*, Miami, Florida, Editorial Sibi.
- Didion, Joan, 1989, *Miami*, Madrid, Espasa-Calpe.
- Fernández, Roberto, 1988, *Raining Backwards*, Houston, Texas, Arte Publico Press
- Florida's Refugee Fact Book, 1994, Florida Department of Health & Rehabilitive Services Refugees Programs Administration.
- García, María Cristina, 1996, Havana USA, *Berkeley and Los Angeles California*, University of California Press.
- Moncada , Alberto, 1988, *Norteamérica con acento Hispano*, Madrid, Ediciones de Cultura Hispánica
- Pérez-Firmat, Gustavo, 1995, *Next Year in Cuba*, New York, Anchor Books Doubleday.
- Pérez, Lisandro, 1988, «Cuban women in the US Labor Force : a comment », *Cuban Studies* n°18, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press.
- Poyo, Gerald, E, 1991 : « The Cuban experience in the United States, 1865-1940 : Migration, community, identity » dans *Cuban Studies* n° 21, Pittsburg, University of Pittsburgh Press.
- Sánchez, Melissa, « Buscan preservar la Pequeña Habana » *El Nuevo Herald*, 30-7-2012, Miami, Florida.
- Serpa Maceira, Carlos « La casa del preso » <http://demotix.com> 20.11.2009 (consulté le 2 avril 2013).

Thèses de doctorat

Mathilde Baron, Étude et édition des "Regum Aragonum res geste" de Gonzalo García de Santa María (début du XVIe siècle)

Présentation



Las *Regum Aragonum res geste* son una amplia crónica latina redactada por el jurista aragonés Gonzalo García de Santa María a principios del siglo XVI en Zaragoza. Narran las hazañas de los reyes de Aragón, a partir del siglo VIII y hasta la muerte de Alfonso V en 1458. La presente tesis da a conocer el texto de dicha obra, no sólo inédita, sino también considerada perdida durante mucho tiempo. Se basa en un borrador autógrafo conservado en la Biblioteca de Catalunya. Por lo tanto, llena un vacío de conocimiento, ofreciendo el material necesario para examinar las hipótesis formuladas *in absentia* acerca de este texto y de su papel en el panorama historiográfico aragonés

alrededor de 1500. La edición tiene dos objetivos: la *constitutio textus* y la exposición de todos los procesos de elaboración textual reflejados en el borrador. El estudio introductorio describe el contexto de producción de la crónica. Primero, un análisis codicológico expone las condiciones materiales de composición del único testimonio conservado. Luego, se lleva a cabo una reflexión pormenorizada sobre los numerosos factores que influyeron en la redacción de la obra, como son la pertenencia del autor a diversas redes sociales, políticas y culturales, las relaciones entre dicha crónica y las de Vagad y Marineo Sículo o los modelos literarios y historiográficos aprovechados. *In fine*, este trabajo muestra cómo las *Regum Aragonum res geste* participan, a su manera, de los debates estilísticos, históricos e ideológicos de su tiempo. Pretende también llamar la atención otra vez sobre un foco historiográfico muy activo en la capital aragonesa a principios del siglo XVI y cuyas dinámicas internas están siendo estudiadas cada vez con mayor profundidad. A continuación, presentamos una breve relación de las conclusiones del estudio.

*

Las primeras conclusiones que se pueden sacar conciernen aspectos codicológicos. Nuestra tesis establece que dicho documento es un borrador autógrafo. Aportamos, con láminas, una descripción precisa de la mano de Gonzalo

García de Santa María. Situamos el acabamiento de la redacción del manuscrito a finales del segundo decenio del siglo XVI. Ofrecemos, además, una propuesta de reconstitución de la historia del códex, desde la colección privada de Jerónimo Zurita hasta la Biblioteca de Catalunya.

En la parte dedicada al autor, nos basamos en un breve y valioso estudio de Robert Brian Tate. Apoyándonos en este trabajo, corregimos primero varios errores contenidos en diversas biografías y aportamos ciertas aclaraciones, ya que se confundió muchas veces en la bibliografía al Gonzalo García de Santa María de Zaragoza con un primo lejano suyo, hijo de Pablo de Burgos. Completamos y enmendamos la genealogía del autor. A partir de una investigación en archivos, ponemos de relieve la importante implicación de García de Santa María en la vida institucional y política de Zaragoza. Hemos podido aclarar la naturaleza precisa de los cargos que ocupó así como su cronología. Gracias a esta investigación, conocemos con más detalles algunas de las actuaciones del jurista durante el ejercicio de dichos cargos. Ponemos de realce su relación con los círculos conversos zaragozanos. Por lo demás, insistimos en la estrecha vinculación de los García de Santa María de Zaragoza con la realeza aragonesa, aunque de una forma distinta de una generación a otra: el padre de Micer Gonzalo fue prestamista de Juan II mientras que el jurista puso más bien su pluma al servicio de Fernando II, redactando varios textos de encargo. Finalmente, en el ámbito literario y cultural, nuestro estudio demuestra que Gonzalo García de Santa María fue un erudito de primera fila, dados el tamaño de su biblioteca (reconstituida a partir de su testamento), la fama que le atribuye Vagad y la confianza que le manifiestan los impresores Hurus. Sin embargo, al término de este recorrido de la vida del autor, queremos ofrecer un balance matizado. A pesar de ser un personaje insigne y respetado, Gonzalo García de Santa María fue el blanco de muchos ataques: fue perseguido repetidamente por la Inquisición por su ascendencia conversa; fue involucrado en varios pleitos; sabemos también que fue víctima de una agresión de represalias y que no recibió la atención esperada cuando pidió el castigo del culpable. Resulta curioso que ninguno de los trabajos historiográficos que el rey Fernando le encargó llegara a publicarse (o cómo mínimo no tenemos ninguna noticia al respecto). Sorprende, por lo demás, que un personaje de tal importancia no aparezca directamente vinculado a la figura del mecenas Alonso de Aragón, arzobispo de Zaragoza, aunque esté en relación con los miembros de su círculo de erudición. A modo de conclusión, esbozamos, entonces, el perfil de un letrado a la vez influyente y vulnerable, vinculado tanto a los reyes como a las instituciones locales aragonesas, oportunista en la realización de encargos y con criterio a la vez literario y comercial. Finalmente, cabe destacar su notable aportación al desarrollo de las letras humanistas zaragozanas, en especial por su importante trabajo de traductor en colaboración con Pablo Hurus. También participó de una gran labor historiográfica llevada a cabo en la capital aragonesa a finales del siglo XV y a principios del XVI, a petición de los reyes, del arzobispado de Zaragoza o de la Diputación, según los casos. En este contexto,

varios autores competieron o colaboraron para dotar el reino de Aragón de una historia adaptada al gusto de sus promotores o posibles lectores, y García de Santa María fue uno de ellos.

De este foco historiográfico zaragozano salieron numerosos textos, en latín y en castellano, cuyas relaciones hasta hoy no se han podido modelizar claramente: los textos circularon, fueron traducidos, retocados, completados, enmendados en un magma historiográfico muy denso y difícil de desenmarañar; además faltan muchos textos que podrían ser piezas claves para entender los esquemas de transmisión textual. En la presente tesis, pretendemos situar las *Regum Aragonum res geste* en este contexto. Establecemos que dicha crónica es una traducción abreviada y retocada de la *Crónica de Aragón* de Gauberto Fabricio de Vagad. Gracias a la convergencia de varios indicios codicológicos, biográficos y filológicos, situamos la redacción de las *Regum Aragonum res geste* después de la publicación, en 1509, del *De Primis regibus Aragonum* de Lucio Marineo Sículo. No hemos podido aclarar la cuestión del promotor de la obra pero proponemos una hipótesis acerca de sus objetivos: las *Regum* serían una respuesta a la publicación del *De Primis*. Retomando la gran obra de Vagad, conformándola a unos cánones estéticos propios de la historiografía humanista, censurando algunas de sus impertinencias y traduciéndola al latín, es muy probable que Gonzalo García de Santa María intentara salvar una visión de la historia de Aragón amenazada por la difusión del *De Primis*. En efecto, la crónica de Marineo ofrece un discurso historiográfico menos radical acerca de la defensa de las libertades y especificidades políticas aragonesas que el de Vagad. Es muy probable también que Gonzalo García de Santa María quisiera aprovechar un material historiográfico muy extenso para demostrar sus habilidades literarias en latín con un objetivo de proyección extrapeninsular.

El resultado es una crónica abreviada (desaparecen las largas digresiones de Vagad y las referencias a las fuentes historiográficas), expurgada (se omiten las críticas puntuales contra otros cronistas, mayoritariamente castellanos, se quitan opiniones controvertidas) y centrada en una narración vívida. Percibimos una clara tensión hacia el manejo de un latín imperial o clásico, sin que desaparezcan ciertos rasgos medievales o de la Antigüedad Tardía. La influencia de los historiadores de la Roma Antigua, en particular Salustio, es muy clara. Muchas citas bíblicas o clásicas salpican la narración e inscriben el discurso en un marco de erudición humanista a la vez que proporcionan una reflexión moral. Gonzalo respeta la esencia del mensaje político y ideológico de la *Crónica* de Vagad aunque con matices. Así, conserva el patrón del papel originario del reino del Sobrarbe en la historia de Aragón o de la creación inmemorial de un modelo político basado en el equilibrio de las fuerzas políticas. Sin embargo insiste en la *potestas* específica del rey y en su papel imprescindible en este equilibrio. Además, despliega una retórica muy agresiva (y ausente de la *Crónica* de Vagad) en contra de los musulmanes. Deducimos que el objetivo de tal retórica es

apoyar los proyectos de conquistas en África o de cruzada en el Mediterráneo liderados por el rey de Aragón.

Mathilde Baron

Mathilde Baron, *Étude et édition des "Regum Aragonum res geste" de Gonzalo Garcia de Santa Maria (début du XVIe siècle)*, 2 vol. Sous la direction d'Amaia Arizaleta et de Alberto Montaner Frutos. Co-tituelle Toulouse 2 - Universidad de Zaragoza Thèse de doctorat en Études hispaniques soutenue le 09-11-2012.

Manuel Lomas Cortés, Gobierno, ejército y finanzas en el reinado de Felipe III. El proceso de expulsión de los moriscos (1609-1614). Universidad de Valencia.

Présentation

La aparición en 1959 de la *Géographie de l'Espagne morisque* de Henri Lapeyre marcó un hito en el conocimiento del destierro de los moriscos españoles. Su difusión ayudó a superar la visión decimonónica de este acontecimiento, desentrañó sus claves principales y aportó un pormenorizado análisis demográfico que todavía no ha sido superado. La cuestión del destierro morisco no quedó, en todo caso, agotada.

Transcurridos pocos años desde la publicación de aquel estudio John Lynch, en su obra *Spain under the Habsburgs*, tomó los resultados de Henri Lapeyre para señalar que la expulsión de los moriscos había sido la demostración práctica de la eficacia y vigor de la burocracia española a comienzos del siglo XVII. La monarquía de Felipe III había conseguido acometer una empresa de gran complejidad, probando que era capaz de trasladar sus órdenes desde el centro a la periferia de su imperio con gran diligencia. En contra de lo que se pensaba, la expulsión de los moriscos era la prueba que desmentía la pretendida decadencia española o, al menos, eso era lo que parecía. La propuesta era audaz, pero no alentó la aparición de nuevas investigaciones.

El proceso de expulsión de los moriscos de España sigue el esquema trazado por Henri Lapeyre con el objetivo de dar respuesta a la propuesta de estudio planteada por John Lynch. No se ocupa por tanto de la demografía morisca – sobradamente conocida– ni del drama humano de la deportación, sino que se interesa por su gestión política, administrativa y logística, esto es, por todos aquellos aspectos que pueden arrojar luz sobre la organización y forma de gobierno de la Monarquía Hispánica bajo el régimen del duque de Lerma. Para ello recupera, con algún cambio, la estructura cronológica adoptada en su momento por Lapeyre, cuyo modelo sirve de marco para un estudio que intenta superar la historia de los acontecimientos de la

expulsión para establecer vínculos entre la estructura de gobierno, el ejército y la sociedad del momento, en línea con las premisas de la nueva historia política y militar.

Bajo este prisma la expulsión de los moriscos aparece como un proceso largo y difícil, emprendido cuando todavía no se tenía claro el cómo y dónde sería aplicado y que tendió, por ello, a introducir cambios y novedades de manera constante. La acumulación de experiencia, el deslinde progresivo de atribuciones entre instituciones y comisarios y la adaptación a un escenario político, jurídico y económico cambiante, se convertirían así en las claves explicativas de una empresa que se vio abocada a la reelaboración continua de sus parámetros de acción. En último término, el constante ajuste a las necesidades de la expulsión, y la tensión que ello generó sobre la administración, permite abordar el estudio de la forma de gobierno y los diferentes mecanismos utilizados por la Corona para llevar adelante sus decisiones.

Otro de los objetivos de este trabajo pasa por establecer la evolución de la forma de gobierno de la Monarquía Hispánica en el tránsito entre los siglos XVI y XVII. A la muerte de Felipe II la administración central se caracterizaba por la reducción del peso político de los consejos y el auge de las juntas especiales. Estas tenían el cometido de aligerar la toma de decisiones para alcanzar una mayor efectividad en la ejecución de las provisiones reales, pero la llegada al trono del nuevo monarca, la presencia de un favorito –el duque de Lerma– y la construcción de una identidad política diferenciada del anterior gobierno, llevaron a la reforma del sistema y a la revitalización de los consejos. En todos los casos la depuración de los elementos contrarios al ascenso político de Lerma, y su sustitución por personas afines al nuevo régimen, fue sistemática, aunque también hubo cierta continuidad, mediante el respeto a algunos miembros de la jerarquía administrativa del reinado anterior. Con el tiempo la reaparición de las juntas especiales sería inevitable, aunque los consejos mantuvieron su vigor. En la expulsión de los moriscos esta dualidad emerge con fuerza, y ofrece una clave interpretativa fundamental a la hora de entender cómo se coordinaron los esfuerzos y se vehicularon, en beneficio de la Corona, las pretensiones de los diferentes poderes territoriales y jurisdiccionales que se vieron implicados en la gestión de aquel proceso.

A lo largo de la última década se ha verificado entre muchos historiadores la tendencia a afrontar el estudio de las formas del gobierno hispánico moderno a través de un modelo analítico basado en la observación del conflicto como mecanismo de negociación y creación de consenso. Esta propuesta metodológica ha planteado la necesidad de una reinterpretación de las relaciones que, a nivel jurídico, político o social, se establecieron entre los diferentes territorios que componían las monarquías ibéricas, así como la superación de los paradigmas historiográficos que, en clave nacionalista o postcolonialista, definieron los estudios de aquellas en base a esquemas reductores y viejas dicotomías entre la imposición y el sometimiento. El estudio de los choques de jurisdicción sucedidos en el contexto del destierro morisco representa así otro de los problemas de fondo a partir de los cuales se construye el discurso de esta

obra. Algunos llegaron a constituir un verdadero problema para el desarrollo de la operación pero, en la mayoría de las ocasiones, sólo fueron pequeños roces de los que la Corona supo sacar partido. En último término todos ellos representan una herramienta valiosa para el estudio del modelo político aplicado en el proceso, dado que la existencia de jurisdicciones diferentes –ya fueran fiscales, militares o civiles– y de lógicas antagónicas en la administración, estuvo en la base de la forma de gobierno de los Austrias. El sistema polisinodial siempre dio pie a una permanente competición de jurisdicciones así que, ya fuera entre los consejos centrales, o entre éstos y los poderes territoriales, la lucha por la adquisición o defensa de las competencias constituyó un eje fundamental de la gestión de la expulsión, aunque siempre controlado por el principio de autoridad ejercido por la Corona.

El enfrentamiento entre los oficiales ordinarios, por una parte, y los extraordinarios, por otra, estaría en el centro de este problema. El recurso a los comisarios fue recurrente, y es un claro indicador de cómo la presencia de estos agentes constituía, a comienzos del siglo XVII, un instrumento básico de la voluntad real, preferido a la hora de salvaguardar intereses especialmente delicados. Situados en el centro de las reformas monárquicas, la presencia de los comisarios especiales durante la expulsión de los moriscos supone otra clave para entender el régimen político del duque de Lerma, sus características y, también, sus limitaciones. En el destierro morisco se evidenciaría cómo, en la búsqueda de un mayor control sobre el cumplimiento de sus decisiones, la Corona tuvo que respetar las diferentes constituciones territoriales, sus agentes y preeminencias, de manera que se llegara a un estadio de administración conjunta que pasó por el continuo entendimiento entre las partes. Sin este acuerdo el desarrollo de la expulsión hubiera sido imposible, ya fuera en su vertiente civil o militar.

La organización militar, generadora habitual de estos conflictos, también ocuparía una papel principal en la delimitación del modelo de gestión del proceso. Para la expulsión de los moriscos fueron convocados los tercios de Italia, sus escuadras de galeras, los galeones de la Armada, las milicias territoriales y, en definitiva, buena parte de los recursos militares y navales con que contaba la Monarquía en la Península e Italia. Cada una sujeta a ordenanzas, fondos y administradores diferentes, la coordinación de estas unidades supuso un desafío a la capacidad organizativa de la Corona. Después de ver fracasar, en sucesivas ocasiones, los proyectos de conquista naval en el Mediterráneo y el Atlántico, los augurios no eran desde luego los mejores. El lastre de Flandes y la maltrecha situación de la Hacienda Real entorpecían las posibilidades de financiación de aquella empresa, y la política de ahorro adoptada por el duque de Lerma no parecía dar sus frutos pese a que la reducción de gastos militares comenzaba a apreciarse. La gestión de fondos y el mantenimiento de soldados y embarcaciones se convierten así en otra pieza de análisis de esta obra que, en síntesis, trata de negar la existencia de signos importantes de decadencia administrativa o militar en la Monarquía Hispánica de comienzos del siglo XVII, para defender la tesis

de que la expulsión de los moriscos fue la demostración del considerable vigor de su burocracia, así como de la importante capacidad de adaptación y negociación que todavía mantenía a la altura de 1609.

Manuel Lomas Cortés

Manuel Lomas Cortés, *Gobierno, ejército y finanzas en el reinado de Felipe III. El proceso de expulsión de los moriscos (1609-1614)*. Universidad de Valencia, soutenue en sept. 2009. Rafael Sánchez Benítez Blanco (dir), 2 vol., 892 p.

Recensions d'ouvrages et compte-rendus

Manuel Peña (ed.), *La vida cotidiana en el mundo hispánico (siglos XVI-XVIII)*



La reflexión acerca de la *vida cotidiana* ha sido una de las líneas importantes de preocupación por parte de los filósofos europeos durante el siglo XX, mayoritariamente en la tradición fenomenológico-hermenéutica. Esta estuvo muy condicionada por el concepto de “actitud natural” de Husserl, entendido como actitud pre-reflexiva en la que vivimos cotidianamente las personas y que hace de suelo de todas nuestras interpretaciones, teorías o elecciones, considerándose a la vida cotidiana como lugar de repetición y monotonía, de ritmo lento y resistente al cambio. Actualmente, una obra influyente como la de Bruce Bégout reproduce en cierto modo esa visión cuando habla de la vida cotidiana como “el mundo común, ordinario, habitual, tal como se presenta en la experiencia irreflexiva de la existencia, el medio ambiente de la vida, que no constituye nunca el objeto de

un examen específico, sino que es aceptado con confianza inaceptable” (*L'enfance du monde*, 2007, p. 56). Para Bégout la vida cotidiana se convierte en un *a priori* antropológico a partir del cual todas las experiencias, sean estéticas, políticas o económicas, son tomas de posición respecto a lo cotidiano y solamente desde ahí cobran sentido. Los agentes en su vida cotidiana viven en una normatividad estable que no es la de las instituciones, sino la que se ha consolidado en su mundo inmediato, que tiene un carácter superyoico que no coincide con las reglas o leyes volcadas en códigos o constituciones. La rutina caracterizaría un discurrir vital que sin embargo los historiadores muestran cargado de cambios, conflictos y transgresiones.

Otras tradiciones, como la marxista, entendieron bien la importancia de generar conocimiento histórico sobre esa vida cotidiana que consideraron ontológicamente como la vida real y auténtica. Así, en su *Estética*, G. Lukács, sobre cuya obra y magisterio se monta la de Agnes Heller, tematizó la vida cotidiana como el ámbito primordial en el que se despliega la vida humana, señalando algunos rasgos fundamentales: el papel fundamental de las costumbres y tradiciones por encima de una actitud científica, racional o teórica sobre la misma; la vinculación inmediata entre teoría y práctica; un materialismo espontáneo que no está reñido con la presencia de lo religioso, un pensamiento también espontáneo y a-teórico que resiste a las concepciones del mundo científicas y filosóficas, y por último, un conocimiento cotidiano que se suele basar en analogías e inferencias analógicas. Frente a Heidegger, que recluyó la vida cotidiana en el ámbito de lo inauténtico, Lukács y Heller la van a considerar la forma real en la que se viven los procesos históricos. En la vida cotidiana, por tanto, se mide la eficacia histórica de los discursos, de las normas y los cambios políticos y económicos, y en tanto que objeto de estudio, se abre como espacio donde uno se topa con las personas de carne y hueso que realmente fueron mordidas por el tiempo.

El libro que nos ocupa, que viene a sumarse a una extensa proliferación de los estudios historiográficos sobre la vida cotidiana en la edad moderna española en los últimos años¹, ofrece una magnífica colección de perspectivas posibles sobre como se vivía realmente en el mundo hispánico de los siglos XVI-XVIII. Teniendo por origen unas jornadas en torno al tema de las rutinas y conflictos durante la modernidad celebradas en Córdoba en el año 2011, el libro no ofrece el formato habitual de un libro de Actas al uso, sino el de una compilación de artículos reunida en diferentes bloques temáticos que reflejan muy bien la tensión dialéctica entre lo normativo-legal-discursivo y las prácticas y apropiaciones o subjetivaciones cotidianas.

Tras una útil y clarificadora introducción a cargo de su editor, Manuel Peña, que es profesor titular de Historia Moderna en la Universidad de Córdoba, el primer bloque se dedica a *Tendencias* propias de los estudios de vida cotidiana en la actualidad. El libro se abre con un texto del historiador francés R. Chartier dedicado a la operatividad de los conceptos de estrategia y táctica en la obra de Michel de Certeau, centrada en la reflexión acerca de como se relacionan discurso y mundo social, pues es en ella en el donde la historia se escribe. Martin Biersack, por su parte, ofrece un interesante recorrido sobre el surgimiento y consolidación con los importantes debates añadidos de la *Alltagsgeschichte* en Alemania, pues como se sabe, fue en los años 80 cuando los estudios de vida cotidiana despegaron teniendo como objeto de estudio las experiencias de los soldados alemanes en la IIGM. Por su parte, el artículo de Máximo García constituye una interesantísima y original perspectiva sobre la importancia de la historia material, de los bienes muebles y de los espacios, y su relación con la vida cotidiana (las revoluciones del consumo y las apariencias y la verticalidad de las mismas), que no obstante pienso que ganaría en más riqueza analítica si incorporarse algunos aportes desde la sociología (Veblen o Bourdieu). Por último, Pilar Gonzalo y Jaqueline Vasallo exponen el recorrido y el estado de la historiografía el sobre vida cotidiana en México y Argentina respectivamente.

El segundo bloque de artículos está dedicado a *Conflictos y rutinas*. El primer artículo, de M^a Luisa Candau Chacón, se centra en la diferencia generadora de actitudes y estrategias cotidianas existente entre los modelos impuestos de mujer casada en el mundo hispano y los modos bajo los cuales las mujeres transgredían y utilizaban los discursos readaptándolos a sus situaciones en conflicto, tomando como punto de partida una amplia muestra documental centrada en procesos laicos por delitos contra la moral o contra el matrimonio. La estrategias a la hora de defenderse presenta a mujeres creativas, asustadas, pícaras o sumisas defendiendo su fama u honestidad, por ejemplo negando los hechos o narrando su propia versión de los mismos. Por su parte, el artículo de Mariela Fargas, de la Universidad de Barcelona, afronta el tema de la violencia patriarcal utilizando un rico aparataje teórico que va desde Foucault a Bourdieu, pasando por M. de Certeau o Althusser. Muy interesante es el artículo sobre las cofradías en el reino de Granada como lugares de conflicto, socialización y orden de los investigadores Inmaculada Arias de Saavedra y Miguel L. López Guadalupe, cerrándose el bloque con un excelente artículo de Maria José de la Pascua, profesora de la Universidad de Cádiz, acerca de la criminalidad y la violencia durante la época moderna, y otro de Laura de Mello, de la Universidade de Sao Paulo sobre violencia cotidiana en Minas Gerais.

1 Información actualizada al respecto en el blog que gestiona el editor de esta obra:
www.lavidacotidianaenelmundohispánico.blogspot.com.es

El tercero de los bloques está dedicado a las *Transgresiones cotidianas*. Lo abre Enrique Villalba con un estudio sobre la prostitución en Madrid durante el Siglo de Oro. Llena de gentes por la presencia de la Corte y la emigración del campo a la ciudad producida desde finales del siglo XVI, la capital se presenta como una tierra de oportunidades fértil para la picaresca y la prostitución. El autor mide el nivel de acoplamiento entre la imagen literaria del mundo de la marginación con la existencia de hombres y mujeres que vivían en los bajos fondos, señalando cómo la literatura podía ocultar matices y prácticas conflictivas determinadas, así como los debates que se dieron en torno a las mismas. Artículos como este, sumado al conjunto del libro, ponen de relieve como lo cotidiano no es sinónimo de rutinario, aunque más bien cabría preguntarse si lo que desde nuestra óptica presente consideramos transgresión –el pecado, p.e.- era algo conflictivo entonces; si eso que para nosotros puede ser transgresión no era rutina o normal para las gentes en aquellos contextos, porque que no fuese normativamente permitido no quiere decir que no fuesen conductas normales cosas como la corrupción o el latrocinio, siendo los condicionamientos socio-económicos y culturales los que mayormente contribuyen a los desajustes entre el discurso y la realidad.

Juan J. Iglesias revisa los vectores bajo los cuales se ha analizado el fenómeno de la violencia durante la edad moderna y su inserción en lo cotidiano desde una amplia base documental, mientras que Bernat Hernández ofrece un interesante artículo sobre la relación entre la moneda y lo cotidiano. Por su parte, Miguel A. Melón estudia la frontera y su representación en tiempos de paz y de guerra y su incidencia en la vida cotidiana de sus moradores, mostrando la inadecuación entre la vida fronteriza y las normativas que se imponían desde los centros de poder, pues ambos espacios funcionaban con lógicas distintas.

El cuarto bloque, *Realidades y ficciones*, lo abre María de los Ángeles Samper con otro de sus estudios de historia de la alimentación, esta vez centrado en lo que se comía durante los viajes basándose en los libros de viajes y sus relatos de los alimentos y posadas de extranjeros, utilizando por tanto fuentes indirectas. Jaime García Bernal ofrece un excelente artículo dedicado a un libro de casos notables de la ciudad de Córdoba, que abre con una reflexión acerca de las relaciones entre memoria y escritura, pasado o acontecimiento y su representación en los memoriales por parte de las gentes letradas. Casos notables que se revelan extraños en las rutinas cotidianas pero que en tanto relatos que expresan una necesidad de transmisión se insertan en las mismas.

Fernando Bouza incluye un trabajo dedicado al estudio de la relación entre las casas de conversación y el miedo a la conspiración por parte de señores y autoridades, tocando el tema de la conversación y el trato en la tratadística y la literatura y explorando los lugares propicios a la conspiración o la simple conversación, de la que los poderes siempre sospecharon: teatros, corralas, celebraciones, casas de juego... El artículo muestra, como otros tantos del volumen, la necesidad de la historia de la vida cotidiana respecto a los textos y la literatura en contraste con la historia social de espíritu positivista (que cree tratar con *hechos* cuando trata con estadísticas). Ana Cayuela estudia la vida cotidiana de los escritores en el siglo XVII mientras que Michele Olivari, de la Universidad de Pisa, ofrece un breve artículo sobre los espacios privados y públicos, su permeabilidad y su relación con la dinámica histórica en la arena política.

El último bloque está dedicado a la religiosidad. *A las puertas del cielo* se abre con un artículo de Carlos A. González sobre la función de las imágenes de culto en el marco de la Contrarreforma, así como las normas que regulaban sus usos. Eliseo Serrano estudia la función de las reliquias, mientras que Rosa M^a Alabrús se centra en la relación entre religiosidad y vida

cotidiana en la Barcelona de la guerra de sucesión. Por último, Ángela Atienza vuelve a ofrecer uno de sus importantes artículos sobre la vida conventual femenina, esta vez bajo la perspectiva de la vida cotidiana, logrando mostrar el “desarreglo” entre el modelo de monja y la vida de las monjas de verdad.

En conclusión, el libro representa un muestreo de calidad y rigor científico de temas propios del campo de estudio de la vida cotidiana en el mundo hispánico reuniendo a buena parte de los mejores historiadores en torno a los temas que concentra. Temas que abren además perspectivas múltiples e interesantes para futuras investigaciones pero que ante su falta de unidad epistemológica obligan a preguntarse qué es realmente la “vida cotidiana” como objeto de estudio. O dicho de otro modo, qué diferencia algunos trabajos sobre vida cotidiana de la microhistoria, la historia social o la historia inmaterial o post-historia.

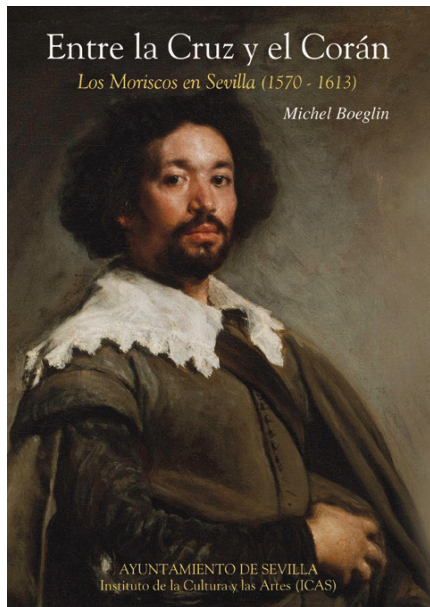
En lo cotidiano se vive con un tiempo donde se yuxtaponen momentos pasados, fluctuante y cualitativo (Bergson lo llamó *durée*) frente a la representación decimonónica de la historia como sucesión de acontecimientos ordenados linealmente. Esa *vida cotidiana* se construye además cuando los individuos reaccionan, se apropian, se saltan, cumplen o disimulan cumplir con las normas explícitas e implícitas de los mundos sociales en los que tenían que hacerse cargo de sus vidas respectivas. Su riqueza cromática quizá hace imposible la reducción a una categoría histórica y es la que obliga a permanecer en una pluralidad de perspectivas, enfoques abiertos y en tensión, servirse de variedad de fuentes... pero eso no es óbice para que se siguiese echando en falta un modelo formal y conceptual común que dotase de unidad a ese ámbito de estudios. Esa unidad no estaría demandada por la acostumbrada vigilancia de fronteras propias del campo académico, sino por la dignidad propia de lo cotidiano como punto de arranque de todas nuestras historias.

Álvaro Castro Sánchez
Grupo de investigación HUM-536-
Universidad de Cádiz

**Manuel Peña (ed.), *La vida cotidiana en el mundo hispánico (siglos XVI-XVIII)*, Madrid, Abada, 2012, 465 p.
ISBN: 978-84-15289-35-7**

Michel Boeglin, Entre la Cruz y el Corán. Los moriscos en Sevilla (1570-1613)

Tras dos años de conmemoraciones (2009-2010) de la expulsión de los moriscos (1609-1614) con la organización de congresos internacionales tanto en España como en países del Magreb



(Marruecos, Túnez) y Francia, Michel Boeglin, quien participó en algunos de ellos, se adelanta, con la publicación de este libro patrocinado por el Ayuntamiento de Sevilla, a la publicación de las actas de dichos congresos que, en el caso del macro congreso de Granada o los de París y Madrid, después de hacer un balance historiográfico completo de todos los aspectos de la fascinante y compleja historia de los moriscos, marcarán un antes y un después en el estudio de esta minoría.

Hoy, a pesar de la existencia de algunas interpretaciones irreconciliables, hay casi unanimidad para considerar que todos los moriscos no eran uno, que hay que tener en cuenta toda una serie de parámetros que obligan a descender al nivel de la microhistoria, estudiando por ejemplo las estrategias de supervivencia de esta minoría, sin perder de vista el ámbito más global de la macrohistoria, el de la

evolución de la Monarquía Católica en un contexto internacional muy tenso, con la afirmación de identidades nacionales en una Europa confesional en la que, generalmente, durante los siglos XVI y XVII, prevalecía la búsqueda de la uniformidad religiosa y en la que la disidencia religiosa era considerada disidencia política.

Con este libro, Michel Boeglin nos propone una síntesis muy completa de la historia de los moriscos sevillanos, la mayor comunidad morisca de la corona de Castilla, desde la llegada masiva de los moriscos granadinos expulsados después de la guerra de las Alpujarras (1568-1570) hasta su expulsión “definitiva”, en tres olas sucesivas, entre 1610 y 1613. Para ello el autor sintetiza y actualiza en 6 capítulos una serie de trabajos suyos publicados entre 2003 y 2009 (ver nota 1, p. 14), con un aparato crítico basado fundamentalmente en documentos de archivos (Simancas, Archivo Histórico Nacional, Archivo Municipal de Sevilla).

Es un trabajo de investigación cuyo formato interesará al especialista por su claridad, la postura crítica del autor, cuya principal cualidad es la matización, y el aporte de 19 documentos de archivo interesantísimos en anexo, pero es también una obra de divulgación científica, dirigida a un público más amplio a pesar de las 276 notas, mayoritariamente referencias archivísticas, completadas con 15 ilustraciones, fotos de documentos del Archivo Municipal de Sevilla que cofinancia esta publicación, y una serie de conocidos dibujos de moriscos granadinos de Christoph Weiditz, Francisco Heylan y Diana Ghisi, unos moriscos granadinos que pasarían a engrosar, a partir de 1570, las filas de los pocos moriscos antiguos sevillanos de que se tiene noticia que acabarían también siendo expulsados entre 1610 y 1613, con excepción de los que, como el protagonista del retrato escogido como portada de la obra, el esclavo morisco de Diego de Velázquez, Juan de Pareja (pintado en 1650, libertado por el pintor a petición de Felipe IV en 1654), pudieron permanecer en Sevilla tras el fatal desenlace de la historia de los moriscos españoles o “naturales”, como dirían el

granadino Francisco Núñez Muley, el arbitrista Pedro de Valencia o el jesuita de origen morisco, Ignacio de las Casas.

El bonito y acertado título *Entre la Cruz y el Corán* sintetiza en parte la encrucijada en la que se encontró la mayoría de los moriscos de España, una situación resumida por un morisco llamado Cárdenas durante la revuelta del Albaicín de 1568: “Pero, ¿de qué Dios? ¿En qué ley? ¿De Christo con el alma mora, o de Mahoma con el bautismo de Christo? En ninguna ley podéis pedir a Dios ayuda con confianza, porque en el semblante christianos y sarracenos en lo interior: en la una ley os condena el rostro y el corazón en la otra”². Si bien dicho título parece encerrar el problema en su vertiente conflictiva religiosa, que fue central, el autor llama la atención muy acertadamente sobre el hecho de que “lo que se ha presentado como la negativa de los moriscos a su integración procedía más de argumentos culturales y de una reacción a la política asimiladora [...] que de argumentos propiamente religiosos” (p. 83).

En Sevilla, espacio frontera, ciudad cosmopolita, en la que se cruzaban genoveses, alemanes, franceses, ingleses, conversos, negros, mulatos, bereberes y turcos esclavizados fue donde se expresó con toda su complejidad la cuestión morisca (p. 13). A lo largo de sus 6 capítulos, Michel Boeglin, apoyándose en documentos de primera mano, rebatirá los argumentos de los que se limitaban a presentar a los moriscos “como un grupo unido por un feroz sentimiento anticristiano y reacio a cualquier tipo de asimilación en la sociedad, generalizándose ciertos comportamientos extremos al conjunto del colectivo, cuando precisamente la identidad de aquellos cristianos nuevos, en Sevilla como en otras poblaciones de Castilla, estaba en profunda mutación a la hora de la expulsión de 1610” (p. 18).

El primer capítulo, “Mudéjares y cristianos en la Sevilla medieval” (pp. 19-27), el más breve y menos original del conjunto, aunque útil en una óptica de divulgación, sirve para plantar el decorado arrancando en el siglo XIII hasta la víspera de la llegada de los moriscos granadinos a Sevilla. Es interesante para distinguir entre los “moriscos antiguos”, que se convirtieron al catolicismo voluntariamente antes de 1502, fecha que marca el fin mudejarismo, y los moriscos posteriores. Tanto estos como aquellos, más asimilados y mejor integrados acabarían siguiendo el mismo camino del exilio. El trato fue el mismo para todos como ya lo criticaba en su memorial de 1566 el notable morisco Francisco Núñez Muley.

El capítulo II, “El renacer de la cuestión morisca en Sevilla. La deportación de los granadinos” (pp. 29-49) se inicia con las consecuencias de la publicación de la pragmática de 1567 que reactivaba todo el arsenal represivo elaborado desde la junta de la Capilla Real de Granada (1526), a saber, el levantamiento de los moriscos granadinos de las Alpujarras que, tras su derrota, se saldó con la dispersión de unos 60000 “rebeldes” por Castilla y la llegada de unos 4300 granadinos a Sevilla. Este capítulo se centra en el control y diseminación de la minoría por diversas zonas de la ciudad en un clima de recelo y rechazo por parte de la población y mucha confusión en la aplicación de las directivas reales. El objetivo era evitar la formación de núcleos de moriscos que pudieran suponer un peligro pero en la práctica, la mayoría de ellos se concentró principalmente en la parroquia de Triana (1994 en 1589; 2176 en 1609, anexo XIII). Uno de los mecanismos principales de este control eran los sacerdotes que compaginaban dicha función con su misión de adoctrinar a

² Janer, Florencio, *Condición social de los moriscos de España*, ed. facs, 1987, doc. 11, p. 143.

los moriscos, una misión para la que la Iglesia movilizó “medios insuficientes para que pudiese llegar a ser efectiva una verdadera evangelización de los cristianos nuevos de moros” (p. 46).

El capítulo III, “Demografía y sociedad moriscas en Sevilla” (pp. 51-67) aporta datos muy interesantes a partir del análisis del padrón de 1589 (anexo XII), “único padrón del conjunto de los moriscos hoy conservado”. 19 años después de su llegada a Sevilla, había unos 6300 moriscos y en 1609 habría unos 7503. Para Michel Boeglin, este aumento debe de ser interpretado como el resultado de nuevas instalaciones y no simplemente como el resultado de la bien arraigada y negativa percepción popular de una galopante e inquietante demografía morisca. A este respecto, la conclusión a la que llega el autor es que la natalidad de los moriscos no superaba a la de los cristianos viejos. El documento, verdadero retrato de la población morisca en Sevilla, aporta datos interesantes sobre las relaciones y redes de solidaridad entre moriscos granadinos exiliados y moriscos antiguos de Sevilla. En esa Sevilla cosmopolita, al igual que el personaje de la portada, el 17,1 % de los moriscos, uno de cada cinco, eran esclavos.

El capítulo IV, “Hereje y rebelde. El morisco: imágenes y estereotipos” (pp. 69-86) ilustra la evolución de las relaciones entre cristianos nuevos y cristianos viejos hacia una mayor tensión a partir de los años 80 y es que, después de la guerra civil de las Alpujarras, ya nada sería igual y la crisis económica de esos años no arreglaría las cosas. Esta situación se vio agravada con los rumores de una inminente sublevación de los moriscos sevillanos y de toda Andalucía.

Conocíamos al morisco quintacolumnista aliado de turcos, berberiscos, franceses y protestantes, aquí descubrimos al morisco aliado de los portugueses en vísperas de la accesión de Felipe II al trono de Portugal. Del análisis de la documentación al respecto Michel Boeglin concluye que si bien hubo una conspiración encabezada por notables moriscos como el nazarí Hernando Muley, su alcance no fue para nada tan amplio como lo pretendían algunas autoridades locales; el autor habla de “una rebelión mistificada”. No obstante, algo se había roto entre ambas comunidades y en estos años empezaron a aparecer proyectos de expulsión como el de la junta de Lisboa de 1582 o incluso propuestas más radicales como las del licenciado Alonso Gutiérrez que propondría en 1588 (anexo XI) una medida parecida a la que propusiera en 1587 el obispo de Segorbe, Martín de Salvatierra, la castración de todos los moriscos.

El capítulo V, “Entre Islam y cristianismo. Avatares de la identidad religiosa de los moriscos” (pp. 87-104) analiza la compleja realidad morisca con una amplia variedad de actitudes y comportamientos que iban de la asimilación a la franca hostilidad aunque, según el autor, a través de las fuentes inquisitoriales, “difícilmente podría hablarse de redes de criptomahometanos extensas en la Sevilla de la segunda mitad del siglo XVI” (p. 95). La represión de la que hace un balance había logrado debilitar considerablemente a la minoría. Esta situación “desmiente un discurso recurrente, elaborado a la hora de la expulsión [...] presentando al colectivo morisco como un grupo casi unánimemente díscolo y reacio al mundo cristiano, cuando precisamente lo que revelan las causas era una identidad en constante fragmentación y proceso de cambio” (p. 103).

Con el capítulo VI, “La expulsión de los moriscos (1610-1614)” (pp. 105-131) el autor resume los procesos de expulsión de los moriscos sevillanos dificultados por el complejo entramado entre cristianos viejos y moriscos y la diversidad de actitudes ante la religión de estos; la resistencia de algunas autoridades y vecinos a aplicar los decretos rompen también con la imagen de unanimidad que deseaban imponer los apologistas de la expulsión. Destaca aquí Michel Boeglin uno de los aspectos más dramáticos, el del destino de los niños moriscos raptados

Dentro de la impresionante producción bibliográfica sobre los moriscos, y en el caso particular sobre los granadinos sevillanos, el libro de Michel Boeglin merece ocupar un lugar destacado.

Youssef Al Alaoui
Université de Rouen

Michel Boeglin, *Entre la Cruz y el Corán. Los moriscos en Sevilla (1570-1613)*, Sevilla, Ayuntamiento de Sevilla, Instituto de la Cultura y las Artes (ICAS), 2010, Colección: Temas libres, 48, 180 p + 8 p. de ilustraciones.

ISBN 978-84-92417-30-8

José Luis de Rojas, **Cambiar para que yo no cambie. La nobleza indígena en la Nueva España**

José Luis de Rojas publie un ouvrage sur la noblesse indienne coloniale du Mexique qui vient combler un grand vide, ces thématiques ayant été délaissées, depuis les travaux de Charles E. Gibson ou John K. Chance, pendant plusieurs décennies jusqu'aux récents travaux de Margarita Menegus Bornermann, Felipe Castro ou Norma Angélica Castilla au Mexique ou de James Lockart, Sarah Cline et bien d'autres aux Etats-Unis. Son étude se divise en dix chapitres qui s'intéressent tour à tour à la situation préhispanique, au début de la Nouvelle Espagne, aux élites coloniales, à la transmission de la noblesse, au pouvoir politique, au pouvoir politique local, à l'usage du pouvoir, aux seigneurs de la terre, aux usages de la terre et aux relations avec les Espagnols. Les thématiques permettent d'aborder des sujets aussi divers et intéressants que les catégories de nobles indiens, ceux qui servent l'administration, la lutte pour le pouvoir local, le rôle des élites indiennes dans la détermination et le paiement du tribut, les mariages entre Indiens et Espagnols, la richesse des caciques, leurs activités économiques, la répartition des terres, les relations avec l'Eglise, les Indiens se rendant en Espagne etc. L'auteur nous invite donc à un tour d'horizon très complet des implications de la noblesse indienne coloniale en Nouvelle Espagne, à partir de documents d'archives, de chroniques, de travaux récents et d'une riche bibliographie.

Les analyses de José Luis de Rojas sont solidement étayées par des citations de documents d'archives (principalement Archivo General de la Nación de Mexico et Archives des Indes de Séville, mais aussi Archives notariales de Puebla, Real Academia de la Historia de Madrid, Bibliothèque Nationale de Madrid) dont de nombreux extraits sont reproduits (*mandamientos* du vice-roi don Luis de Velasco), parfois de façon conséquente (*Visita de Coyoacan* de 1551). La plupart sont cités à partir des paléographies de chercheurs récents. L'auteur cite également des chroniqueurs coloniaux (Tezozomoc, Chimalpahin, Alonso de Zorita, fray Juan de Torquemada, Burgoa, etc.) ou des chercheurs récents ou contemporains qu'il serait trop long d'énumérer de façon exhaustive mais qui constituent tout l'intérêt de l'ouvrage de Rojas (Carrasco, Zavala, Spores, Chance, Haskett, Kamen, Megged, Hornn, Martínez, Megged, Pastor, Paredes, Prem, Ragon, Reyes etc.). Ces citations peuvent aller de quelques lignes à plusieurs pages, parfois en anglais ou en français (mais toujours suivies alors d'une traduction en espagnol). Les citations de recherches récentes incluent les notes de bas de page regroupées en fin de citations. On regrettera simplement le très faible nombre de notes de l'auteur lui-même (trente, sur deux pages en fin de livre), très certainement pour des raisons éditoriales soucieuses d'éviter un aspect trop universitaire. De même, sans doute pour les mêmes raisons, on regrettera l'absence d'un index de noms de lieux ou de personnes qui aurait rendu la consultation de l'ensemble plus facile ou bien le fait de mélanger dans la bibliographie les analyses des chercheurs contemporains et les documents coloniaux édités (*declaración de pinturas* de 1533 ; instructions du vice-roi don Luis de Velasco 1558 ; testaments de divers caciques comme don Alonso Axacayatl, doña Francisca Verdugo ou don Gabriel de Guzmán ; diverses lettres de divers auteurs coloniaux comme Ramírez de Fuenleal 1532, oidores de Mexico 1533, Gerónimo López 1545, Diego Ramírez 1552, Juan de Pineda 1593 etc. ; de nombreuses relations géographiques du XVIe siècle ; diligencias sobre ser españoles los descendientes de Juan Grande 1643, etc.). Mais ce que la lecture perd en finesse, José Luis de Rojas le compense par une solide érudition et des lectures abondantes tant de documents d'archives que de recherches récentes.

L'étude comprend aussi plusieurs tableaux, en particulier un bilan des concessions d'autorisation de monter à cheval faites aux Indiens au XVI^e siècle, principalement entre 1550 et 1553 avec quelques prolongements en 1589-1592, qui couvre 5 pages (tableau 3). On trouve également quelques exemples de possessions de terres par des seigneurs indiens, les mesures coloniales étant converties en hectares pour les rendre plus compréhensibles (tableau 2). Ou bien une liste des gouverneurs et *alcaldes* de Tecamachalco de 1543 à 1590, sur quatre pages, qui permet de montrer la rotation des charges ou l'augmentation du nombre d'*alcaldes*.

Le fait de vouloir traiter la Nouvelle-Espagne dans sa diversité géographique et son évolution coloniale entraîne une relative dispersion. Il aurait sans doute été plus pertinent de concentrer l'analyse au seul XVI^e siècle, ou bien de choisir une zone géographique plus réduite (Xochimilco, Mixteca Alta ou Baja, Tehuantepec, etc.) hors de celles déjà étudiées et de la suivre sur la période coloniale. Le choix de José Luis de Rojas a été de faire un travail de synthèse plutôt que d'histoire locale : il nous entraîne ainsi avec une grande clarté dans le maquis souvent difficile des différentes zones de la Nouvelle-Espagne. Mais si les multiples exemples concernant le XVIII^e siècle (en particulier Tecali) peuvent sembler trop rapides, ils permettent de signaler la continuité d'un pouvoir indien colonial et corroborent de nombreuses pistes d'analyses de l'auteur (héritage, accès des métis à la prêtrise, etc.). De même les exemples de diverses zones géographiques (Mexique Central - en particulier Tlatelolco, Tlacopan, Coyoacan, Tula ou Teotihuacan, Chalco, Huejotzinco, Tlaxcala, Cholula-, Tepeaca, Cuernavaca, Tepejé de la Seda, Tecali, Michoacan, Mixteca, Yucatan, et Zinacantan au Guatemala, etc.) permettent à l'auteur d'esquisser des pistes d'analyse passionnantes en distinguant les comportements répétitifs ou exceptionnels, ou en corroborant les tendances signalées par d'autres chercheurs mais non creusées plus avant. José Luis de Rojas opère un remarquable travail de synthèse de recherches plus ou moins récentes, tant en espagnol, qu'en anglais ou en français, dépassant les ornières nationalistes qui limitent bon nombre de chercheurs à une bibliographie mexicaine, espagnole ou monolingue. Son apport est aussi de mettre certains passages de ces recherches en écho entre eux et avec des documents d'archives, comme par exemple la déclaration de peintures indiennes faite en 1533 contre Cortés ou bien le serment que devait prêter un cacique indien à Charles Quint. D'un chapitre à l'autre on peut suivre ainsi des personnages comme don Antonio Huitzimengari, doña Isabel Moctezuma, don Pedro Moctezuma, don Francisco Pimentel ou les caciques de Teotihuacan, Coyoacan ou Texcoco, sans pour autant tomber dans une biographie détaillée de chacun d'entre eux. On pourra être surpris par la méthode de José Luis de Rojas quand il va jusqu'à citer cinq pages consécutives de Pastor pour traiter des caciques de la Mixteca au XVIII^e siècle (p. 76-80). C'est en fait l'honnêteté intellectuelle de l'auteur qu'il faut louer, puisqu'il préfère signaler ouvertement les auteurs dont il est tributaire plutôt que de les résumer.

Un des passages les plus intéressants de l'ouvrage est sans aucun doute la sous-partie du chapitre 5 intitulée *Los señores al servicio de la administración* (p. 125-142) qui reprend et analyse les cas de nobles indiens nommés juge-gouverneur au XVI^e siècle, en particulier autour des années 1551-1552. José Luis de Rojas signale avec justesse comment l'administration coloniale espagnole s'appuie sur la noblesse indienne et tente de surmonter les divisions ethniques en envoyant des juges indiens trancher des litiges dans des provinces différentes des leurs. Ce début d'homogénéisation est un des premiers maillages qui ont abouti peu à peu à la création d'un Mexique nouveau, dépassant les clivages ethniques qui pouvaient paralyser l'administration à ses

débuts. Il est surprenant qu'il faille un regard espagnol contemporain pour analyser ces premiers pas dans la création d'un Etat mexicain, sans doute parce que ces élites trop proches de l'occupant espagnol ont été mal vues depuis l'Indépendance.

José Luis de Rojas ne cache pas non plus pour autant les arrangements que certains caciques indiens ont pu opérer à leur profit en matière de montant de tribut, tout en reconnaissant le caractère stéréotypé de certaines de ces accusations de détournements.

L'auteur est un guide précieux pour nous conduire dans les méandres de cas divers et variés, dans lesquels on aurait tôt fait de se perdre, mais qu'il a su mettre en valeur et en écho pour en tirer de salutaires interprétations du système colonial. On signalera que ni l'Espagne ni le Mexique n'ont été intéressés par la publication de cet ouvrage, pourtant remarquable, et que l'auteur aura donc dû chercher un éditeur argentin qu'on ne remerciera jamais assez pour avoir rendu ces recherches accessibles à tous.

Patrick Lesbre
Université de Toulouse Le
Mirail

José Luis de Rojas, *Cambiar para que yo no cambie. La nobleza indígena en la Nueva España*, Buenos Aires, Montevideo, México, sb Paradigma Indicial, serie Historia americana, 2010, 352 p.

ISBN 978-987-1256-56-3

Ouvrages reçus à ce jour

AAVV, *Brisas de Oriente. El cartel comercial español 1870-1970*, Madrid : Ibersaf editores, 2011, 109 p. et ill., ISBN 9788415138082

Manuel Lomás Cortés (éd.), *El desterrament morisc valencià en la literatura del segle XVII* (els «autors menors»), ouvr. en catalan, Valence, Univ. de Valencia, 2010, 524 p., ISBN: 978-84-370-7745-1

Victorien Lavou Zoungbo - Marlène Marty (eds.), *Imaginaire racial et projections identitaires : actes des Journées d'études internationales du GRENAL, Groupe de recherches et d'études sur les noir-e-s d'Amérique latine, 9-10-11 mai 2007*, Perpignan, Presses Universitaires, Collection Études, 2009, ISBN 10 : 2354120370

Mémoire des Républicains Espagnols en Languedoc-Roussillon, Une série documentaire en 21 épisodes de 20 mn, co-produite à l'occasion du 70^e anniversaire de « la Retirada », FOX's/Sony DADC.

CECIL Numéro 1 - Année 2015

Dossier thématique: la Guerre civile espagnole et ses lendemains. Réalités et représentations (M. Boeglin coord.)	5
Jean Téna : L'Exil républicain et les camps de concentration français à travers le prisme de l'irréel et de l'humour : Antoniorrobes et Max Aub	7
Alvaro Castro Sánchez : Exilio y posibilidad. Las influencias mutuas entre Américo Castro y Xavier Zubiri.....	19
Vincent Parello : Aproximación al exilio de los refugiados españoles de la Guerra Civil en el departamento del Hérault*	41
Heloisa Paulo : Une image de l'exil : la lutte contre Franco dans les journaux brésiliens ..	57
Armanda Manguito Bouzy : Mémoires d'exil : Maria Archer, une femme anti-salazariste au Brésil.....	73
Section Varia	95
Josep M. Figueres : La presse en langue française dans la Barcelone révolutionnaire de l'Espagne en guerre (1936-1938).....	97
Aline Rouhaud: La reconstruction du lieu d'origine. L'exemple de la Pequeña Habana à Miami, Floride.....	121
Thèses de doctorat	137
Recensions d'ouvrages et compte-rendus	147

